

Un espoir pour le Liban

Les négociations de Damas qui se déroulent depuis plus d'un mois entre les responsables de trois principales milices combattantes, chiite, druze et chrétienne, sont-elles en passe d'amener la paix au Liban ? Le passé oblige à beaucoup de prudence, mais quelques éléments donnent à penser que la guerre du Liban pourrait quand même connaître une trêve. D'une part, les hommes réunis à Damas autour du vice-président syrien sont ceux qui comptent sur le terrain, et qui ont donc plus ou moins les moyens de faire évoluer les choses. D'autre part, il ne fait pas de doute que la Syrie cherche, avant la rencontre Reagan-Gorbatchev et le prochain sommet arabe toujours prévu pour fin novembre, à montrer qu'elle peut imposer une solution au Liban.

L'évolution actuelle du conflit israélo-arabe conforte le président Assad, qui s'est toujours montré hostile à l'accord jordanien-palestinien du 11 février et encore plus au chef de POLP, M. Yasser Arafat. Il ne veut donc pas être paralysé par la crise libanaise. Tout le monde, aujourd'hui, n'accepte-t-il pas, plus ou moins officiellement, son autorité sur le Liban ?

L'accord de Tripoli qui a vu l'armée syrienne faire son entrée dans la deuxième ville du pays, après son occupation en douceur de la ville chrétienne de Zahle, préfigure sans doute l'étendue de la mainmise syrienne au reste du Liban, sous des formes différentes suivant les régions et l'autorité qu'exercent les milices alliées de Damas.

Déjà le nouvel homme fort du camp chrétien, M. Elie Hobeika, aurait obtenu de Damas que l'armée syrienne ne pénètre pas dans les régions chrétiennes, à charge pour lui d'y faire régner l'ordre. La détermination dont il a jusqu'à maintenant fait preuve tant à l'égard des nostalgiques d'une alliance avec Israël que du parti Kataeb, mécontent du diktat des Forces libanaises, ne peut que lui attirer la sympathie de Damas.

Dans le camp musulman, les choses pourraient cependant se révéler plus compliquées. D'abord parce que les forces n'y ont jamais été très bien unifiées et qu'au moins deux d'entre elles n'ont pas intérêt à faciliter la tâche syrienne. Oublié dans les négociations, le parti chiite Hezbollah pro-iranien, en conflit ouvert avec la milice Amal, a en effet les moyens de gêner les projets syriens. Les critiques des iraniens à l'encontre de Damas prouvent qu'ils ne voient pas d'un très bon œil la « paix syrienne » s'installer au Liban. N'espérât-on pas, à Téhéran, voir ce pays tourner à la république islamique ?

Il faut compter aussi avec les Palestiniens arabistes, toujours en nombre au Liban, et qui restent pour le chef de POLP son principal point d'appui dans la région. Celui-ci a, d'ailleurs, opéré depuis quelques mois un rapprochement avec les intégristes, aussi bien sunnites que chiites, qui pourrait lui permettre de ne pas laisser triompher sans dommage le président Assad. Israël, enfin, qui campe toujours par milice interposée, l'armée du Liban sud, et quelques centaines de « conseillers » au Liban du Sud, a lui aussi ses « lignes rouges ».

Il n'en reste pas moins que le calme qui prévaut à Beyrouth et dans sa région depuis quelques jours donne quelque espoir aux Libanais, qui votent pour la première fois les chefs des milices discuter sérieusement autour du tapis vert l'avenir politique de la nation.

(Lire nos informations page 3.)

Un entretien avec M. Giscard d'Estaing

« La fragilité des comptes extérieurs empêche de lutter efficacement contre le chômage »

M. Giscard d'Estaing qualifie de « raisonnable » la politique économique menée depuis trois ans et reconnaît « un net ralentissement de l'inflation » voire « un effort pour freiner les dépenses publiques ».

L'ancien président de la République n'en juge pas moins sévèrement une action qui mène à « une impasse ». C'est, dit-il, la fragilité de l'équilibre extérieur qui

interdit d'accélérer la croissance et rend inefficace la lutte contre le chômage. Augmenter les ressources des entreprises dénationalisées, faciliter l'action de ceux qui veulent entreprendre par une large déréglementation, traiter enfin par des mesures spécifiques le problème de l'emploi des jeunes, apparaissent à M. Giscard d'Estaing comme les priorités du printemps 1986.

Comment voyez-vous la situation de l'économie française en cet automne 1985 ?

— La vue portée sur notre situation doit être une contribution au bien public, c'est-à-dire une vue objective qui intègre tout ce qui s'est passé, les éléments négatifs et positifs, l'évolution des esprits et celle de l'économie.

— Deux grands problèmes, d'ailleurs liés entre eux, se posent à nous : celui de l'emploi, et celui des comptes extérieurs de la France. Au cours des dernières années nous avons connu, après les débordements de 1981-1982, une faible croissance économique, une assez grande austerité et un ralentissement de l'inflation. Mais

ce qui est central, c'est la détérioration continue de la situation de l'emploi. Or, ce qui empêche la politique économique d'être efficace contre le chômage, ce qui empêche d'agir pour la création d'emplois, c'est la fragilité de notre équilibre extérieur, qui nous interdit d'accélérer la croissance. Cette fragilité extérieure va être l'un des problèmes les plus sérieux posés au pays le printemps prochain.

— L'évolution de l'emploi qui est meilleure ces derniers mois ne modifie-t-elle pas au moins en partie votre jugement ?

— Il y a, c'est vrai, un ralentissement de la détérioration. C'est

une bonne chose, et je souhaite qu'il se poursuive. Mais l'important, c'est la tendance de fond : la destruction d'emplois salariés continue en France. Tant que nous garderons un taux de croissance de l'ordre de 2 %, ce que les Américains appellent « growth recession », il y aura destruction d'emplois. Le plus frappant dans les statistiques de septembre est le chiffre record des radiations de demandes d'emplois : il faudrait en donner la raison.

Propos recueillis par
BRUNO DETHOMAS
FRANÇOIS RENARD
et ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 6.)

Point de vue

Plaidoyer « pro Laurent »

par PIERRE MARS (*)

Le public d'un match de boxe aime le sang. Que leur favori n'arrive pas à gagner par KO, voilà soudain certains spectateurs saisis par le dépit, presque avides de le compter au tapis sous les coups de l'adversaire. Si l'on met de côté les querelles attendues de la propagande Hersant, les commentaires d'une partie de la presse sont conformes — dans leur outrance — à cette vieille loi du ring.

Laurent Fabius a trop collé son adversaire ? Sans doute. Il a manqué certains coups lorsque Jacques Chirac s'est découvert ? Vraisemblablement. Il n'a pas pu placer le coup meurtrier qui fait la différence ? Certainement. De là à dire qu'il n'a pas de jeu de jambes, qu'il n'est pas de la taille de ses adversaires, voire qu'il ferait mieux de raccrocher les gants, il y a le fossé qui sépare l'analyse rigoureuse du délire irrationnel.

Quoi ? A-t-on si vite oublié, sous un effet cathodique déformant, les coups tordus du maître de Paris ? Ses mensonges éhontés sur le prétendu « paix civile » en Nouvelle-Calédonie avant 1981, sur le prétendu coût exorbitant du

recouvrement de l'impôt sur les grandes fortunes, sur le prétendu trait d'égalité entre étrangers et délinquants ?

A-t-on si vite oublié qu'il a été contraint par Laurent Fabius à ouvrir la garde protectrice de son discours libéral légitime ? A dire clairement devant 20 millions de téléspectateurs qu'il voulait supprimer l'impôt sur les grandes fortunes — qui paiera ? — dénationaliser Renault — les salariés de la Régie sont-ils d'accord ? — effacer l'autorisation préalable de licenciement qu'il avait lui-même instituée en 1975 — combien de chômeurs en plus ? — rétablir les contrôles d'identité systématiques — sur le critère de couleur de peau ? — supprimer 40 000 postes de fonctionnaires — y a-t-il trop de profits, d'infirmités, de policiers ?

Exact, concèdent les spectateurs du match. Mais pour mieux insister sur les faiblesses du jeu de Laurent Fabius, dimanche soir. Et par un retournement spectaculaire — disons plutôt une régression — les voici qui dénoncent l'absence de beauté de certains coups au lieu de louer leur efficacité. Prompts hier à critiquer l'idéologie et à vanter la réalité, ils persécutent aujourd'hui déconstruits par la vague déferlante des infra-théories libérales d'un côté, racistes de l'autre. Au point de juger soudain comme « vide » une démarche qui privilégie

le pragmatisme et la raison, à l'incantation et à la passion.

Un vide de construction grammaticale, au sens d'un assemblage poli et huilé d'idées directrices ? Peut-être. Un vide d'idées ? Certainement pas.

Confrontés à l'épreuve de la réalité, les socialistes ont changé. Pas leurs règles du jeu — l'égalité des chances, la solidarité, les droits de l'homme, restent des principes fondamentaux — mais leur système de jeu.

Pendant que certains, venant leur passé, chevauchent allègrement les vieilles lunes libérales ou racistes qui éclairaient les affrontements sanglants des barrières anglaises ou les crimes racistes dans notre pays, d'autres s'efforcent — et c'est leur mérite — de retrouver un système de jeu qui soit conforme aux principes de base et en même temps plus adapté aux aspirations du terrain.

Qu'ils balbutient sur certains points, trébuchent sur d'autres, quoi de plus normal ? Mais rapproché en à Robert Schuman son « vide » idéologique sur la justice, tandis qu'il conduit pragmatiquement, pas après pas, une œuvre de réforme qui est l'honneur de la gauche ? En vérité, si un « vide » fabiusien est ressenti, il est temps de dénouer des angélismes.

(Lire la suite page 6.)

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

Le capitaine Barril aurait apporté lui-même les pièces à conviction

L'affaire dite « des Irlandais de Vincennes » n'a pas dit son dernier mot. Ce feuilleton politico-policier, dans lequel sont impliqués le capitaine Paul Barril et la cellule antiterroriste élyséenne animée par le commandant Christian Prouteau, nommé préfet au mois de mars, connaît aujourd'hui de nouveaux développements. L'informateur qui fut à l'origine de l'opération, menée en août 1982 par des membres du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) contre trois Irlandais, dans des conditions illégales conduisant à l'annulation de toute la procédure, est sur le point de révéler ce que sont, selon lui, les dessous de l'affaire à la justice.

Cet homme affirme que les armes et l'explosif saisis dans l'appartement lors de l'arrestation ont été apportés par le capitaine Barril auquel il les avait lui-même remises. Son récit est connu depuis 1983 de M. Prouteau et, depuis près d'un an, de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Son témoignage devrait entraîner de nouveaux rebondissements politiques et judiciaires après ceux qui avaient émaillé l'année 1983.

(Lire page 10, l'article de BERTRAND LE GENDRE et d'EDWY PLENEL.)

Le dollar au-dessous de 8 F

Pour la première fois depuis avril 1984 à Paris, le dollar est tombé au-dessous de 8 F, la rumeur ayant couru que les taux d'intérêt allaient baisser aux Etats-Unis. Il cotait en fin de matinée 7,97 F.

Afrique du Sud : la violence s'étend

Circonsrits jusqu'à présent dans les cités noires, les troubles se propagent désormais dans les quartiers blancs.

PAGE 4

Le nouveau traité de commerce

Les milieux scientifiques jugent prématurée l'annonce d'un « succès » français.

PAGE 19

Logement : la débudgétisation

Pour le financement de la construction, on fait de moins en moins appel au contribuable.

PAGE 25

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Martial Solal : le piano du jazz.
- Le cinéma français des grands acteurs.

(Pages 11 à 18)

Débats : l'autonomie sociale (2) • Etranger (3 et 4) • Politique (5 à 7) • Société (9 et 10) • Communication (17) • Education (21) • Economie (23 à 27)

Programmes des spectacles (15 à 17) • Radio-télévision (18) • Informations services : « Journal officiel », Météorologie, Mots croisés (20) • Carnet (18) • Annonces classées (22)

Pays-Bas : les pacifistes en échec

Les efforts gigantesques déployés par le Conseil œcuménique pour la paix n'empêcheront pas l'installation des missiles de l'OTAN

Le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, doit annoncer le 1^{er} novembre la décision de son gouvernement d'accepter l'implantation aux Pays-Bas de 48 missiles de croisière de l'OTAN. Cette décision a été différée pendant six ans, en raison notamment de la vigueur du mouvement pour la paix, qui a encore réuni, ces dernières semaines, une énorme mobilisation.

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — « Dites non, monsieur le premier ministre ! » « Non ! Non ! », scandent les vingt-cinq mille personnes massées au Palais des congrès de La Haye. Éloquent et décontracté dans son blouson de dain — mais où sont nos pacifistes d'antan ?

Mient Jan Faber, quarante-quatre ans, le secrétaire général de l'IKV (Conseil œcuménique pour la paix) lève le bras et fait le V de la victoire. Tonnerre d'applaudissements.

La foule ? La même que celle des rues d'Amsterdam, de Nimègue ou d'Utrecht : familles sagement regroupées, « provos » sur le retour, punks aux cheveux décolorés, beaucoup de femmes d'un certain âge, solides Hollandaises aux yeux clairs et au visage hâlé.

Les sifflets ont maintenant remplacé les applaudissements. Voilà en effet que le premier ministre lui-même, M. Ruud Lubbers, se lève et monte à la tribune. Cette scène se déroulait le samedi 26 octobre à La Haye. Dans quel autre pays serait-elle possible ? C'est un peu comme si Jacques

Chirac ou même Laurent Fabius acceptaient une invitation du Mouvement de la paix. Vingt-cinq mille personnes, soudain, tournent le dos au premier ministre. Les plus durs continuent de siffler, mais la majorité de la salle leur fait comprendre que ce n'est pas « bien ».

Le discours du chef du gouvernement est un chef-d'œuvre d'habileté. Après avoir rendu hommage à l'aspect « démocratique » de l'action du mouvement pacifiste, il enchaîne, apparemment désolé : « J'ai espéré et j'ai prié pour que le miracle arrive et que les SS 20 soviétiques ne dépassent pas le nombre que nous avions fixé : hélas... »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 4.)

collection
"Liberté de l'esprit"

Léon Poliakov

la causalité diabolique

du joug mongol à la victoire de Lénine (tome 2)

toujours disponible :

la causalité diabolique

essai sur l'origine des persécutions (tome 1)

ed. Almann-Lévy

débats

L'AUTONOMIE SOCIALE

C'est au niveau de l'entreprise que se feront de plus en plus les régulations socio-économiques. Lionel Stoléro salue ce remplacement des affrontements théoriques sur le rôle de l'Etat par l'ouverture d'un débat pragmatique. Michel Gaspard, qui lui aussi, s'attend à une décentralisation de la négociation, se demande si elle pourra jouer à plein sans le retour de la croissance.

Le jardin à l'anglaise

On ne peut pas vouloir à la fois moins d'Etat et moins de syndicalisme

Du plus profond de notre société est en train de jaillir un courant sociologique, une aspiration irrésistible qui a pour nom l'autonomie. La société idéale ? C'est celle qui ménage à chacun le maximum d'espaces de liberté individuelle dans un cadre ordonné. Aux charmes des harmonies géométriques des jardins à la française succèdent l'attrait spontané et l'exubérance organisée des jardins à l'anglaise.

Transcrite dans le domaine social, cette évolution n'a pas fini de nous étonner et je n'en citerai ici que trois conséquences fondamentales.

La première conséquence est ce que l'on pourrait appeler le « renversement des poupées russes ». Notre système social est fondé sur l'embouteillage de trois poupées : une grande, la loi, qui contient les deux autres ; une moyenne, la convention collective qui régit la vie d'une branche sans pouvoir sortir du cadre de la loi ; et une petite, l'accord d'entreprise, qui doit s'insérer dans l'espace défini par les deux poupées précédentes.

La révolution en cours va inverser l'embouteillage des poupées : la volonté individuelle prévaudra, dans la plupart des cas, au niveau de l'entreprise. La convention collective comblera les interstices de l'espace ainsi défini, et la loi sera la petite poupée russe, celle qui marque le noyau indéformable de la vie en société. En termes juridiques, la loi deviendra supplétive de la volonté individuelle et non plus impérative. L'exemple le plus courant en est le contrat de mariage : un couple choisit à sa guise son contrat

par LIONEL STOLÉRO (*)

de mariage, et ce n'est qu'en l'absence d'un tel contrat que la loi régit la communauté légale ainsi créée. Là est l'autonomie des temps modernes : un choix personnalisé dans un cadre organisé.

Dans la vie sociale, les premiers pas sont timides : une des lois d'après l'entreprise sur la loi, le projet de loi Delebarre permettrait une primauté de la convention collective sur la loi pour l'aménagement du temps de travail. Saluons ces lois : elles vont dans la bonne direction.

Deuxième conséquence : dans ce jardin à l'anglaise, chacun des acteurs crée des « plates-bandes à géométrie variable ». Tantôt, c'est la base qui prend en charge son destin par des décisions individuelles ou un référendum direct : horaires flexibles, définition des conditions de travail. Tantôt, ce sont les partenaires sociaux qui se voient confier la décision : plans sociaux d'entreprise, conventions de branche. Tantôt les frontières sont redessinées entre ces partenaires sociaux et l'Etat, pour l'UNEDIC, par exemple, coupée en deux en un système légal de solidarité et un système contractuel d'assurance. Tantôt les rôles sont complètement redistribués : ainsi de la discussion sur le SMIC, où les uns veulent laisser l'entreprise décider, les autres veulent négocier par branche, et d'autres enfin veulent que

l'Etat remplisse sa fonction de solidarité sur son budget propre et non sur le dos de l'entreprise via le SMIC. Le vrai débat n'est pas un débat théorique entre « moins d'Etat » et « plus d'Etat », c'est un débat pragmatique pour savoir, au cas par cas, qui fait quoi.

Troisième conséquence : le renouveau futur du syndicalisme. Le déclin actuel du syndicalisme n'est en fait que la mort d'une chenille ayant fait son temps qui fera place à l'envol d'un papillon nouveau. Ce qui meurt, c'est le syndicalisme institutionnel, forme rigide et centralisée qui ne répond plus à aucun besoin. Ce qui naît et qui va prospérer, c'est le syndicalisme d'entreprise qui va occuper les espaces de liberté en cours de création, c'est-à-dire un syndicalisme responsable pour les négociations avec les employeurs et un syndicalisme compétent pour les débats tendus au sein des entreprises. Le monopole syndical n'est, à cet égard, qu'un corset archaïque qui bride cette évolution et qui doit être aménagé pour le plus grand profit de tous : travailleurs, syndicats, employeurs. Car les entreprises performantes de demain seront celles où la direction dialoguera avec des délégués réellement représentatifs de la quasi-totalité des travailleurs.

Moins d'Etat ? Chiche ! Car moins d'Etat = plus d'accords = plus de syndicalisme pour signer ces accords. Plus que jamais, une évidence s'impose : on ne peut pas vouloir à la fois moins d'Etat et moins de syndicalisme.

(*) Ancien secrétaire d'Etat, membre du bureau politique du PCF.

Peut-on sans croissance partager le travail ?

Parce que les niveaux de vie n'augmentent plus la vie contractuelle est entrée en hibernation

par MICHEL GASPARD (*)

Les politiques de création d'emplois par réduction du temps de travail sont revenues sous les feux de l'actualité. Après l'abandon, faute d'accord des partenaires sociaux, de la politique de « marche aux 35 heures » engagée par Pierre Mauroy en juillet 1981, le débat s'est trouvé relancé, depuis un an, d'abord par l'ouverture des négociations nationales sur la flexibilité, ensuite par la publication des conclusions d'un groupe de travail du Plan sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, enfin plus récemment par la mission confiée par le premier ministre au député de Valenciennes Dominique Taddei, centrée sur le couplage de la réduction du temps de travail avec l'allongement de la durée d'utilisation des équipements, qui a inspiré en partie un projet de loi à peu près bouché.

Quelles sont, aujourd'hui et demain, les chances et les conditions de réussite d'une politique de répartition plus égalitaire du temps de travail ?

Les causes profondes du problème actuel ne doivent être recherchées ni dans les péripéties des négociations récentes au niveau national, ni dans les arrière-pensées politiques de telle ou telle organisation, qui ne sont que des épiphénomènes. Elles résident dans la grande lenteur de la croissance (1,5 % par an en moyenne depuis 1979) et dans la quasi-stagnation des salaires réels, imposées par la double nécessité de restaurer l'équilibre des comptes extérieurs et de rétablir la situation financière des entreprises pour relancer l'investissement.

C'est fondamentalement parce que les niveaux de vie n'augmentent plus que la vie contractuelle est entrée en hibernation : il s'avère extrêmement difficile de trouver des accords sur de nouvelles organisations du temps de travail si aucune marge de négociation n'existe dans le domaine des salaires.

Face à ce constat, une première attitude est concevable. Elle consiste à penser que les accords d'aménagement et de réduction du temps de travail enregistrés ici et là, régulièrement recensés par la presse spécialisée et analysés en profondeur par les études monographiques, sont les embryons d'une dynamique générale qui pourrait se développer même en l'absence d'une reprise de la croissance. La recherche collective d'efficacité économique, passant notamment par une utilisation plus intensive des équipements et des locaux, permettrait de dégager partout de nouvelles marges pour la négociation de compensations salariales partielles.

Avec la bonne volonté des partenaires sociaux

Dès lors, l'incitation financière des pouvoirs publics pourrait déclencher le mouvement sous réserve que les partenaires sociaux manifestent leur bonne volonté sur le terrain : les employeurs, en mettant sur la table l'ensemble des données économiques, et en cherchant à répondre simplement aux aspirations diverses de leurs salariés ; ceux-ci, en participant activement à la compression des coûts de production et à l'amélioration de la qualité des produits ; les uns et les autres, en acceptant de changer certaines de leurs habitudes à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, pour joindre leurs efforts dans la lutte collective contre le chômage.

Une seconde attitude considère que cette première conception, qui débouche surtout sur le partage du chômage, est une vue de l'esprit ; et que, la croissance étant l'huile de graissage sans laquelle les rouages

de la négociation ne peuvent entrer en mouvement, le partage du travail sera dynamique ou ne sera pas : sans marges négociables de hausse des salaires réels et sans élévation des niveaux de vie moyens, aucun mouvement contractuel d'ampleur nationale n'est possible. Si l'on adopte ce second point de vue, on devra considérer comme telles les chances de succès d'une politique de réduction et d'aménagement du temps de travail en l'absence de reprise économique durable : cette dernière ne pouvant provenir que d'une dynamique mondiale de sortie de crise, de l'amélioration de notre compétitivité, éventuellement de relances sélectives internes capables de faire croître l'activité et les salaires sans gonfler, simultanément, les courants d'importation.

Lequel des deux points de vue est le plus fondé ? Envisagée à un niveau international, la réponse à cette question n'est pas unanime : la Belgique, les Pays-Bas, nous donnent quelques exemples de réussites au moins partielles d'actions collectives sur la répartition sociale du temps de travail dans le contexte d'une croissance très lente. En France, un minimum d'augmentation du pouvoir d'achat est peut-être nécessaire, qui n'a pu être atteint dans les dernières années.

Quoi qu'il en soit, il n'y aura pas de baisse du chômage sans reprise de la croissance. Mais l'avenir ne ressemble pas au passé : la négociation se décentralisera de plus en plus vers les entreprises, les établissements, les ateliers et les bureaux ; l'organisation des horaires de travail prendra une souplesse qu'elle n'a jamais connue pour s'adapter à la fois aux aspirations des diverses catégories de travailleurs et aux conditions d'une mise en œuvre efficace des nouvelles technologies ; et la croissance de demain, de plus en plus centrée sur les services et les activités informationnelles, sera défavorable de celle d'hier.

(*) Chargé de mission auprès du commissariat du Plan.

COURRIER DES LECTEURS

L'effritement des hôpitaux

En quoi la disparition de la hiérarchie hospitalière ralentira-t-elle l'évolution des dépenses des hôpitaux (qui sont essentiellement des dépenses salariales et de personnel), puisque la majorité des prescripteurs sont les plus jeunes, internes et assistants, dont on sait qu'ils sont les plus demandeurs en examens et en traitements coûteux, et qu'un des rôles de leurs aînés est d'essayer de les freiner dans ce domaine (1) ?

Savez-vous que l'hôpital public est en train de s'effriter médicalement à grande vitesse par le bas ? Je veux dire que les jeunes ont compris qu'ils n'avaient plus d'espoir de faire une carrière intellectuellement et professionnellement correcte depuis la promulgation des nouveaux statuts des internes et des médecins hospitaliers, qui auront comme conséquence de casser les équipes et les individus dynamiques. Ces jeunes désertent depuis deux ans les postes proposés pour se ruer dans le privé et se moquent bien de devenir les égaux de leurs anciens patrons dans la grisaille d'un petit fonctionariat égalitaire. La preuve en est qu'ils n'avaient, eux aussi, pas participé aux commissions de départementalisation.

La mise en place des départements ne changera rien pour les malades, et heureusement d'ailleurs, car il était profondément choquant d'entendre nos ministres de la santé successifs expliquer que ces malades étaient jusqu'à mal soignés, et qu'enfin considérés dans leur « globalité » ils allaient connaître des soins meilleurs... Or le système hospitalier public français était depuis une vingtaine d'années parfaitement performant, et tout à fait capable de rivaliser dans bien des secteurs avec les hôpitaux correspondants d'Amérique du Nord.

PROFESSEUR PH. AUZÉPY (Le Kremlin-Bicêtre).

(1) Voir l'article de Jean-Yves Nau, « Altruismes et surembellies », (Le Monde du 20 septembre).

Une lettre de Maurice Bardèche

Maurice Bardèche, écrivain et beau-frère de Robert Brasillach, nous écrit :

On me communique un numéro du 11 octobre courant de votre journal dans lequel je suis nommé par un de vos collaborateurs qui écrit, à l'occasion d'une présentation du livre de Jean Lacouture sur le général de Gaulle : « Lacouture a un paragraphe excellent à propos de Bardèche, dont on connaît la polémique :

pour lui « les complices ne sont pas les bourreaux de Châteaubriant, mais les otages qui avaient quelque chose à se reprocher à l'encontre de la Wehrmacht... Et qui, selon ce fantasme » a jeté femmes et enfants dans le brasier d'Oradour, sinon les maquisards qui avaient osé attaquer les SS ? » Ces deux citations sont présentées de telle manière par votre collaborateur qu'on peut croire qu'elles sont des phrases tirées de mes livres. Je vous demande de bien vouloir préciser à vos lecteurs qu'il n'en est rien et que je ne suis pas l'auteur de ces déclarations. Je leur laisse le soin de qualifier eux-mêmes cet exercice de ventriloque.

OSER LA PAIX, de Jean Toulat

Un bréviaire de l'anti-bombe

« L'A dénonciation des essais nucléaires de Mururoa est parfaitement justifiée. Même si on est partisan du maintien de la dissuasion française, ces essais sont-ils nécessaires ? Rien ne permet de l'affirmer. » Ces lignes de Charles Hernu ont été publiées dans le Monde du 28 juillet 1973.

Cinq jours plus tôt, François Mitterrand était allé rendre visite au Val-de-Grâce au général de Gaulle mis à la retraite d'office au retour d'une expédition du type de celle de Greenpeace organisée par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le futur président avait alors déclaré : « La signification politique de mon geste doit être comprise de tous. » L'abbé Jean Toulat, qui avait participé à l'affaire, terminée par un arrangement, des internements et une grève de la faim, ne cache pas son amertume. Mais dans cette « requête au président de la République », il évite le ton de la polémique.

Son livre est un bréviaire : il recense tous les arguments des adversaires de l'armement nucléaire ainsi résumés : « Dis-

cuté sur le plan de l'efficacité par des stratèges et des hommes politiques de plus en plus nombreux, en dissonance avec les conventions de Genève et le propre règlement de l'Armée française, incompatible avec l'évangile de Jésus-Christ, telle apparaît la doctrine de la dissuasion nucléaire. » Les thèmes ne sont pas nouveaux. Jean Toulat les réajuste et les présente avec une clarté trop rare en ce domaine. La tête et le cœur y ont chacun leur place.

Il est bon que s'élèvent constamment, consensus ou pas, des voix comme la sienne. Elles rappellent, même à ceux qui considèrent, non sans raison, que l'armement nucléaire est la clef de voûte de l'équilibre entre les grandes puissances, le prix moral et matériel de la terreur mutuelle et empêchent d'oublier qu'une véritable paix reste à construire.

JEAN PLANCHAIS. * Oser la paix, requête au président de la République, de Jean Toulat. Ed. du Cerf, collection « Rencontres », 230 p., 52 F.

Le droit d'Israël et celui des Palestiniens

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que les déclarations de M. Laurent Fabius lors du dîner offert par le CRIF, au Sénat, le 20 octobre 1985, comprennent un passage d'une importance capitale, et qui n'a cependant pas été rapporté par votre journal, dans l'article consacré à ce sujet et intitulé : « M. Fabius dénonce l'extrême droite et « ceux qui ne condamneraient pas ses thèses ». (Éditions du 22 octobre 1985.)

En effet, M. Fabius n'a pas seule-

ment « souligné la multiplicité des accords bilatéraux entre la France et Israël depuis 1981 », mais précisé : « Mais nous tenons la même langue à tous les peuples de la région. Le droit d'Israël à vivre en paix n'est pas contradictoire avec le droit des Palestiniens à disposer d'une terre ».

Vous comprendrez que l'omission de cette précision affecte l'esprit même de la position de l'Etat français face au conflit du Proche-Orient exprimée par le premier ministre à cette occasion.

MELHEM AYACHE, directeur de la mission de Paris de la Ligue des Etats arabes.

B P&F

Depuis 1731

BOUCHARD PÈRE & FILS

250 ans de grands vins

« Domaines de Châteaux de Beauce »
92 hectares dont 71 hectares de premières crues et grands crus

Clos de Beauce Villages
Savigny-la-Beauce « Les Lavoirs »
Beauce Clos de la Neuse
(seuls Propriétaires)
Beauce Teurons
Beauce Marconnet
Beauce Grives
« Vignes de l'Enfer Jims »
Volney Farnies
« Clos de la Rouquette »
(seuls Propriétaires)
Volney Chamlin
Volney Taillepieds
(seuls Propriétaires)
Volney Caillottes
« Ancienne Carole Cernot »
Pommard 1^{er} cru
Le Corton
Chambolle-Musigny
Chambolle
Beauce Clos Saint-Landry
Meursault Genevrières
Corton Charlemagne
Chambolle Monnachet

Déclaration LMI sur demande à Maison Bouchard Père et Fils au Chateau B.P. 70 13200 Beauce Cedex Tél. 02.22.14.41

Tél. Bouchard 36030F
Distributeur exclusif de « La Rouquette » et du « Clos de la Neuse »

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDAPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-86-81
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimé à « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	407 F	774 F	1 092 F	1 380 F
ÉTRANGER (par mandat)	407 F	774 F	1 092 F	1 380 F

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 300 F
IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 520 pes. ; É.-U., 1 \$; Grèce, 80 p. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,360 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2,10 f. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 ad.

مكتبات الأمل

Liban

Le plan de paix discuté à Damas prévoit à terme la déconfectionnalisation du système politique

Dans un geste destiné « à donner l'exemple », une milice pro-syrienne - la section libanaise du parti Bass - a refusé mardi 29 octobre une tentative de ses hommes postés depuis près d'un an de

côté musulman de la ligne de démarcation qui sépare les deux secteurs de Beyrouth. Il s'agit d'un geste de manifestation de confiance, devant la presse convoquée pour la circonstance, une man-

que de confiance à l'égard des pourparlers sur un accord de paix que poursuivent à Damas les responsables des principales milices belligères - chrétiennes, chiites et druses.

De notre correspondant

Beyrouth. - La mise en place de la solution syrienne censée apporter à Beyrouth sinon la paix du moins l'apaisement s'avère laborieuse. Les négociations entre les trois principales milices belligères - Amal (chiite) et le PSL (druze), côté musulman, et les Forces libanaises, côté chrétien - parviennent à peine à se faire. Elles sont finalement traduites par un accord, plus exactement par un projet d'accord. Toujours secret, il porterait sur quatre points : 1) la restructuration en deux phases du système politique libanais : déconfectionnalisation à terme, mais avec une période intermédiaire plus ou moins longue. Pendant cette période, le confessionalisme rééquilibré à partir essentiellement d'une répartition des pouvoirs de trois présidences (de la République, de l'Assemblée et du Conseil) serait maintenu. Le Parlement, dont le nombre de sièges serait augmenté, serait composé à parts égales de chrétiens et de musulmans ; 2) le retour des personnes déplacées dans leurs foyers, ce qui a peu de chances de se traduire dans les faits à court terme compte tenu des divisions et des peurs installées par la guerre et les massacres ; 3) la dissolution des milices et la passation des pouvoirs sur le terrain aux forces légales : armée (mais laquelle ?) et Forces de sécurité (la réunion ?) et Forces de sécurité

intérieure (moins éclatées mais notablement inefficaces). Comme le précédent point, celui-ci risque de demeurer théorique, l'expérience de dix, bientôt onze, années de guerre montrant que les milices ne disparaissent de la scène que pour réapparaître au moment opportun, comme ce fut le cas après l'invasion israélienne à Beyrouth-Ouest et comme c'est le cas actuellement à Tripoli depuis l'arrivée de l'armée syrienne ; 4) des relations privilégiées avec la Syrie, maître d'œuvre et maître tout court de la situation dans ce pays. Les seuls à contester cette tutelle de Damas sont les Palestiniens arabes et les intégristes musulmans. Ces derniers, avec l'apparition de divergences syro-iraniennes sont, actuellement les plus actifs.

Beyrouth connaît toutefois ses journées de plus grand calme depuis des mois. Mais à Tripoli « pacifiée » et rattachée par l'armée syrienne, les intégristes ne démontent pas, et une de leurs manifestations, dimanche, s'est soldée par un mort.

L'accord inter-milices de Damas suscite également des tiraillements au sein de deux des camps concernés, seul M. Walid Joumblatt échappant à la contestation interne.

Dans le camp chrétien, le nouvel homme fort, M. Elie Hobeika, chef des Forces libanaises, va de l'avant avec détermination, recherchant tous les appuis, mais n'hésitant pas à frapper les opposants, que ce soit au

sein de sa propre milice ou au sein du Parti phalangiste. Le message paraît passer et, hormis une grogne phalangiste, les ralliements plus ou moins spontanés se suivent. M. Camille Chamoun, vieille figure de proue du camp chrétien, ayant, lui aussi, approuvé le sien. M. Hobeika, il est vrai, a précisé que l'armée syrienne ne reviendrait pas à Beyrouth, particulièrement dans son secteur. L'est, se contentant d'apporter un appui à l'armée et aux forces de sécurité intérieure libanaises. Ce point est capital pour les chrétiens. La suggestion de Damas à l'égard de M. Hobeika, après qu'il eut fourni ces précisions, paraît montrer que les autorités syriennes n'en ont pas été offusquées. Elles ont d'ailleurs libéré mardi 31 membres des Forces libanaises qu'elles détenaient depuis fort longtemps.

Mais si M. Hobeika paraît résoudre ses problèmes, les choses risquent d'être plus difficiles pour M. Berri, le chef de la milice chiite Amal. Son conflit fusté avec le Hezbollah (Parti de Dieu), principale autre force au sein de la communauté chiite, a éclaté au grand jour. Les échanges d'accusations montent d'un ton. Or, le Hezbollah rejette l'intégrisme sunnite, et, sous la tutelle d'un Iran qui deviendrait méfiant à l'égard de la Syrie, risque de mettre en cause le défilé édicte mis sur pied à Damas. Aussi M. Berri insiste-t-il pour que le projet d'accord soit entériné par le maximum de partis et personnalités

de tous bords et de toutes confessions.

C'est d'ailleurs ce que prévoit Damas, qui s'attelle à la convocation d'un congrès national inter-libanais qui approuverait la solution intervenue entre les milices. Un rôle majeur y est dévolu au président de la République, M. Amine Gemayel, certes insatisfait de la domination des Forces libanaises, mais guère mécontent de la place prééminente que lui réserve le président Assad, à la volonté duquel il se plie et qu'il va rencontrer bientôt. Mais la paix peut-elle être garantie si les intégristes musulmans n'y consentent point ? La Syrie y apportera sa caution et son poids, et, même sans entrer à Beyrouth, son armée campera à coup sûr non loin de là, force d'intervention et d'appui à l'effet dissuasif. Cela devrait assurer l'ordre dans un premier temps, mais, à terme, tout échauffement de conjoncture pourrait déstabiliser cet équilibre précaire. Pour des raisons à la fois politiques et financières : les pays du Golfe, même moins riches, ont encore aujourd'hui les moyens de payer quelques centaines de millions de dollars à la Syrie comme prix de sa prise en charge du trop turbulent Liban. A condition qu'elle démontre sa capacité à s'acquiescer de la tâche.

LUCIEN GEORGE.

LES ENTRETIENS D'AMMAN

La Jordanie et l'OLP créent un comité de coordination

Correspondance

Amman. - M. Yasser Arafat et le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai, ont poursuivi pendant trois heures, mardi 29 octobre, à Amman, les entretiens commencés la veille avec le roi Hussein pour désamorcer le climat de crise entre l'OLP et la Jordanie. Cette deuxième séance de discussions a notamment porté sur la formation d'un « comité de coordination », ou du moins sur la réactivation du comité supérieur jordanien-palestinien qui existe déjà. Selon un communiqué jordanien, qui relève la volonté des deux parties de préserver l'esprit de l'accord du 11 février (démarche commune OLP-Jordanie pour relancer le processus de paix), il a également été question dans l'avenir de la « démarche commune jordanienne-palestinienne » sur la scène internationale.

Lundi, les entretiens Hussein-Arafat avaient essentiellement été consacrés à la clarification des positions des deux parties. Selon une source confirmée, mais qui a requis l'anonymat, Yasser Arafat, interrogé sur les événements à l'origine de la crise avec Amman, a fait valoir au souverain jordanien : 1) que les trois Israéliens assassinés à Larana fin septembre étaient des agents du Mossad, les services secrets israéliens ; 2) que l'OLP n'était pas responsable du détournement de l'Achille-Lauro et que lui-même n'avait pas eu connaissance de l'organisation de cette opération. Il

aurait ajouté que si la responsabilité du chef du Front de libération de la Palestine, Abou Abbas, était avérée, des mesures seraient prises à son encontre ; 3) que le « rendez-vous manqué » de Londres entre Palestiniens et Britanniques devait être mis sur le compte d'un manque de coordination.

Lors d'une conférence de presse, mardi matin, le chef de l'OLP a qualifié ce ratage de « tragédie » et affirmé que les contacts se poursuivraient avec les pays européens, y compris la Grande-Bretagne. (De source palestinienne, on indique que l'intervention de l'Arabie saoudite et du Koweït pour tenter de renouer les contacts entre l'OLP et le gouvernement britannique aurait été sollicitée.) En revanche, M. Arafat a tenu des propos très durs à l'égard des Etats-Unis, accusés d'avoir été de mêche avec l'Etat hébreu lors du raid de l'aviation israélienne contre le QG de l'OLP à Tunis, un raid, a-t-il soutenu, qui le visait personnellement. Il a dénoncé l'interception par les F-14 américains du Boeing égyptien qui transportait les auteurs du détournement de l'Achille-Lauro. « Les Etats-Unis », a-t-il ajouté, « devraient se souvenir que nous sommes intervenus à leur demande lors de l'affaire des otages de Téhéran, que lorsque nous étions à Beyrouth nous avons facilité à deux reprises l'évacuation des ressortissants américains et que l'ambassade américaine était alors sous notre garde ».

EMMANUEL JARRY.

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ONU

Une lettre de la Ligue arabe

Nous avons reçu la lettre suivante du directeur de la mission de la Ligue arabe à Paris :

Dans sa correspondance publiée dans le Monde daté du 23 octobre, votre envoyé spécial à New-York, évoquant la réception offerte au « Tout-Univers » par le maître de New-York, M. Koch, écrit : « Les dirigeants arabes étaient les seuls absents, pour n'avoir pas voulu répondre à l'invitation d'un maître juif ».

Dans cette présentation de l'événement, il y a une sollicitation de

l'information qui nuit à son objectivité. En effet, les représentants des Etats arabes auprès de l'ONU n'ont pas boycotté l'invitation du maître de New-York, parce que ce maître était juif, mais parce que M. Edward Koch est connu pour son extrémisme pro-israélien, extrémisme qui l'avait amené à annuler une visite en Inde pour protester contre la participation de l'Inde à la motion présentée à l'Assemblée générale proposant l'invitation de M. Yasser Arafat à participer aux fêtes du quarantième anniversaire de l'ONU.

Egypte La visite du général Sewar Al-Dahab a permis une nette amélioration des relations avec le Soudan

De notre correspondant

Le Caire. - Les relations entre l'Egypte et le Soudan se sont nettement améliorées à l'issue de la visite de trois jours au Caire que vient de faire le chef du comité militaire transitoire soudanais, le général Abou Rahmân Sewar Al-Dahab. « Ma visite est la confirmation de relations saines et privilégiées entre le Soudan et l'Egypte », a affirmé le numéro un de Khartoum dans une conférence de presse, avant de quitter le Caire. Il a qualifié de « très fructueuses et de grand succès » sa série d'entretiens avec le président égyptien, M. Mubarak.

Les pourparlers, tant au niveau des chefs d'Etat qu'à celui des délégations, ont essentiellement porté sur les moyens de promouvoir les relations bilatérales et notamment de « donner une nouvelle impulsion » à l'accord, dit de complémentarité économique, entre les deux pays. Ce traité signé en octobre 1982 avait été pratiquement gelé depuis le renversement du maréchal Némery en avril dernier. De nombreux responsables soudanais avaient alors demandé la révision de ces accords qui, selon eux, profitaient surtout à l'Egypte et qu'ils avaient prévus « leur totale inefficacité sur le terrain ».

En effet, les nombreux projets envisagés dans le cadre de la « complémentarité économique », seul celui du canal de Jonglei destiné à augmenter le débit des eaux du Nil a vraiment vu le jour. Mais les travaux se sont rapidement arrêtés à la suite de la reprise de la rébellion au sud soudan.

Cette amélioration des relations entre les « deux pays frères liés par des relations aussi éternelles que le Nil », a été nettement perceptible dès le début des entretiens égypto-soudanais. Le terrain avait été déblayé par les visites successives en Egypte, au cours de ce mois d'octobre, du premier ministre soudanais, M. El Gazouli Daffalah, et du ministre de la défense, le général Osman Abdullah Mohamed. Cela a permis au premier ministre égyptien

Abou M. Ali Lotfi, d'affirmer à l'issue de la séance d'entretiens que la délégation soudanaise avait en outre affirmé que l'accord de défense commune égypto-soudanais, signé en 1976, restait toujours valable et que Khartoum n'hésiterait pas à demander l'aide militaire égyptienne en cas d'agression étrangère. Lundi, le numéro un soudanais a visité une usine aéronautique égyptienne où sont montés les chasseurs d'entraînement et d'appui au sol Alifajet. C'est une arme qui pourrait être utilisée par Khartoum en cas de reprise et d'extension des combats au Sud.

Des litiges mis sous le boisseau

A aucun moment, tout au long de la visite du chef du comité militaire transitoire soudanais, il n'a été question des litiges qui avaient été à l'origine de cette tension. Le dossier du partage des eaux du Nil n'a pas été évoqué. Au moment de la sécheresse au Soudan, Khartoum avait accusé le Caire de s'approprier la part du lion des eaux du fleuve, tenues en réserve dans le lac Nasser, dont près de la moitié se trouve en territoire soudanais. De même, l'épineux problème de l'accueil en Egypte de l'ancien président Némery a été évité. Le général Al-Dahab n'a pas renouvelé la demande d'extradition formulée il y a quelques mois par le gouvernement soudanais. L'Egypte, rappelle-t-on, avait rejeté la demande soudanaise en affirmant que le principe de l'extradition était contraire à sa Constitution. D'importantes manifestations avaient alors eu lieu devant l'ambassade d'Egypte à Khartoum pour protester contre le refus du Caire - où vit le maréchal Némery depuis son renversement - de « livrer le tyran ». La seule allusion à cette affaire a été faite par le président Mubarak qui a affirmé à un journaliste soudanais que « Némery n'a aucune activité politique en Egypte ». On note d'ailleurs au Caire que la visite du général Al-Dahab a coïncidé avec l'ouverture, samedi 26 octobre, du procès des anciens responsables soudanais accusés de complicité dans le pont aérien qui a permis de transférer en Israël quelque dix mille juifs falschas d'Ethiopie. Or, le dossier du maréchal Némery, qui est pourtant le principal accusé, a été écarté par le ministère soudanais de la justice. Celui-ci a affirmé que les autorités de Khartoum attendaient le « résultat des démarches faites auprès de l'Egypte pour l'extradition de Némery ». Un geste politique sans lequel le succès de la visite du numéro un soudanais en Egypte aurait pu être menacé.

On apprend d'autre part au Caire que la visite du général Al-Dahab a permis de mettre au point les derniers détails de l'assistance militaire et technique que s'est engagé à fournir le régime égyptien à Khartoum. Cette question avait déjà été abordée il y a une dizaine de jours par le ministre soudanais de la défense lors de ses entretiens avec les hauts responsables égyptiens au Caire. Le général Osman avait rassuré ses interlocuteurs sur la portée réduite du

protocole d'accord militaire soudano-lybien qu'il avait lui-même signé à Tripoli en juin dernier. Il avait en outre affirmé que l'accord de défense commune égypto-soudanais, signé en 1976, restait toujours valable et que Khartoum n'hésiterait pas à demander l'aide militaire égyptienne en cas d'agression étrangère. Lundi, le numéro un soudanais a visité une usine aéronautique égyptienne où sont montés les chasseurs d'entraînement et d'appui au sol Alifajet. C'est une arme qui pourrait être utilisée par Khartoum en cas de reprise et d'extension des combats au Sud.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

A TRAVERS LE MONDE

CORÉE

Inculpation d'étudiants pour tentative de coup d'Etat

Séoul. - Vingt-six étudiants appartenant pour la plupart à l'université de Séoul ont été arrêtés et inculpés de tentative de renversement du gouvernement, a-t-on appris, mardi 29 octobre de source officielle à Séoul. Les jeunes gens, qui appartiennent au « Comité pour la promotion de la démocratie », sont accusés d'avoir violé la loi sur la sécurité nationale en fomentant des manifestations antigouvernementales visant au renversement du gouvernement du président Chon Doo Hwan et à l'instauration d'un régime procommuniste. Selon l'opposition, certains étudiants arrêtés auraient été torturés par la police. Une vingtaine d'autres sont activement recherchés. - (AFP, Reuters.)

PHILIPPINES

Reddition ou subterfuge

Une reddition de « guérilleros » est survenue fort à propos pour corroborer des déclarations du président Marcos jugées intempestives par beaucoup. Il y a deux semaines, en réponse aux propos alarmistes de dirigeants américains sur les progrès des communistes philippins, le président Marcos avait affirmé que ces derniers « se rendent en grand nombre ». Lundi 28 octobre, son gouvernement a annoncé la reddition de « cinq mille rebelles » de la Nouvelle Armée populaire (communiste). Le chef d'état-major général, le général Ramos, est même allé en province en grande pompe prendre livraison des armes des... quarante premiers rebelles. Les 4 980 restant devraient suivre ultérieurement. Selon la maire d'une localité voisine, les quarante seraient, cependant, « des brigands et voleurs de bétail bien connus ». Pour le député local, il s'agit d'une « mise en scène destinée à faire croire, contre toute évidence, que le gouvernement l'emporte sur les communistes ». - (UPI.)

ROUMANIE

Iulia Jercan a cessé sa grève de la faim

Le jeune Roumain, qui faisait depuis huit semaines la grève de la faim à Bucarest pour pouvoir épouser son fiancé français, a cessé son action, lundi 28 octobre, a annoncé M. Pierre Blondeau, Iulia Jercan, vingt-sept ans, qui avait été alimentée de force par perfusion à l'hôpital, puis ramené à son domicile il y a une quinzaine de jours, souffre d'une hépatite, de troubles rénaux et digestifs, et est extrêmement affaiblie. Les deux fiancés attendent depuis plus de quatre ans l'autorisation de se marier. En avril 1983, le ministre roumain des affaires étrangères, M. Stefan Andrei, avait fait à son homologue d'alors, M. Claude Cheysson, la « promesse formelle » que ce cas serait résolu favorablement. Cette promesse n'a pas été tenue et toutes les interventions des autorités françaises sont demeurées vaines.

L'endettement du Tiers Monde: une bombe à retardement.

Richard W. Lombardi

LE PIÈGE BANCAIRE

dettes et développement

FLAMMARION
ENJELX
POUR
DEMAIN

348 pages
119 F.

« Un des livres les plus complets sur la question ». Olivier Drouin, L'Evénement du Jeudi.
« ... d'une forte acuité ». Philippe Simonnot, L'Express.
« Un orfèvre en la matière ». Alain Dauvergne, Le Point.

Flammarion

EUROPE

Pays-Bas

Les pacifistes en échec

(Suite de la première page.)

Pendant qu'il parle, une immense banderole ondule d'un bout à l'autre de la salle sur laquelle est inscrit ce chiffre : 3 743 455. C'est le nombre de personnes - le pays compte moins de quinze millions d'habitants - qui ont signé la pétition refusant l'implantation des missiles.

Depuis le 1^{er} septembre, un effort gigantesque a été déployé par les militants pacifistes. Tous les foyers, ou presque, ont été visités. Dans les usines, les écoles, les églises, dans la rue, sur les stades, partout des cartes ont été distribuées.

« Le renvoi des cartes n'était pas gratuit, explique une vieille dame, pour éviter les tricheries ; nous ne voulions pas que les mêmes personnes signent plusieurs cartes ; et, vous savez, tout a été contrôlé par un notaire ; il ne faut pas tricher. »

C'est bien ce « moralisme » qui fait la force et souvent l'originalité du mouvement pacifiste néerlandais. Les Églises y sont, bien entendu, pour l'essentiel.

Dès 1962, une lettre des pasteurs met en garde contre la bombe nu-

ne voulons pas accepter toutes ses décisions. « Il faut aussi, ajoute-t-il (syndicalisme oblige), transformer les industries de guerre en industries de paix. »

30 % des voix aux dernières élections de 1982, 34 % aux européennes, 40 % dans les sondages aujourd'hui : le Parti du travail (social-démocrate), violemment opposé à l'implantation des missiles, semble régulièrement et méthodiquement profiter de cette opposition. M. Maarten Van Traa, quarante ans, son secrétaire pour les questions internationales, insiste lui aussi sur les différences avec la situation française. « J'ai toujours l'impression que les Français nous dépeignent comme des neutralistes, ce qui est faux. Ils doivent bien comprendre les différences qu'il y a entre un Etat nucléaire comme la France, qui se réserve tous les droits sur ses moyens de dissuasion, et un petit pays comme le nôtre, non nucléaire, et auquel on demande d'acquiescer aux plus grandes concentrations d'armes nucléaires sur son territoire. »

« On peut dire que nous sommes des naïfs, ajoute-t-il, mais sûrement pas que nous sommes dirigés ou té-

Six ans d'hésitation

Depuis six ans, l'affaire des européennes domine la vie politique néerlandaise. Alors que les quatre autres pays désignés pour le déploiement des fusées (Grande-Bretagne, RFA, Belgique, Italie) ont fini par dire oui au stationnement, les gouvernements qui se sont succédé à La Haye depuis 1979 se sont employés à retarder la décision.

Les gouvernements dirigés successivement par M. Andries Van Agt et Ruud Lubbers, tous deux membres du parti chrétien-démocrate (CDA), ont été contraints de faire face à un mouvement de protestation qui rassemblait les divers mouvements pacifistes et les socialistes, mais aussi une partie importante du CDA. C'est surtout parmi les députés protestants de ce parti que les missiles de croisière ont suscité une « sainte horreur » du nucléaire. En 1979, une fronde de certains députés chrétiens-démocrates menaça l'existence

du gouvernement de M. Van Agt. Les élections législatives de 1981, où le Parti socialiste, farouchement opposé aux missiles, entra au gouvernement aux côtés des chrétiens-démocrates, entraînant M. Van Agt à démissionner une fois de plus la décision.

En septembre 1982, des élections anticipées amenèrent au pouvoir une coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux conservateurs sous l'égide de M. Ruud Lubbers, qui promit de prendre une décision en temps utile. Celle-ci, favorable au stationnement des missiles, devait être annoncée le 1^{er} novembre. Mais le mouvement de la paix et le Parti socialiste ne désarmèrent pas. Ils ont annoncé qu'ils tenteront de réaliser tout entrainé avec Washington s'ils reviennent au pouvoir après les élections législatives de mai 1986. (Corresp.)

cléaire. L'IKV, qui regroupe environ 70 % du « monde antinucléaire », est une organisation écologiste dont le budget s'élève, aujourd'hui, à 1,3 million de florins (4 millions de francs). Dans les églises ou les temples, deux quêtes sont souvent organisées : l'une « pour la paix », l'autre « pour le reste ». Le secrétaire général du mouvement, M. Jan Faber, est protestant. Il a, semble-t-il, deux passions : le jeu d'échecs et la paix. Pas d'envoies lyriques mais une analyse qui se veut froide de la situation. « Nous ne sommes pas contre l'appartenance de l'OTAN mais c'est sa stratégie que nous mettons en cause, surtout pour un petit pays comme le nôtre. »

Son prédécesseur était un prêtre catholique, Jean Ter Laak. A quarante-six ans, cheveux mi-longs, cravate rouge, veste foncée, il dirige maintenant Pax Christi, dont la branche néerlandaise compte vingt-sept mille membres, un record en Europe. « Les Églises protestantes ont toujours eu une attitude plus claire et plus ferme à l'égard des missiles, avoue-t-il en souriant. Nous devons suivre la ligne du Vatican ; nos documents sont donc, forcément, des compromis ; normal, non ? » Il est tout de même content de faire remarquer que, selon un institut de sondage, 28 % des signataires de la pétition contre les missiles sont catholiques et 12 % protestants.

Les syndicats et les socialistes

Autre base importante du mouvement pacifiste : les syndicats, ou plutôt le syndicat le plus important, issu de la fusion de deux centrales. C'est ce syndicat qui se porte garant devant les banques des avances consenties au Mouvement de la paix. Le 10 mai 1984, neuf cent mille ouvriers ont débrayé pendant un quart d'heure contre les missiles. Pour Léo Mesman, l'un des dirigeants syndicalistes, « un tel succès pour un sujet aussi politique, c'était incroyable ». Pour le reste, son discours tourne, comme celui de tous les responsables du mouvement, autour de deux thèmes : nous ne voulons pas quitter l'OTAN, mais nous

législés par qui que ce soit de l'extérieur. »

En 1979, pourtant, le mouvement contre la bombe à neutrons, préface au mouvement antinucléaire, était contrôlé par les militants du Parti communiste. Depuis, il s'est élargi, et le PC, qui ne dispose que de quelques sièges à la Chambre, a d'ailleurs pris ses distances vis-à-vis de Moscou. « Pour vous, Français, explique un étudiant, les pacifistes ne peuvent être que des communistes ou des marginaux. »

Tous les courants du mouvement pour la paix néerlandaise se rejoignent sur ce point : l'impossibilité de collaborer avec les Français. Les catholiques sont éberlués par la position des évêques français sur la force de frappe ; les socialistes par la vigueur de l'engagement de M. Mitterrand en faveur du déploiement des Pershing et des Cruise ; les écologistes par l'affaire du Greenpeace. 3,2 millions de florins (9 millions de francs) ont été récoltés en cours du programme d'interrompue de douze heures organisé par la première chaîne de télévision, le 26 octobre, pour offrir à Greenpeace un remplacement au Rainbow Warrior.

Eglises, syndicats, par... Il faudrait encore ajouter les dizaines, si ce n'est centaines, d'associations, de comités, de clubs de réflexion qui font la vie même du mouvement pacifiste néerlandais. Un jour, ce sont trois mille motards, qui défilent à Amsterdam contre les missiles, un autre, ce sont les conscripts qui, tant que mouvement organisé, adhèrent au collectif pour la paix. Un ancien officier de marine est au premier rang des manifestations, et la sœur de la reine, la princesse Irène, a signé la pétition samedi. Il y a aussi les durs du bonk, le mouvement qui prône la désobéissance civile, et les gentils responsables des « magasins du tiers-monde », qui vendent du vin algérien, du thé et des produits de l'artisanat tanzanien. Et puis encore, ce vieil homme qui, à chaque manifestation, se présente tout seul, dans des cortèges, portant un minuscule badge : « Je n'aime pas les missiles, mais je n'aime pas non plus la foule... »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Pologne

PAS D'AMNISTIE DANS L'IMMÉDIAT

Arrestations et condamnations se poursuivent à un rythme soutenu en Pologne : M. Bogdan Bujak, frère aîné du principal dirigeant clandestin de Solidarnosc, M. Zbigniew Bujak, a été condamné, mardi 29 octobre, à Varsovie, à un an et demi de prison.

Il avait été arrêté, en février, à la suite d'une perquisition à son domicile ; il avait déjà passé huit mois en prison en 1984.

Toujours dans la capitale, un homme de soixante ans, M. Zdzisław Szafrański, a été condamné à six mois de prison, après avoir été inculpé, le 19 octobre, à l'issue de la cérémonie consacrée au premier anniversaire de l'assassinat du Père Popieluszko et qui avait rassemblé vingt mille personnes. A Wrocław, dans le sud-ouest du pays, c'est un poète, M. Lothar Herber, ancien président de la section locale de l'Association des écrivains, qui a été arrêté, début octobre, pour « incitation à la désobéissance ». Il souffre d'une maladie des yeux.

A Poznań, sept écrivains ont fait l'objet de « mises en garde », tandis que, à Gdansk, M. Lech Walica a été convoqué pour le 6 novembre chez le procureur comme « suspect » (on lui reproche d'avoir communiqué des chiffres de participation aux élections différents des résultats officiels).

Dans le même temps, l'Agence PAP a annoncé que le général Jaruzelski avait accueilli avec « satisfaction » une proposition d'« élargissement » pour des raisons humanitaires, de personnes détenues pour des délits « non criminels », mais, de son côté, le porte-parole du gouvernement a confirmé qu'une véritable amnistie « était une question à l'avenir plus éloignée », comme ses premières déclarations post-électorales l'avaient déjà laissé entendre (Le Monde du 26 octobre).

Portugal

LE CHEF DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE M. CAVACO SILVA EST CHARGÉ DE FORMER LE GOUVERNEMENT

Lisbonne (AFP, AP, Reuters). — M. Aníbal Cavaco Silva, chef du Parti social-démocrate (PSD) et vainqueur des élections législatives portugaises du 6 octobre, a été invité officiellement, mardi 29 octobre, par le président Eanes, à former le prochain gouvernement.

M. Cavaco Silva a tenu à préciser, à sa sortie du palais présidentiel de Belem, que sa nomination de premier ministre ne pouvait être légalisée qu'après la publication des résultats définitifs du scrutin du 6 octobre par le Diário da República, le journal officiel. Or ces résultats, qui devaient être publiés initialement le 21 octobre, puis le 28, ne seront finalement imprimés que dans l'édition du 30 octobre, des retards étant intervenus dans la vérification des suffrages.

Après sa nomination officielle, le nouveau premier ministre disposera d'un délai de dix jours pour présenter son équipe et son programme à l'approbation du Parlement. Les deux cent cinquante élus doivent se réunir pour la première fois le 4 novembre pour organiser les groupes et préparer le calendrier des sessions.

M. Cavaco Silva a précisé à la presse que toutes les formations présentes au Parlement, à l'exception des communistes, avaient indiqué qu'elles ne s'opposeraient pas à sa nomination.

L'ancien ministre des finances, âgé de quarante-six ans, a indiqué que le nouveau gouvernement serait « resserré », le nombre des portefeuilles étant limité à douze ou treize.

Les socialistes du premier ministre sortant, M. Mario Soares, et les démocrates-chrétiens n'étant pas favorables à une participation au gouvernement, M. Cavaco Silva devrait former une équipe constituée de membres du PSD et d'indépendants. Un gouvernement minoritaire donc, puisque le PSD dispose de quatre-vingt-huit sièges sur les deux cent cinquante que compte l'Assemblée.

AMÉRIQUES

Le COMECON accroît son aide au Nicaragua

Le Nicaragua a signé, cette semaine, avec le COMECON - organisme dans lequel il est observateur depuis trois ans - plusieurs accords de coopération, dont le montant n'a pas été communiqué, a-t-on appris de source officielle à Managua le mardi 29 octobre. Ces accords comprennent notamment un plan d'assistance à un projet d'irrigation sur la côte pacifique du pays.

L'aide apportée par les pays du COMECON au Nicaragua n'est pas la seule à venir combler le vide laissé par l'embargo total imposé par les États-Unis le 1^{er} mai. M. Reagan

avait alors non seulement suspendu les échanges commerciaux entre les deux pays, mais encore bloqué les prêts à Managua émanant d'organismes internationaux, tels la Banque mondiale et la Banque de développement inter-américaine.

Quelques jours plus tard, le président Daniel Ortega signait avec l'Union soviétique un contrat par lequel l'URSS accordait un prêt équivalent - 3,2 milliards de francs - pour moitié affecté à l'achat de pétrole et pour moitié à du matériel agricole soviétique. Mais Managua

prenait également aussitôt contact avec le gouvernement canadien, qui, dès le 1^{er} mai, avait annoncé qu'il ne suivait pas l'exemple des États-Unis. Le gouvernement de Daniel Ortega obtenait d'ouvrir un bureau commercial à Toronto, et d'augmenter ses ventes de viandes au pays.

Le ministre de l'Agriculture, de son côté, obtenait que la Belgique, l'Espagne, la Suède et presque tous les pays du bloc soviétique s'engagent à acheter une partie de la récolte de bananes. L'Iran achetait du café, le Japon du coton.

Cela a permis de compenser en partie le manque à gagner des ventes annulées avec les États-Unis, largement inférieures à leur niveau de 1980. Elles ne représentaient plus que 17 % des exportations du Nicaragua en 1984, contre 40 % il y a cinq ans. Comme l'année dernière, la balance commerciale du pays restera cependant déficitaire - les ventes à l'étranger suffisant à peine à satisfaire la moitié des besoins du pays.

Les difficultés du commerce extérieur du Nicaragua, combinées aux actes de sabotage menés par les rebelles antiaméricains - estimés par les autorités à 1,3 milliard de dollars en trois ans - ne peuvent qu'aggraver la dette extérieure du pays, déjà estimée à 5 milliards de dollars. Une dette qui oblige le pays à réclamer un soutien financier toujours plus important.

Etats-Unis

300 milliards de dollars pour la défense

Washington (AFP). — La Chambre des représentants a approuvé, mardi 29 octobre, le budget de la défense pour l'année fiscale 1986-1988. Celui-ci s'élève à 302,6 milliards de dollars. Certaines priorités de programmes couvrant sur plusieurs années, les dépenses effectives en 1986 ne devraient pas dépasser 292 milliards de dollars. Pour la première fois depuis 1989, la fabrication de nouvelles armes chimiques

est autorisée. Les fonds nécessaires à leur production (104 millions) devront cependant être supplantés par la commission des appropriations de la Chambre, qui s'est montrée jusqu'à présent hostile aux armes chimiques. Le budget prévoit une enveloppe de 2,75 milliards de dollars pour les études au titre de l'initiative de défense stratégique. Le gouvernement américain avait réclamé 3,7 milliards.

AFRIQUE

République sud-africaine

Les troubles se propagent dans les quartiers blancs

De notre correspondant

Johannesburg. — Jusqu'à présent, l'agitation était parfaitement circonscrite à l'intérieur des cités noires, loin des villes blanches, où les récents événements ne se sont pas fait sentir dans les townships qu'à travers les médias. La tourmente qui secoue l'Afrique du Sud depuis quatorze mois n'affectait en rien la population blanche, qui continuait à vivre comme si de rien n'était à ses occupations. Elle n'avait d'ailleurs été que très exceptionnellement prise à partie. Seuls quelques automobilistes avaient reçu une volée de pierres quand ils passaient sur les axes bordés les townships.

Sur les quelques huit cents victimes des émeutes, on ne dénombre que six Blancs, dont un soldat - le premier - assassiné de soixante-quatorze coups de couteau, il y a une quinzaine de jours. Si les troubles sont toujours essentiellement localisés dans les townships, ils commencent à se propager depuis deux semaines dans les quartiers blancs d'un moins deux grandes métropoles, Johannesburg et Le Cap.

Le 18 octobre, une cérémonie à la mémoire de Benjamin Molote, poète noir, a dégénéré en émeutes et de pillage au cœur même de la capitale économique et financière. Six jours plus tard, le centre du Cap était à son tour le théâtre de violences. Le 25 octobre, soit une semaine plus tard, Johannesburg a connu sa première émeute de la bande des Noirs avec des briques disséminées dans des sacs en plastique, s'en prenant soudainement à des magasins, brisant les vitrines et dérobant de la marchandise. Une attaque-éclair, qui s'est reproduite trois jours plus tard, dans le quartier de Melville, où six membres de la bande ont été arrêtés.

Autant d'actions qui inquiètent les autorités, car il s'agit d'un phéno-

mène tout à fait nouveau. Les Noirs ont-ils décidé de transporter leur lutte au cœur des villes blanches ? Ou, s'ils observent les mots d'ordre de l'ANC (Congrès national africain), la radio de cette organisation, Radio-Liberté, déclarait récemment : « Jusqu'à maintenant, ce sont seulement les Noirs qui pleurent. Le temps est venu où les Blancs doivent pleurer. Les familles blanches doivent aussi porter des vêtements de deuil. Chacun doit ressentir que le pays est en état de guerre et que seul le démantèlement du régime de l'apartheid garantira une paix durable et l'unité dans notre pays. »

Comparant les soldats et les policiers blancs à des « anges de la mort », qui, « ensuite retournent dans la quinzaine de leur quartier résidentiel », Radio-Liberté déclarait : « Le mythe doit être brisé. Nous devons les attaquer dans leurs maisons et leurs lieux de vacances, comme nous avons attaqué les lèche-bottes noirs à leur domicile » (les policiers et les conseillers municipaux).

Certes, nous n'en sommes pas encore là. Le spectre de la violence qui a atteint les villes blanches n'est encore qu'un épiphénomène. Mais les Noirs ont compris qu'ils pourraient continuer à se faire massacrer dans leurs townships sans que les Blancs s'en soucient. La menace est d'ailleurs prise au sérieux par ceux-ci. Bien qu'ils soient déjà puissamment armés, une récente étude a permis de constater une augmentation de l'ordre de 30 % des ventes d'armes et de munitions.

Lors de plusieurs incidents à la périphérie du Cap, des coups de feu ont été tirés. Lundi, un jeune métis de dix-sept ans a été tué à Athlone, près du Cap, par un fermier dont le camion de livraison avait été attaqué à coups de cailloux.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Algérie

Le chanteur kabyle Aït Menguellet condamné à trois ans de prison

De notre correspondant

Alger. — Le chanteur kabyle Aït Menguellet a été condamné, mardi 29 octobre, par le tribunal correctionnel d'Alger, à trois ans de prison ferme et 99,144 dinars d'amende douanière pour détention illégale d'armes de chasse et de guerre. L'Agence d'Algérie Presse Service (APS), qui a annoncé la nouvelle peu après le procès, souligne que « le prévenu a reconnu les faits qui lui sont reprochés par la justice, que ce soit lors de l'enquête ou de l'audience publique, tout en restant évasif quant à la provenance des armes ».

La défense a fait savoir que le chanteur a décidé de se pourvoir en appel. Il avait été arrêté le 5 septembre dernier à son domicile, où, selon la défense, les armes, notamment sept fusils de chasse, des pistolets, étaient accrochés au mur de son salon, ce qui, pour elle, prouve sa

bonne foi. La défense considère, par ailleurs, comme infondé le fait que Aït Menguellet ait été arrêté après avoir défilé l'une de ses chansons à un autre chanteur, Serhat Mehenni, membre de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), arrêté le 17 juillet et incarcéré depuis.

Reste à savoir comment la condamnation du chanteur sera accueillie en Kabylie, où, à l'approche du 1^{er} novembre, jour anniversaire de l'insurrection algérienne, des troubles sont signalés. Après ceux du dimanche 20 octobre (Le Monde du 26 octobre), les lycées et universités de Tizi-Ouzou ont fait grève dimanche dernier pour réclamer la libération des membres de la LADH, du mouvement culturel berbère et des Fils de Chouahda, fils martyrs de la guerre d'indépendance, emprisonnés depuis le début du mois de juillet à Berrougia.

FREDERIC FRITSCHER.

WASHINGTON ET MOSCOU RÉGLEMENT A L'AMABLE LE CAS D'UN PRÉSUMÉ FUGITIF SOVIÉTIQUE

Washington (AFP). — Un marin soviétique du nom de Miroslav Medvid, qui avait quitté à la nage, à deux reprises, le cargo *Marchal-Koniev*, un navire océanique ancré au large de la Louisiane, retournera finalement en URSS.

Dans un communiqué, le département d'Etat a indiqué que le marin, qui avait été interrogé par les autorités américaines, a signé une déclaration affirmant son désir de retourner dans son pays. Il a été aussitôt autorisé à regagner le cargo. « Le gouvernement américain considère que l'affaire est close », précise le département d'Etat.

Miroslav Medvid avait, par deux fois, la semaine dernière, plongé dans le Mississippi, un geste qui pouvait apparaître comme une tentative de fuir le *Marchal-Koniev*. Les deux fois, il avait été reconduit à bord par les services de l'immigration américaine, qui croyaient avoir affaire à un passager clandestin. Ayant toutefois insisté auprès des autorités soviétiques pour pouvoir parler au marin dans un « environnement où il ne se sentirait pas menacé », des officiels américains ont pu s'entretenir avec lui, d'abord hindi, sur un de leurs navires garde-côtes, puis mardi, à terre. Des représentants soviétiques assistaient à ces interrogatoires.

Pendant la première de ces conversations, le marin soviétique a été pris de malaises et de nausées. Il avait d'ailleurs d'abord enlevé l'impression sur Américains d'être sous l'effet de sédatifs. A l'issue du dernier entretien, Miroslav Medvid, indique le département d'Etat, a signé une déclaration en russe dans laquelle il affirme ne pas demander l'asile aux États-Unis et avoir pris cette décision « volontairement et en toute liberté ».

Le dénouement ambigu de cette affaire évite un sujet d'embarras aux États-Unis comme à l'URSS à l'approche du sommet Reagan-Gorbatchev, et alors que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, s'apprête à se rendre à Moscou.

« Demande d'extradition d'une ancienne collaboratrice du gourou Bagwan Shree Rajneesh. » Les États-Unis ont demandé, mardi 29 octobre, aux autorités allemandes, l'extradition de Ma Anand Sheela, ancienne confidente du gourou Bagwan, arrêtée le même jour avec deux autres femmes en Forêt noire allemande. La jeune femme est soupçonnée par la justice de tentative de meurtre et d'infraction à la législation sur l'immigration. Sheela aurait essayé à plusieurs reprises d'empoisonner le docteur George Merzdrich, alias Swami Devraj, le médecin personnel du gourou. (AFP.)

le Monde

Adoption du p... la réglementation

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

« Nous sommes à l'heure de la vérité... »

AU SÉNAT

Adoption du projet de loi simplifiant la réglementation de l'urbanisme

Le Sénat a adopté, mardi 29 octobre, l'examen du projet de loi réformant la réglementation de l'urbanisme (DGF), examen qu'il avait commencé le 23 octobre (*Le Monde* du 26 octobre). Il a examiné aussi, en première lecture, deux projets de loi sur lesquels le gouvernement a déclaré l'urgence; l'un concerne les simplifications en matière d'urbanisme, l'autre les congés formation.

● DGF

L'ensemble du texte modifié a été adopté par 223 voix contre 24 (PC). Les socialistes s'abstiennent. Une fois de plus, la révision des bases du foncier a été soumise sur tous les bancs, en première lecture, deux projets de loi sur lesquels le gouvernement a déclaré l'urgence; l'un concerne les simplifications en matière d'urbanisme, l'autre les congés formation.

D'autre part, le Sénat a précisé que le rapport qui sera déposé à l'ouverture de la session d'automne du Parlement proposera les corrections nécessaires au futur mécanisme, appelé à se substituer à celui en vigueur depuis 1980.

Enfin, M. Pierre-Christophe Taittinger (RI, Paris) a profité de l'examen de ce projet pour faire décider que le nombre des adjoints dans les conseils d'arrondissement ne puisse être inférieur à quatre et que leurs indemnités soient augmentées.

● Simplifications pour l'urbanisme

Seul M. Marcel Lucotte (Sud-Ouest), président du groupe RI, a voté contre le projet de M. Jean Auroux, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, car, selon lui, les dispositions proposées cèdent à « mythe de la simplification » en compliquant la tâche des élus, restent d'une « extraordinaire incertitude », tant est grande la part réservée au domaine réglementaire, et constituent une « machine infernale », rendant impossible la sauvegarde du patrimoine.

A l'inverse, ses collègues de la majorité sénatoriale et ceux de la gauche ont approuvé, après l'avoir modifié, le texte, qui touche à trois domaines : le régime du permis de

construire, les lotissements et les terrains réservés aux équipements publics.

Tout en étant d'accord avec l'élargissement de la procédure déclarative pour les travaux de faible importance (les travaux peuvent être entrepris dès lors que l'autorité compétente ne s'y est pas opposée dans le délai d'un mois qui suit la déclaration du maire de la commune), les sénateurs ont décidé, sur la proposition de M. Bernard Legrand (Gauche dém., Loire-Atlantique), de limiter à un an l'autorisation de construire.

Sur proposition de M. Maurice Jaurès (PS, Var), rapporteur de la commission des affaires économiques, le Sénat a décidé de porter à deux ans, et non à un, comme le prévoyait le texte du gouvernement, le délai maximum autorisé aux collectivités publiques pour procéder au rachat des terrains réservés aux équipements d'intérêt général.

● Congé

de formation

Pour M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la formation économique, sociale et syndicale doit être favorisée, car le dialogue social n'est utile que s'il se déroule entre partenaires informés et formés. Pour la majorité sénatoriale, il ne saurait être question d'allonger les charges des entreprises. Sur proposition de M. Louis Duval (rnt, adm. nu RPR, Doubs), rapporteur de la commission des affaires sociales, les sénateurs ont adopté, malgré l'avis contraire du gouvernement, des socialistes et des communistes, plusieurs amendements qui étendent, notamment, l'application du congé de « formation économique, sociale et syndicale » - appelé à remplacer le congé d'« éducation ouvrière » institué par la loi Gazier du 23 juillet 1957 - aux organisations syndicales de travailleurs reconnues représentatives sur le plan professionnel.

Socialistes et communistes ont voté contre le texte modifié par la majorité sénatoriale, en raison des amendements « restrictifs » adoptés, le PC précisant, en outre, que le texte initial était insuffisant.

ANNE CHAUSSEBOURG.

LE BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE DEVANT LES DÉPUTÉS

M. Chevènement veut mobiliser les enseignants contre la droite

Seuls contre tous, les députés socialistes ont approuvé, le mardi 29 octobre, le budget de l'éducation. Les crédits d'un montant de 185 773,2 millions de francs représentent 16,33 % de l'ensemble des dépenses de l'État et sont en augmentation de 5,3 % à structure budgétaire constante et de 6,55 % si l'on tient compte des crédits décaissés - par rapport à l'an dernier (*Le Monde* du 8 octobre). Les élus du RPR, de l'UDF et du PC ont voté contre ces crédits.

Pour débattre, il faut être deux ! M. Jean-Pierre Chevènement a mesuré la force de cette évidence, mardi, au Palais-Bourbon. Comme M. Pierre Joxe l'an dernier, il souhaitait profiter de la discussion budgétaire pour confronter son programme à celui de l'opposition. Le ministre de l'Intérieur s'était retrouvé seul pour aborder au fond les problèmes de sécurité; le ministre de l'Éducation nationale n'a pas trouvé d'interlocuteur qui accepterait d'analyser contradictoirement les propositions de réforme du système éducatif émises par certains milieux de droite. La critique n'en a été que plus facile pour lui, mais pas moins importante, car, à travers cette contestation de la droite, c'est à la gauche que s'adressait M. Chevènement, pour une opération de correction d'image.

« Avant Jules Ferry »

Drapé de son habit de responsable socialiste, le ministre de l'Éducation a soutenu avec force que la politique qu'il mène est d'abord et avant tout une politique de gauche, laïque, qu'elle peut recevoir de certains membres éminents de la droite. M. Chevènement ne veut pas, ne veut plus, être le héros du consensus scolaire, ou alors il faut que tout le monde se range à sa philosophie : l'enseignement public est, tout à la fois, le fondement de la République, le creuset de la démocratie et de l'unité de la nation, et la meilleure des garanties, comme arme contre l'inégalité et l'injustice sociales.

L'école va être au centre du débat politique, pense le ministre qui en a

la charge. Non pas, comme il y a plusieurs mois, parce que va renaitre la traditionnelle querelle qui oppose l'enseignement privé à l'enseignement public - « la guerre scolaire est terminée », veut se convaincre l'inventeur des formules « simples et pratiques » - mais parce que va être en cause la possibilité de développement, voire de survie de l'enseignement public. Analysant une proposition de loi de sénateurs UDF, le projet du RPR Libres et responsables, les cent propositions du CNIP et les publications de M. Alain Madelin, député général du PR, M. Chevènement a affirmé que la droite « veut en finir avec le service public de l'éducation (...), nous ramener avant Jules Ferry ».

Tous ces projets visent en effet, peu ou prou, à transférer une part de la responsabilité éducative, soit dans le choix des enseignants, soit dans l'établissement des programmes. Pour le ministre de l'Éducation revenue « nationale » en 1981 - et dans la bouche de l'homme actuel de la rue de Grenelle, ce mot prend toute sa valeur - une telle réforme empêcherait l'école de jouer son rôle d'unificateur de la nation, d'intégration de ses éléments mal assimilés ou nouveaux (les immigrés), et mettrait les maîtres sous la tutelle politique des élus locaux. Quant à l'idée de « chèques-éducation », émise par M. Madelin, elle est irrecevable, car « l'école n'est pas un marché où se rencontrent une demande et une offre ».

En dressant un tableau apocalyptique des conséquences scolaires d'un retour de la droite au pouvoir, M. Chevènement s'adresse, certes, aux « familles », qui veulent « un enseignement de qualité là où elles vivent et où que ce soit », mais aussi aux enseignants. En leur faisant craindre une disparition de leur statut national, auquel il les sait tous fortement attachés, il espère une mobilisation de leur part en faveur de ceux qui peuvent s'y opposer.

La démonstration du caractère « de gauche » de la politique qu'il mène depuis 1984 était, pour le ministre, d'autant plus aisée qu'elle ne se heurte à aucune contestation, si ce n'est, bien entendu, celle des communistes. Ceux-ci, socialistes qui avaient été les plus récents devant la mutation pédagogique engagée par M. Chevènement, les rocardiens, n'en ont dit pratiquement rien cette fois. Les orateurs de la droite, eux, se sont refusés à se laisser entraîner sur le terrain choisi par le ministre. M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) s'est contenté d'annoncer que, revenu au pouvoir, son mouvement infligerait « un nou-

vel esprit dans l'éducation » et y « rétablira l'autorité à tous les niveaux ». Quant à M. René Haby (UDF, Meurthe-et-Moselle), ancien ministre de l'Éducation, il a pris la précaution de faire remarquer qu'il ne s'agit pas « d'associer » aux propositions critiquées par son successeur, et que celles-ci seront « discutées en leur temps ».

La droite fait du syndicalisme

Renversant les rôles anciens, la droite n'a cessé d'affirmer que le système scolaire manque d'argent, M. Bourg-Broc se faisant même le porte-parole du SGEN-CFDT dans l'hémicycle. Surtout, malgré le souhait du ministre, elle s'est efforcée de montrer que les débats sur les conditions de l'aide de l'État à l'enseignement privé sont terminés. Elle juge que la création de quatre cent trente-huit postes nouveaux pour le privé est insuffisante, bien que M. Chevènement ait expliqué qu'elle résulte d'un calcul mathématique prévu par la loi. Elle s'est plainte, aussi, que les écoles privées ne puissent disposer des ordinateurs prévus par le plan « informatique pour tous », le ministre justifiant cette situation par l'interdiction contenue dans la « loi Debré » de financer l'équipement du privé.

La tonalité de gauche du discours ministériel n'a pas empêché M. Guy Hermier (PC, Bouches-du-Rhône) : « Sur l'essentiel, plus grand-chose ne différencie ce que vous faites de ce qui se passait du temps de la droite, ou de ce qu'elle entend faire demain ». Pour justifier cette analyse, les communistes ont évoqué le manque de moyens par rapport aux besoins, les surcoûts dans les classes (qui pénalisent « surtout les enfants de milieu modeste » et qui vont donc « aggraver la ségrégation sociale », et le transfert de charges vers les collecti-

vités locales, à qui on ne donne pas assez d'argent pour entretenir les bâtiments qui leur sont confiés (accusation largement développée aussi par la droite).

Cette décentralisation de l'éducation, même partielle, inquiète aussi les socialistes, mais pas pour les mêmes raisons : ne va-t-elle pas permettre, n'a-t-elle pas permis, à la droite, qui dirige de nombreuses collectivités locales, d'empêcher la mise en œuvre de la politique voulue par le gouvernement ? Que se passera-t-il, par exemple, si elle refuse de financer la construction des bâtiments indispensables au développement de l'enseignement technique ? Certes, cela aura au moins l'avantage, pour M. Didier Chouat (PS, Côtes-du-Nord), de faire sentir sur le terrain les choix politiques des uns et des autres, car, bien entendu, ses amis politiques ont repris les arguments programmati-

ques du ministre. Tous, toutefois, ne semblent pas convaincus qu'il faille mettre fin à la guerre scolaire. M. Augustin Boncompagni (PS, Ariège) a durement critiqué le fait que les crédits de l'enseignement privé augmentent plus que ceux de l'enseignement public, malgré l'explication mathématique du ministre. Allant plus loin, ce député socialiste a regretté que l'État finance des postes d'enseignement religieux en Alsace et en Moselle, alors qu'il ne s'agit que de l'application du Concordat, que la France a refusé de remettre en cause quand elle n'a récupéré cette province. Surtout, les nombreux orateurs socialistes (douze sur dix-neuf) ont, avant tout, été les porte-parole des enseignants.

THIERRY BRÉNNER.

Situations 86

HAUTE-GARONNE : zizanie à droite et à gauche

De notre correspondant

Toulouse. - M. Jean Diebold ne pourra plus se prévaloir des titres de membre du comité central ou de président du comité départemental, ni s'exprimer au nom du RPR : l'adjoint au maire de Toulouse, chargé par M. Dominique Baudis de mettre sur pied, avec son père, M. Pierre Baudis, une liste d'union de l'opposition, a été sanctionné pour s'être opposé à la ligne de son parti.

M. Diebold figurera en deuxième ou troisième position sur la liste conduite par l'ancien député CDS de la Haute-Garonne. Le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis conduira, lui, la liste régionale.

Le 19 septembre dernier, le comité central du RPR avait en effet décidé de présenter une liste distincte en Haute-Garonne. Le sort de M. Diebold, accusé « d'avoir voulu poignarder Jacques Chirac », selon l'expression de M. Bernard Pons, semblait scellé. L'ancien responsable des AOP (Associations ouvrières professionnelles) de la SNIAS, avait, du reste, cru bon d'écrire dans la presse locale : « Je suis avec Dominique Baudis par conviction et par opportunité ».

C'est M. Alain Marleix, député européen, responsable des fédérations RPR, qui a instruit le dossier lors de la venue en Haute-Garonne, vendredi 25 octobre, de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Réunie lundi 28 octobre, la commission des élus a tranché. « Cette décision n'est pas un coup de semonce mais un vrai coup de canon pour prévenir tous ceux qui seraient tentés par semblable aventure », explique sans ambages M. Robert Huguenard, responsable départemental du RPR.

Le mardi 29 octobre, le PS de la Haute-Garonne apprenait à son tour que M. Gérard Houtier, député (rocardien) de la 5^e circonscription du département (Muret), depuis 1973, démissionnait du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mécontent de la septième place (non éligible) que son parti lui avait accordée sur la liste pour les législatives.

Mercredi 23 octobre, M. Houtier s'était déjà retiré de cette liste. Sans réponse à sa lettre adressée à

M. Lionel Jospin, le député socialiste a décidé de franchir un nouveau pas. Il se déclare prêt à présenter une liste autonome. « On me sanctionne parce que je suis un rocardien indiscipliné », a déclaré M. Houtier, qui fut en 1981 le seul député de la majorité à ne pas voter l'abolition de la peine de mort.

La fédération socialiste de la Haute-Garonne avait appelé, vendredi 25 octobre, ses adhérents à se prononcer sur l'ordre de présentation des candidats. La liste officielle MM. Raymond, Bapt, Roger-Machart et Ortes - l'ayant emporté avec 50,94 % des suffrages contre 49,06 % à la liste qui mettait M. Pierre Ortes, député de la 6^e circonscription (Saint-Gaudens) en deuxième position. Ce dernier n'a pas encore fait connaître son sentiment. Cette quatrième place ne lui assure pas une réélection automatique. Le PS risque ainsi de priver la partie rurale de la Haute-Garonne d'une représentation au Palais-Bourbon.

En revanche, la liste présentée par la commission exécutive fédérale pour les élections régionales a été avalisée à 63,40 % par les adhérents du PS du département. Cette liste est conduite par M. Louis Lareng, devant MM. Luc Soubre et Eugène Boyer, actuel vice-président du conseil régional.

GÉRARD VALLES.

YVELINES : trois militants exclus du PR

Le bureau de la fédération du PR des Yvelines a voté à l'unanimité l'exclusion de trois de ses militants auxquels il est reproché d'avoir présenté des listes « dissidentes » aux dernières élections cantonales ou d'avoir eu l'intention de le faire pour les prochaines élections législatives.

Il s'agit de M^{me} Christine Boutin, conseillère générale et adjointe au maire de Rambouillet, qui a annoncé qu'elle conduirait une liste barrière en mars; de M. Niémas Abnui, maire de Montigny-le Bretonneux, ancien député, qui a lancé une campagne d'affichage pour les législatives, et de M^{me} Marie-Jeanne Pruvot, maire d'Andrézy, qui s'était présentée contre le candidat investi officiellement par le PR aux élections cantonales de mars dernier.

BAS-RHIN : haro sur M. Muller

(De notre correspondant.)

Strasbourg. - Le PS du Bas-Rhin a condamné fermement la « démarche de division » du maire rocardien de Schiltigheim, M. Alfred Muller, qui a décidé lundi 28 octobre de quitter le PS et de constituer sa propre liste pour les élections législatives de mars prochain (*Le Monde* du 30 octobre).

A l'unanimité, la commission exécutive fédérale du département, qui compte treize rocardiens et vingt parisiens de la section 1, a estimé que ce geste « va à l'encontre des intérêts de la gauche en Alsace ». M. Jean Ochler, député sortant et tête de liste pour les législatives, a précisé qu'il était « fier de respecter les structures du parti ». « C'est le parti qui décide des candidatures », n-t-il conclu.

M. Muller avait refusé la deuxième place sur la liste des législatives préparée par la fédération. Il sera remplacé à ce rang par M^{me} Catherine Trautmann, rocardienne. Cette dernière, au nom des rocardiens du Bas-Rhin, a « regretté le départ de M. Muller, mais confirmé son choix », comme Michel Rocard au plan national, de la solidarité et de la synthèse ».

J. F.

MAYENNE :

M. Jean-Paul Planchou ne sera pas candidat

Député socialiste du dix-huitième arrondissement de Paris depuis 1981, M. Jean-Paul Planchou ne pouvait pas se retrouver sur la liste parisienne pour les prochaines législatives, les places réservées à son courant, le CERES, étant toutes attribuées. L'accord conclu au comité directeur du PS du 6 juillet lui avait réservé la tête de la liste socialiste en Mayenne, où les socialistes peuvent espérer remporter un des trois sièges en compétition. Seulement, les socialistes locaux n'ont pas apprécié ce « parachutage ». Malgré l'appui apporté à M. Planchou par la commission exécutive fédérale, les militants lui ont préféré, par 11 voix d'avance sur quelques 350 suffrages, la candidature de M. André Pinçon, maire rocardien de Laval. M. Planchou n'a pas l'intention de faire appel de cette décision devant la convention nationale du PS.

Aux excès des uns (les linguistiques structurales) et aux ambitions des autres (la grammaire générative de Noam Chomsky), Claude Hagège oppose la rigueur des plus grands : Saussure, Meillet, Benveniste... Le livre de Claude Hagège, est rude parfois, salubre souvent.

Denis Slakta, *Le Monde*

Claude Hagège

L'homme de paroles

Contribution linguistique aux sciences humaines

Fayard le temps des sciences

320 pages

95 F

FAYARD

POLITIQUE

APRÈS LE FACE-A-FACE TÉLÉVISÉ ENTRE M. FABIUS ET M. CHIRAC

Le crédit acquis par le premier ministre chez les socialistes est soumis à réévaluation

La bonne tenue de M. Jacques Chirac dans le débat qui l'a opposé à M. Laurent Fabius à la télévision est rapidement devenue, en termes d'« image », une victoire pour le président du RPR et une défaite pour le premier ministre. Cette simplification et cette amplification, prévisibles, des péripéties d'une telle confrontation sont, dans le cas présent de mauvais augure pour la majorité si l'on se rappelle les précédents. L'échec de M. François Mitterrand face à M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974, puis face à M. Raymond Barre en 1977, et, inversement, sa résistance victorieuse devant M. Charles de Gaulle en 1961 avaient, chaque fois, annoncé l'issue de la consultation électorale qu'il précéderait de quelques jours dans le cas des présidentielles et de dix mois dans celui des législatives de 1978.

Le premier constat que font, toutes tendances confondues, les socialistes est bien celui-ci. L'offensive dont le congrès de Toulouse avait réuni les conditions et marqué le point de départ est affaiblie. De l'autre côté, un des points faibles de l'opposition — la médiocrité populaire du chef de son principal parti — se trouve quelque peu corrigé. Du

moins M. Chirac a-t-il prouvé que son personnage public est plus stable et « tient le choc » mieux qu'on ne l'avait cru.

Certains socialistes, parmi les rocardiens notamment, ne se font pas faute d'observer que, dans une vie politique où les médias ont un rôle aussi écrasant, ce qu'une « prestation » réussie a fait, une prestation ratée peut le défaire. M. Fabius avait enregistré, grâce au discours qu'il avait prononcé devant les délégués du congrès de Toulouse, un succès qui l'imposait au premier plan de la campagne socialiste pour les élections législatives, et au-delà.

Le revers qu'il a subi face à M. Chirac incite, sans injustice, à réévaluer le crédit qui lui était fait. Le premier ministre n'a pas attendu les commentaires de lundi matin pour estimer que son débat avec le maire de Paris avait tourné à son désavantage. Ses collaborateurs ont en l'occasion de confirmer et d'argumenter cette impression au cours de diverses réunions. Pas plus que M. Fabius lui-même ils n'ont été surpris de voir, dans la presse, la déception produite par le débat en tant que tel aggraver le passif du premier ministre : c'est la contrepar-

tie de l'avantage qui lui était accordé au départ — d'autant plus qu'il avait pris l'initiative de la confrontation — et de l'attente qu'avait suscitée l'événement.

Pas d'« oral de repêchage »

Le premier ministre s'est longuement entretenu de ce débat avec le président de la République, mardi matin 29 octobre, au cours du petit déjeuner qui les réunissait chaque semaine. Le cadre de cette conversation n'est, évidemment, pas connu. L'état d'esprit de M. Fabius l'est davantage : reconnaissance de l'échec, acceptation des critiques de bonne foi. Le premier ministre n'envisage pas de provoquer artificiellement l'occasion d'un « oral de repêchage ». Il devait répondre, comme chaque mercredi après-midi, si une question le justifiait, aux députés lors de la séance des questions d'actualité. Pour le reste, il s'agit de repérer clairement les causes de l'échec.

La critique semble porter principalement sur la recommandation faite au premier ministre par ses conseillers en communication de

faire apparaître son adversaire en homme politique usé, presque d'une autre époque, face à la jeunesse et à la simplicité de M. Fabius. Le premier ministre a partiellement réussi, au moins pendant la première demi-heure du débat, mais M. Chirac, d'abord décontenancé, ne s'est finalement pas laissé « ringardiser » ; il a même obligé M. Fabius à recourir à une parade plutôt vieux jeu en rappelant son adversaire au respect de sa fonction. Surtout, l'effort fait sur l'« image » a eu pour contrepoint un déficit du « message » délivré par M. Fabius.

L'entourage du premier ministre et les socialistes soulignent, néanmoins, que M. Fabius a obtenu de M. Chirac plusieurs précisions importantes sur son programme. Certes, des mesures comme la dénationalisation de la région Renault, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ou celle de l'autorisation administrative de licenciement, le non-remplacement de quarante mille fonctionnaires partis à la retraite ou le rétablissement des contrôles d'identité figurent, noir sur blanc, dans les propositions du RPR, mais autre chose est, pour des millions de téléspectateurs, de les entendre formuler par le chef du principal parti de l'opposition.

Il reste que si les intentions de M. Chirac sont apparues avec davantage de netteté que ce n'était le cas auparavant, ce résultat peut aussi être positif pour le président du RPR dans son propre électorat — face à la pression du Front national, tandis que l'image de la gauche, représentée par M. Fabius, a parfois souffert, elle, et sur des questions graves, d'un certain flou. C'est peut-être, en premier lieu auprès des socialistes que le premier ministre devra regagner le terrain perdu.

PATRICK JARREAU.

M. BOUCHARDEAU EXPRIME DES « REGRETS »

M. Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement et président du RPR, a déclaré, mardi 29 octobre, devant le congrès de Toulouse, que son intervention sur ce point, s'il regrette qu'on lui ait répondu que son livre « L'Etat minimum » n'est pas de droite, était, mardi 29 octobre, l'initiative de l'émission « Le Monde reçoit » avec C.F.M., l'interlocuteur du débat Fabius-Chirac du dimanche 27 octobre, elle a notamment déclaré : « J'ai regretté que lorsque Jacques Chirac a annoncé un certain nombre de propositions concernant l'immigration, lorsqu'il a en particulier introduit une confusion entre délinquance et immigration, ce qui était tout de même l'une des pages, à mon avis, essentielles de son intervention sur ce point, j'ai regretté qu'on lui ait répondu que son livre n'est pas de droite. Je trouve qu'il aurait fallu dire les deux ou trois points sur lesquels on n'était pas d'accord. »

Interrogé sur les difficultés de communication du pouvoir et du Parti socialiste, M. Bouchardeau a ajouté, concernant la préparation de la campagne électorale : « J'ai très peur qu'on n'y prenne très mal dans la gauche, comme on ne fait pas assez de politique, comme on croit seulement ou sérieusement de la gestion dépourvue de la politique. Alors, pour donner le change, pour apparaître différents des autres en ce comment peut-on faire ? Il n'y a plus qu'une chose qui nous sauve, c'est de devenir extrêmement durs à l'égard de l'adversaire. Faute de s'être pas soi-même, on est contre. Mais cela, je trouve que c'est très grave. »

M. LABBÉ (RPR) : un homme grossier

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale a déclaré, mardi 29 octobre, à l'issue de la réunion de celui-ci : « Le succès de Jacques Chirac constitue une promotion générale pour le RPR. Grâce à la manière dont Jacques Chirac a présenté ses propositions, l'opinion publique a pu les assimiler parfaitement. Il ne s'est pas comporté comme un candidat isolé mais comme le dirigeant d'une formation. Cela se traduira par une victoire encore plus forte du RPR. » M. Labbé a ajouté : « Nous n'avons pas été surpris par M. Fabius. Il a été égal à lui-même, tel que nous le connaissons à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire insolent, méprisant, présomptueux et parfois volontairement grossier. Je suis un peu triste que la France soit représentée par un homme d'aussi piètre qualité. »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF a déclaré, de son côté : « Lorsque M. Fabius a en face de lui un contradicteur à la hauteur il apparaît faible, sans épaisseur et pauvre de solutions. »

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, proche de M. Barre, parachevait une maxime de L. Rochefoucauld, à dire, pour sa part, qu'il ne pouvait que « se réjouir du succès de ses amis ».

Plaidoyer « pro Laurent »

(Suite de la première page.)

Disons, à titre d'éclaircie, que le projet du premier ministre est sans doute de tracer, à l'horizon 2000, les « nouvelles frontières » de la France.

Nouvelle frontière de la connaissance, d'abord. Est-ce « vide » de donner les moyens à la France d'un effort sans précédent pour la formation de ses enfants ? Ou de remettre les pendules budgétaires de la recherche à l'heure d'une économie moderne dont la seule richesse est sa matière grise ? Installer 120 000 ordinateurs dans les écoles, accessibles à tous, ce n'est pas faire un coup médiatique à bon escient. C'est apprendre le langage de l'informatique à des millions de Français.

Flagrant déficit de pauvreté idéologique, diront certains en arguant du large consensus de la classe politique en matière de formation. Large consensus dans le pays, sans aucun doute. Large consensus dans la classe politique ? C'est oublier un peu vite que le savoir est une source fondamentale d'inégalité dans une société communautaire. Et que le partage du savoir n'a jamais été le fait de la droite quand bien même celle-ci se drapait dans une image de valorisation de la compétence, sous le prétexte septennaire. Elargir le cercle des connaissances, c'est assurer l'égalité des chances et conforter la démocratie.

Nouvelle frontière de l'initiative, ensuite. Refusant le fatalisme de la crise, s'éloignant d'un discours clos sur l'austérité à long terme, retrouvant la fibre patriotique et créatrice, une génération s'installe fascinée par le risque plutôt que par le conservatisme. Organiser la création d'une entreprise en moins d'un mois, multiplier les aides aux créateurs, ouvrir les passerelles entre l'école et la production, ce n'est pas se donner une image moderniste à bon compte. C'est favoriser une révolution culturelle en cours qui met fin à l'historique cloisonnement français entre les couches intellectuelles de gauche et les couches productrices de droite.

Misérable récupération idéologique du libéralisme, clameront certains en tirant vite un trait d'égalité entre Raymond Barre et Laurent Fabius. Act-on oublié que le remarquable professeur d'économie, apôtre de la liberté d'entreprendre, a fait interdire et réprimer, pendant les cinq années qu'il a passées à la tête du gouvernement, l'un des plus significatifs mouvements de création d'entreprises dans une société moderne, à savoir la multiplication

des radios libres ? Le vieux Marx parlait de la contradiction fondamentale entre l'évolution des forces productives et le maintien des rapports de production. Traduit en termes d'aujourd'hui : la droite, historiquement destructrice des moyens de production, a toujours résisté — à l'éclosion et à la diffusion de la prise de risque et de responsabilité. Bas le masque « libéral » ! Étendre le droit à l'initiative, en matière économique comme en matière sociale, c'est redonner à l'ensemble de la société civile la maîtrise de ses richesses.

Nouvelle frontière de la culture également. Qui peut croire encore que la France a un avenir sans l'Europe ? Qui oserait dire que ces immigrés de Montand, Platin ou Kersas déshonorent notre patrimoine national ? Construire l'Europe politique et économique, favoriser l'insertion et l'assimilation des étrangers en situation régulière, ce n'est pas céder facilement à une mode cosmopolite. C'est choisir un chemin pour notre pays qui tienne le dos au mur et à un nationalisme frileux qui conduit tout droit au racisme et à la décadence.

Evidence idéologique, regretteront certains en soulignant que la gauche a pas le monopole de l'Europe et de l'anti-racisme. Certes. Mais ce n'est pas la majorité actuelle qui demande la renégociation de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché Commun.

Et ce sont de futurs candidats de l'opposition parlementaire (RPR et UDF) qui dirigent le *Figaro-Magazine* dans la dernière livraison sur l'immigration en dix plus de dix déclarations de tribune électorale. Se garder de tout manichéisme est une chose. Qui ne doit cependant pas occulter qu'enracinée dans les valeurs de la gauche, il y a cette expression usagée d'antiracisme qui, en 1985, signifie plus concrètement le refus absolu de la xénophobie et la quête permanente de la solidarité entre le monde riche et le monde pauvre.

Nouvelle frontière de l'entreprise, nouvelle frontière du travail, nouvelle frontière de l'Etat. La liste est longue des mutations à conduire. Tracer ces nouveaux contours, et mettre en cause par là-même des équilibres des injustices, des privilèges défendus de manière ouverte ou camouflée par la droite, est-ce vraiment plonger dans le « vide » ?

PIERRE MARS.

M. Philippe Mestre : les barristes ne tireront pas sur ceux qui pratiqueront la cohabitation

Fidèle lieutenant de M. Barre, M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée, a annoncé mardi soir 30 octobre, au Raiaey (Seine-Saint-Denis), un dîner-débat organisé par l'association Seine-Saint-Denis Liberté.

Dans ce département où l'opposition présente deux listes distinctes, M. Mestre, qui appartient à la commission chargée de sélectionner les candidats UDF, n'a pas voulu intervenir dans la querelle qui oppose le CDS et le Parti radical pour le choix de la tête de liste UDF. Les centristes défendent M. Jean-Jack Salles, maire des Lilas, barriste, tandis que le Parti radical souhaite parachuter M. Didier Bariani, ancien député de Paris, maire du vingtième arrondissement.

M. Mestre a simplement remarqué qu'il est légitime que les partis veulent « trouver pour leurs principaux leaders des départements hostiles de la salle ». « Les réactions ont été entendues ; nous savons qu'il y a des résistances. »

M. Mestre a aussi dû répondre à ceux de ses interlocuteurs qui ont exprimé leur crainte de voir les barristes qui, en 1986, refuseraient la cohabitation apparaître comme des « diviseurs ». Il a notamment expliqué : « Nous voulons ou contraindre des rassembleurs. Nous disons

à nos amis de l'opposition que la cohabitation est le plus mauvais système : vous ne vous en sortirez pas ; vous serez amenés à rompre ou à subir. Nous leur disons aussi : s'il y a l'aube d'une campagne qui s'ouvre, un meilleur slogan, une meilleure idée sur laquelle nous pourrions pratiquer une véritable union que celui-ci : « M. Mitterrand, gagnez les élections de 1986 ou partez. » Si l'ensemble des Français voulait bien se rassembler sur ce thème, nous obtiendrions 10 % de voix de plus en 1986. Nous sommes les seuls à offrir ce thème de rassemblement. »

Il a ajouté, à l'adresse de ceux qui s'interrogeaient sur la crédibilité des barristes face à un « gouvernement de cohabitation » : « Nous les regarderons cohabiter. Nous ne participerons pas au gouvernement, mais nous ne tirerons pas sur nos propres amis. Nous attendrons que les échéances normales ou avancées permettent de mettre fin à cette période intermédiaire dont nous pensons qu'il serait préférable de faire l'économie. »

Cette explication rejoint celle donnée samedi 26 octobre par M. Bernard Stasi, autre barriste, qui, devant le conseil politique de son parti, avait refusé tout « anticohabitationnisme de principe ».

C. F.-M.

Difficiles négociations PS-MRG

Avant que ne se réunisse, le 6 novembre, le comité directeur du MRG qui décidera de la stratégie électorale des radicaux de gauche et que ne se tienne, le 10 novembre, la convention nationale du PS qui arrêtera les investitures socialistes, MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et François Dornier, président du MRG, accompagnés d'une délégation de leur formation respective se sont rencontrés mardi 29 octobre. Cette rencontre « a somme » n'a pas plus que la précédente de 10 septembre abouti à un accord. Cependant, les deux parlements ont prévu une semaine prochaine. Le PS souhaite toujours un accord « global », qui, selon M. Marcel Debarge, secrétaire aux fédérations, ne doit pas souffrir plus de vingt exceptions. Le MRG, de son côté, maintient sa volonté d'avoir un nombre d'élus « honorables » (actuellement ils comptent treize

députés sortants) et d'être présents dans au moins une trentaine de départements, de manière à obtenir un nombre de suffrages « significatif » dans un échantillon des départements « incontestable ».

Le congrès du PS a certes voté un projet de résolution mandant le bureau exécutif pour mettre au point des « propositions en vue de la recherche d'un accord avec le MRG ». Pour M. Emile Zuccarelli, vice-président du MRG, présent à Toulouse, cette démarche est « a priori positive ». Quant à l'accord, M. Zuccarelli rappelle que lors de leur congrès de septembre, les radicaux de gauche avaient écarté l'hypothèse d'un accord national avec le PS qui prendrait « la forme généralisée de listes communes », c'est-à-dire pas une « entente » afin de ne pas nuire « inutilement » à la majorité présidentielle.

A. Ch.

GUY SORMAN L'Etat minimum

Rendons à Guy Sorman ce qui est à Guy Sorman ; il a su le premier lever l'étendard de la relève idéologique. On pourra en prendre ou en laisser, un peu, beaucoup. On pourra s'irriter, l'acclamer, douter, froncer le nez. Mais il faut lire l'Etat minimum.

Catherine Nay



GUY SORMAN
L'Etat minimum

ALBIN MICHEL

Maitris
LA BAISSÉ DES PM
L'INVITE DE MANI
L'INNOVATION
DANS LE BATHING

كتاب الاصل

Handwritten text at the top left of the page.

POLITIQUE

Un entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

Mais surtout je voudrais souligner une des caractéristiques du chômage en France : nous sommes, avec l'Italie et l'Espagne, le pays occidental qui a la plus forte proportion de jeunes chômeurs entre dix-huit et vingt-cinq ans. Dans les solutions à trouver, c'est sur ce point qu'il faudra agir en priorité.

Revenons au commerce extérieur, dont vous avez dit qu'il allait poser un problème aigu à notre économie ?

Le point très important effectivement, c'est notre fragilité extérieure, et elle n'est pas connue des Français. C'est pourtant elle qui a amené le gouvernement socialiste à renverser sa politique économique en 1983. Sur la lancée de 1981-1982, il était inévitable que la France ferme ses frontières, renonce à ses accords internationaux, éventuellement sollicite des dispositifs d'exception vis-à-vis de la CEE. Ce choix a été écarté. Normalement, après trois dévaluations, nous devrions avoir aujourd'hui un commerce extérieur fortement excédentaire. Or nous avons toujours une situation déséquilibrée, et nous ne savons pas ce qui arriverait si la demande intérieure augmentait plus vite, et si la croissance s'accélérait. La petite reprise qui se manifeste actuellement et le déficit commercial qui s'est creusé en septembre montrent bien notre vulnérabilité.

Pour situer notre faiblesse, un seul chiffre suffit. A la fin septembre notre déficit commercial atteignait 20 milliards de francs, alors que l'Allemagne fédérale enregistre pour 1985 un surplus commercial de 240 milliards de francs, et prévoit pour 1986 un excédent de 300 milliards de francs.

Le fait d'avoir une balance des paiements courants en train de se rééquilibrer montre que l'excédent des services compense le déficit des marchandises. Cette évolution ne vous semble-t-elle pas rassurante ?

Non ! Avec la charge que représente la dette extérieure - en intérêts et en capital - nous devrions avoir, pour être à l'aise, des excédents de paiements courants de 40 à 50 milliards de francs par an. Or, actuellement, l'équilibre est tellement précaire que peu de choses nous feraient retomber dans le déficit. La libération du contrôle des changes sur les opérations courantes, pourtant nécessaire, et qui comporterait la possibilité pour les acheteurs de se couvrir à terme, entraînerait automatiquement une sortie de devises de l'ordre de 40 milliards de francs. Un petit pays peut compenser un commerce extérieur déficitaire par des échanges de services excédentaires. Mais un pays industrialisé comme la France ne peut pas se satisfaire d'une telle situation, qui démontre qu'il subsiste un mal à guérir, et que ses industries sont insuffisamment compétitives.

Alors pourquoi cette fragilité ?

A cause de l'évolution de nos prix qui est restée plus rapide que l'évolution des prix étrangers au cours de la période 1983-1985, et cela malgré un net ralentissement de l'inflation en France. Si notre commerce extérieur reste déficitaire, c'est que nos prix ne sont pas compétitifs.

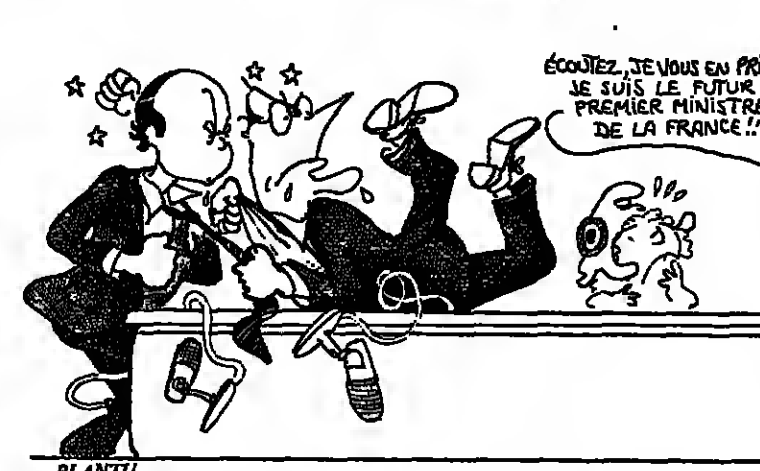
Je voudrais souligner deux points à ce sujet par rapport à

l'explication qu'en donne le ministre de l'économie et des finances. Premier point : M. Bérégovoy indiquait à l'Assemblée nationale que la différence entre notre taux d'inflation et celui de l'Allemagne s'était fortement réduit. Le ministre raisonne en valeur absolue alors qu'il faut raisonner en rapport de taux d'inflation. Supposez que la hausse des prix eût les uns soit de six, et eût les autres de douze : le différentiel d'inflation est six. Deux ans plus tard, les uns font trois, les autres font six. Le différentiel paraît réduit de trois points, mais le rapport des taux d'inflation est resté le même. Si nous regardons ce qui s'est passé entre la France et l'Allemagne, on constate que nous sommes pratiquement restés dans le même rapport de taux d'inflation qu'en 1981.

D'autre part, on ne sait pas quelle serait l'évolution des prix français si ceux-ci étaient réellement des prix de marché. J'ai posé la question au ministre de l'économie et des finances, et il m'a dit que 80 % des prix industriels étaient actuellement libres. Mais j'ai voulu savoir quelle était la part des prix libres dans l'indice des prix à la consommation, et il m'a répondu que la proportion n'était plus que de 40 % ! Encore faudrait-il savoir ce qu'on appelle « prix libre », et quelle est la marge d'appréciation laissée au décideur.

Si les prix étaient totalement libérés dans l'industrie, le commerce, les services, quel serait à votre avis l'effet sur l'indice ?

Je pense que l'effet serait supérieur à un point. Cet effet représenterait le besoin de financement actuellement non satisfait des entreprises. Un besoin qui s'exprimerait sur le marché, si celui-ci était réellement libre.



PLANTU.

l'explication qu'en donne le ministre de l'économie et des finances. Premier point : M. Bérégovoy indiquait à l'Assemblée nationale que la différence entre notre taux d'inflation et celui de l'Allemagne s'était fortement réduit. Le ministre raisonne en valeur absolue alors qu'il faut raisonner en rapport de taux d'inflation. Supposez que la hausse des prix eût les uns soit de six, et eût les autres de douze : le différentiel d'inflation est six. Deux ans plus tard, les uns font trois, les autres font six. Le différentiel paraît réduit de trois points, mais le rapport des taux d'inflation est resté le même. Si nous regardons ce qui s'est passé entre la France et l'Allemagne, on constate que nous sommes pratiquement restés dans le même rapport de taux d'inflation qu'en 1981.

D'autre part, on ne sait pas quelle serait l'évolution des prix français si ceux-ci étaient réellement des prix de marché. J'ai posé la question au ministre de l'économie et des finances, et il m'a dit que 80 % des prix industriels étaient actuellement libres. Mais j'ai voulu savoir quelle était la part des prix libres dans l'indice des prix à la consommation, et il m'a répondu que la proportion n'était plus que de 40 % ! Encore faudrait-il savoir ce qu'on appelle « prix libre », et quelle est la marge d'appréciation laissée au décideur.

Si les prix étaient totalement libérés dans l'industrie, le commerce, les services, quel serait à votre avis l'effet sur l'indice ?

Je pense que l'effet serait supérieur à un point. Cet effet représenterait le besoin de financement actuellement non satisfait des entreprises. Un besoin qui s'exprimerait sur le marché, si celui-ci était réellement libre.

l'explication qu'en donne le ministre de l'économie et des finances. Premier point : M. Bérégovoy indiquait à l'Assemblée nationale que la différence entre notre taux d'inflation et celui de l'Allemagne s'était fortement réduit. Le ministre raisonne en valeur absolue alors qu'il faut raisonner en rapport de taux d'inflation. Supposez que la hausse des prix eût les uns soit de six, et eût les autres de douze : le différentiel d'inflation est six. Deux ans plus tard, les uns font trois, les autres font six. Le différentiel paraît réduit de trois points, mais le rapport des taux d'inflation est resté le même. Si nous regardons ce qui s'est passé entre la France et l'Allemagne, on constate que nous sommes pratiquement restés dans le même rapport de taux d'inflation qu'en 1981.

D'autre part, on ne sait pas quelle serait l'évolution des prix français si ceux-ci étaient réellement des prix de marché. J'ai posé la question au ministre de l'économie et des finances, et il m'a dit que 80 % des prix industriels étaient actuellement libres. Mais j'ai voulu savoir quelle était la part des prix libres dans l'indice des prix à la consommation, et il m'a répondu que la proportion n'était plus que de 40 % ! Encore faudrait-il savoir ce qu'on appelle « prix libre », et quelle est la marge d'appréciation laissée au décideur.

Si les prix étaient totalement libérés dans l'industrie, le commerce, les services, quel serait à votre avis l'effet sur l'indice ?

Je pense que l'effet serait supérieur à un point. Cet effet représenterait le besoin de financement actuellement non satisfait des entreprises. Un besoin qui s'exprimerait sur le marché, si celui-ci était réellement libre.

MAITRISE de L'ENERGIE

LA BAISSE DES PRIX DE L'ENERGIE
une occasion de préparer l'avenir

L'INVITE DE MAITRISE
Robert Chapuis, député de l'Ardèche
président de la Mission d'information parlementaire
sur le bilan de la maîtrise de l'énergie

MARDI 5 NOVEMBRE
DANS « LE MONDE »
DATE 6

L'INNOVATION
DANS LE BATIMENT

La « domotique », vous connaissez ?
La terre, nouveau matériau ?

mon sieur carven

Nouvelle Collection
Vernissage
Costumes Super Cent

75, Faubourg Saint-Honoré. Paris 8^e
Parking possible en face

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA JEUNESSE

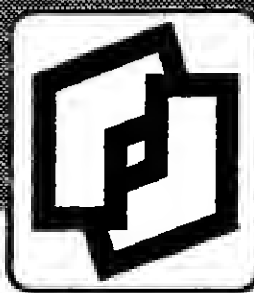
Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chaque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dominique, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé, ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).



Mutuelles
Unies



DROUOT
ASSURANCES



FONDATION ELF AQUITAINE



GUILDE EUROPÉENNE
DU RAID

Plus de 80 associations, entreprises et collectivités locales,
La Guilde Européenne du Raid, organisatrice

remercient :

Le Conseil Général et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lot-et-Garonne, la ville d'Agen,
le Groupe AXA - Mutuelles Unies, Groupe Drouot -
d'avoir permis le succès du

3^e FORUM INTERNATIONAL DE LA COOPÉRATION VOLONTAIRE

AGEN 3

dont les principaux événements ont été :

LA RÉVOLUTION AUX PIEDS NUS.

Rapport au club de Rome, présenté par son Secrétaire Général Bertrand Schneider, sur l'action des O.N.G. pour le développement à travers le monde et les témoignages de : Guido Delran (Cuzco - Pérou) ; Hernan Rodas (Azuay - Équateur) ; T.K. Mathew (Assefa - New Delhi) ; Thierno Kane (Congad - Dakar) ; Père Jean Lecomu (Cepromar - São Luís do Maranhão) ; Vincent Ferrer (Rural Development Trust - Inde) ; Docteur Mariko (Niger) ; Docteur Zina (Burkina).

ENTREPRISES SANS FRONTIÈRES.

La première grande rencontre entre Associations de Coopération Volontaire et entreprises. "Les associations entreprennent. Les entreprises s'associent. Les entreprises entreprennent."

Avec la participation de : Nicolas Beroff, C.I.D.R., Autrèches ; Jean-Paul Vigier, Fonds Commun de Placement, Faïm et Développement, C.C.F.D. ; Jean-Régis Hurin, Président-Directeur Général de Ouest France ; Christian Beullac, Président du Centre Nord-Sud de l'Institut de l'Entreprise ; François-Xavier Dehaye, Fondation Elf Aquitaine ; Maurice Biederman.

BOURSE AUX PROJETS.

Présidée par le Professeur Alexandre Minkowski qui a présenté l'action et les objectifs des associations sur le terrain : **Mer de Chine - Bangladesh - Sahel - Afghanistan - Liban - Nord-Est Brésilien - Andes - Soudan - Éthiopie - Kampuchéa...** avec attribution des Dotations de la Coopération Volontaire par les Laboratoires UPSA, Gardeil, la Ruche Méridionale et le Grand Prix Paris-Match de la Coopération Volontaire attribué au Père Jean Lecomu, venu au Forum de la banlieue de São Luís do Maranhão où il œuvre depuis plus de 15 ans.

avec également la participation de :

François d'Arthurs, Co-fondateur du Forum d'Agen ; Michel Aubertin, Argus de l'Assurance ; Docteur Jacques Auleng, Président du CODAC ; Claude Bébér, P.-D.G. AXA - les Mutuelles Unies, le Groupe Drouot - Alain Boinet, Coordination Afghanistan ; Menotti Rottazzi, Comité Français Contre la Faim ; Gérard David, Mission Bioforce ; Jean-François Deniau ; Jean-François Poncelet, Président du Conseil Général de Lot-et-Garonne ; Gérard Fuchs, Président de l'Office National d'Immigration ; Docteur Greletty-Bosviel, Directeur des Secours et de l'Urgence Croix Rouge Française ; Paul-Arnaud Hérissey (Imprimerie Hérissey) ; Emmanuel Jahan, Directeur du Centre Nord-Sud de l'Institut de l'Entreprise ; Bernard Kouchner, Président d'Honneur de Médecins du Monde ; Claude Malheret, Directeur de Médecins sans Frontières ; Pierre Mauger, Maire d'Alençon, Secrétaire Général de l'Association des Maires de France ; Général Mirambeau, Président de S.O.S. Sahel International ; Docteur Charles Mérieux, Président de la Fondation Mérieux ; Jacques Perrin, cinéaste ; Manuel Pietri, Secrétaire Général d'A.L.C.F. ; André Tissière, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lot-et-Garonne ; Patrice Boissy, Guilde Européenne du Raid ; Compagnie Industrielle des Lasers - Cilas Alcatel.

La Coopération Volontaire, notre image de la France, une volonté pour l'Europe.

• RENDEZ-VOUS A L'AUTOMNE 1986 POUR AGEN 4

• Dès demain se poursuit LA BOURSE AUX PROJETS DU FORUM D'AGEN.

Associations, entreprises, collectivités locales, coordonnent leurs actions pour l'urgence et le développement.

• FORUM D'AGEN, Guilde Européenne du Raid - 11, rue de Vaugirard - 75006 PARIS

Tél. : (1) 43 26 97 52. Délégué général Patrick Edel.

Cette page a été financée par : Entreprises Sans Frontières, Club des Entreprises soutenant la Guilde Européenne du Raid et le Forum d'Agen.

Les dotations attribuées aux projets d'associations par le Fonds de la Coopération Volontaire sont déductibles des revenus et bénéfices imposables du fait du statut d'utilité publique de la Guilde Européenne du Raid. Les contributions peuvent être adressées à celle-ci.

P.S. : Ceux qui "pour mieux travailler ensemble" organisent un colloque le jour de l'ouverture du Forum sur le même sujet sont invités à Agen l'année prochaine.



à retourner à FORUM D'AGEN - 11, rue de Vaugirard - 75006 PARIS.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Souhaite recevoir le Numéro Spécial d'Aventure au XX^e Siècle sur la Coopération Volontaire (120 pages - 66 articles). Et joint son règlement de 40 FRANCS (port inclus) à l'ordre de la Guilde Européenne du Raid.

مكتبة الأعمال

الاحداث



société

LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION

Mme Dufoix répond au « Figaro-Magazine »

Quel sera le visage de la France dans trente ans ? Terriblement basané, annonçait le Figaro-Magazine du 26 octobre dans « Un dossier explosif ». Se fondant sur des projections statistiques établies par M. Gérard-François Dumont, président de l'Institut de démographie politique, l'écrivain Jean Raspail prédisait « une France multiraciale devenue multiraciste », qui ne serait plus une nation mais un simple espace géographique, livré aux pires affrontements. « Une vision apocalyptique », selon les propres termes du directeur de l'hebdomadaire, Louis Pauwels.

Le Figaro-Magazine s'attirait immédiatement une réplique au

canon du cabinet de M^{me} Georgina Dufoix. Estimant que l'article de M. Raspail « rappelle les théories les plus folles du nazisme », le ministère des affaires sociales annonçait une réponse chiffrée dans les prochains jours.

Ce contre-dossier a été présenté à la presse mardi 29 octobre. Fondé sur des statistiques bien connues de l'INSEE et de l'Office national d'immigration, il n'apporte aucune révélation. Il n'a donc aucune chance de convaincre MM. Dufoix, Raspail et Pauwels qui partaient du principe que « les chiffres officiels sont faux ».

En 2015, selon le Figaro-Magazine, la France compterait

46 200 000 nationaux français (y compris les naturalisés « automatiques ») et 12 780 000 étrangers d'origine non européenne. C'est absurde, répond le ministère des affaires sociales, qui met en cause, à la fois, les données de base de M. Dumont et les hypothèses retenues pour ses projections. Au point de se demander si « le cheminement n'a pas été inversé, c'est-à-dire si le choix de la base de départ et des hypothèses n'a pas été arrêté en fonction du résultat recherché ». Il n'est pas de péché plus grave pour un statisticien.

Nul ne dispose de statistiques pour 1985. M. Dumont, qui extrapole à partir du recensement général de 1982, estime à 2,6 millions le nombre des étrangers d'origine non européenne. Ce chiffre est supérieur d'un tiers à la réalité, réplique le cabinet de M^{me} Dufoix. Il est « totalement exclu » en effet que cette catégorie d'étrangers ait davantage augmenté en trois ans qu'au cours des deux précédentes périodes intercensitaires de sept ans chacune (1968-1975 et 1975-1982).

Pour arriver à ses conclusions spectaculaires, M. Dumont part du principe que la fécondité des Françaises s'effondrerait (passant de 1,72 en 1984 à 1,25 en 1992), alors que celle des étrangères d'origine non européenne resterait constante (4,69). « Ces deux hypothèses ne correspondent en rien aux observations des sources autorisées », souligne le cabinet de M^{me} Dufoix. La fécondité des Françaises n'est-elle pas quasiment stable depuis dix ans, alors que celle des étrangères est, au contraire, en chute libre ? Pour les algériennes en particulier, le taux est passé de 8,54 pendant la période 1961-1964 à 4,35 en 1980-1981.

Quant au solde migratoire (évalué à 53 000 personnes chaque année par le Figaro-Magazine), le cabinet de M^{me} Dufoix rappelle que l'INSEE ne l'évalue qu'à 36 000 en moyenne pour la période 1975-1985 et que ce chiffre prend également en compte les étrangers d'origine européenne.

L'ASSASSINAT D'UN SYNDIC DE FAILLITE A MOUGINS

Des dossiers à haut risque

De notre envoyé spécial

Nice. — Qui pouvait en vouloir à M^{re} Jean-Marie Gazan ? Deux semaines après l'assassinat, mardi 15 octobre, d'un important syndic de faillite devant son étude de Mougins (Alpes-Maritimes), les inspecteurs de la police judiciaire de Nice se trouvent confrontés à une des « affaires » les plus délicates qu'il leur ait été donné de traiter. La profession de M^{re} Gazan, autant que ses méthodes incisives de travail ne pouvaient que lui attirer de nombreuses inimitiés.

Qu'il s'agisse d'une « exécution », dans le plus pur style du « milieu », ne semble pas faire de doute. Les deux meurs à moto, qui attendaient le syndic devant sa villa isolée, ne lui ont laissé aucune chance. L'attaquant de cinq balles de calibre 11,43 mm, tirées à bout portant, à la nuque et au cou, alors que M^{re} Gazan, après avoir passé sa journée au tribunal de commerce de Cannes, regagnait — lui aussi à moto — son étude.

Mais voilà bien la seule certitude de l'enquête qui commence. S'il semble acquis que c'est dans la pile des dossiers traités par M^{re} Gazan qu'il faut chercher une réponse, la hantise de cette pile a de quoi décourager. M^{re} Gazan, un des deux seuls syndics agréés auprès des tribunaux de commerce de Cannes et de Grasse, ne traitait pas moins de six cents « affaires » : dans chacun de ces dossiers à haut risque sommeillaient a priori des ennemis en puissance.

Le syndic de faillite, qui prend en charge le règlement judiciaire lorsque la société est jugée viable après réorganisation ou, dans le cas contraire, prépare la liquidation de biens, se trouve tout natu-

rellement placé au centre d'un feu croisé de suspicions et d'hostilités.

Tenta-t-il de sauver une entreprise au bord de l'asphyxie, et les créanciers peuvent s'émouvoir. Doit-il, au contraire, assurer la liquidation de biens, conseille-t-il au tribunal de commerce d'ordonner aux dirigeants faillis de combler le passif sur leurs biens propres, et ces derniers peuvent nourrir à son endroit une rancune féroce. Même si les décisions sont édictées, formellement, aux tribunaux de commerce, chacun sait bien que les syndics les plus efficaces exercent sur les juges consulaires une influence souvent déterminante.

Rancune

De l'avis unanime, M^{re} Gazan exerçait ce métier-là avec dynamisme et efficacité. « Il allait au fond de chaque dossier, là où les autres syndics ne vont généralement pas », assure son père, M. Léopold Gazan. A plusieurs reprises, il avait découvert dans les dossiers des entreprises dont il s'occupait des faits constitutifs de délit de banqueroute qui avait donné lieu à des poursuites pénales contre les dirigeants. « Tous les syndics découvrent des faits semblables », souligne-on au parquet de Grasse. Tous, oui. Mais sans doute pas au même degré.

Une nuit d'avril dernier, la villa de M^{re} Gazan avait déjà été plastiquée. L'attentat ne cherchait pas à tuer, mais à donner au syndic un avertissement qui demeura non signé. L'enquête s'était orientée vers un dossier très « chaud » traité par M^{re} Gazan quelques semaines auparavant. Le syndic avait alors pris en charge la liquidation de biens d'une entreprise de travaux publics d'Antibes, la société Cavallo, dossier précédemment retiré par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à un de ses collègues d'Antibes. A deux reprises, des ouvriers de Cavallo

licenciés par M^{re} Gazan étaient venus manifester devant l'étude du syndic. L'enquête n'était cependant pas parvenue à établir un lien entre l'attentat et ce dossier « délicat ».

Pour ce qui concerne l'assassinat, cette piste-là est bien hasardeuse, même si les enquêteurs sont soucieux de ne « se fermer aucune porte ». Bien sûr, également, cet autre indice : quelque temps avant l'assassinat, un dirigeant en faillite, condamné à vendre son propre logement pour combler le passif de sa société, aurait assuré à un tiers, au cours d'une conversation téléphonique, que le plastiquage de son étude « n'était rien », comparé à ce qui attendait M^{re} Gazan.

Vengeance, alors ? Le style de l'« exécution » fait plutôt penser, bien qu'aucune preuve n'étaye cette hypothèse, à un assassinat préventif. On commandite plus facilement ce type de « contrat » sous l'emprise de la crainte que du ressentiment. A-t-on voulu empêcher le syndic de trouver des anomalies dans les comptes d'une ou plusieurs sociétés qu'il était en train d'éplucher ? Certains collègues de M^{re} Gazan s'en assurent persuadés. Dans cette hypothèse, la vérité ne serait alors que plus difficile à établir.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

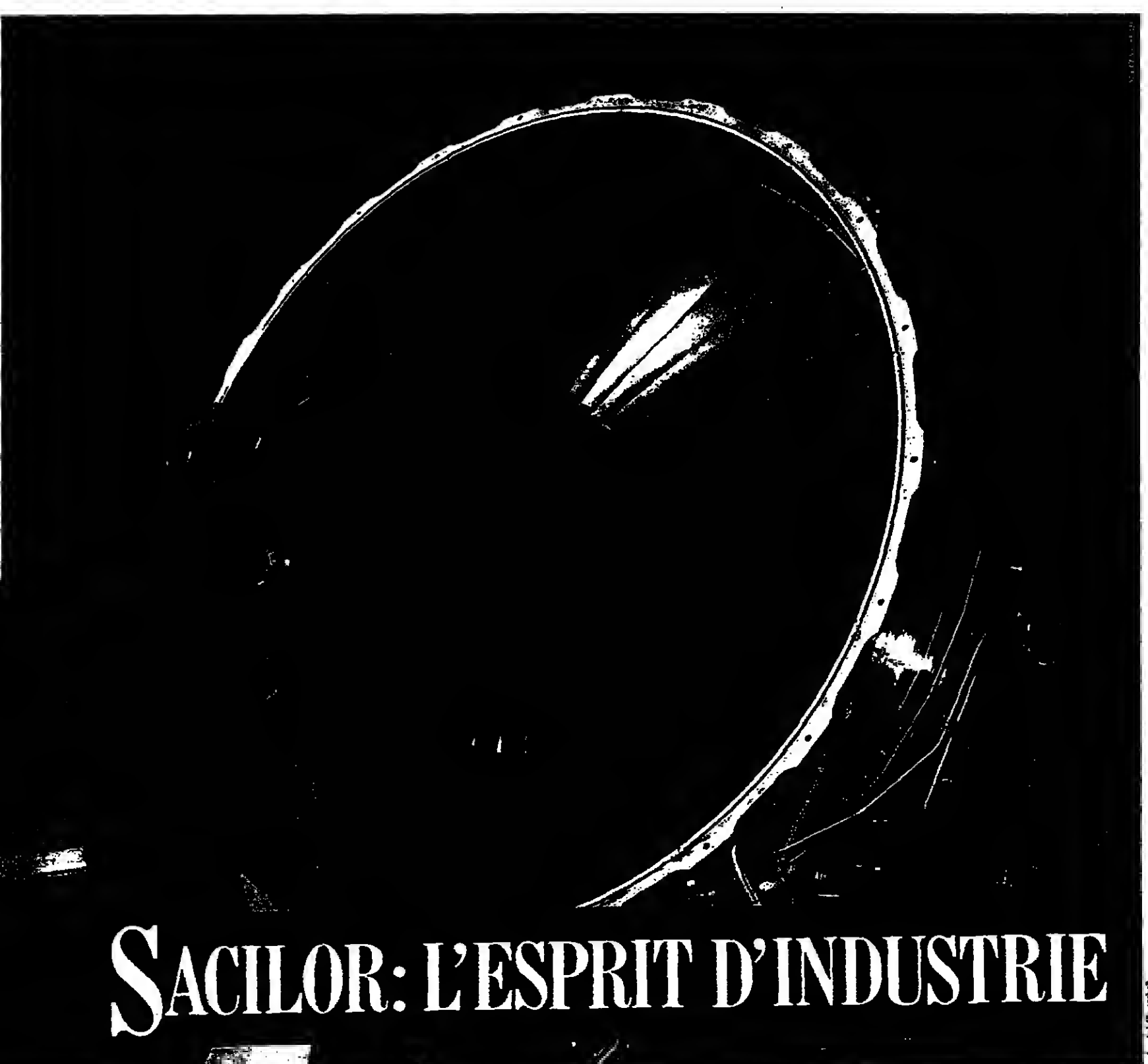
■ M. Peyrefitte et la restauration pénale. — « Une matinée suffira à prendre des ordonnances [pour] rétablir une dizaine d'articles abrogés de la loi « sécurité et liberté » [et] restaurer une justice pénale digne de ce nom », a déclaré M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, cité par le *Matin de Paris* du 30 octobre. Au cours de l'émission « le Grand Jury RTL-le Monde » du 19 juin 1983, M. Peyrefitte avait déjà appelé de ses vœux cette restauration pénale par voie d'ordonnances, mais avait estimé qu'« une semaine » serait nécessaire (le *Monde* du 21 juin 1983).

L'EFFORT DE RECHERCHE.

IMPHY, filiale du groupe SACILOR, intervient autant dans l'infiniment petit que dans l'infiniment grand : des puces d'ordinateur jusqu'à l'arbre du CFM 56-5, moteur qui équipera les Airbus A320. Aujourd'hui, l'effort de recherche conduit à produire des alliages pour toutes les technologies avancées : industries électrique, électronique, aéronautique et spatiale, missiles, énergie nucléaire, télécommunications. C'est par l'ouverture de plus en plus systématique sur de nouveaux secteurs que nous entendons garder notre rang de grande industrie.



pour l'Europe.
d'AGEN.
pour l'urgence
PARIS



SACILOR: L'ESPRIT D'INDUSTRIE

Le capitaine Barril aurait apporté lui-même les pièces à conviction

fnac

Les deux exécutifs de la région, le directeur régional de l'Énergie, Jacques Lacroix, et le directeur régional de l'Équipement, Jean-Jacques Lacroix, ont tenu une conférence de presse à la fin de la semaine dernière pour annoncer les résultats de leur mission. Ils ont déclaré que la mission avait été très fructueuse et que les deux régions ont obtenu de nombreux engagements de la part des entreprises et des associations. Ils ont également annoncé que les deux régions ont décidé de créer un comité de suivi pour surveiller la mise en œuvre des engagements.

pièces à convier

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Martial Solal

LE PIANO DU JAZZ

« **S**ENSIBILITÉ, fraîcheur, créativité et technique extraordinaires, il a tout en abondance » : ainsi parlait Duke Ellington. Pour l'ensemble des commentateurs, des fidèles du début à Paris (1956) aux plus récents, Martial Solal est au sommet de son art. Au lieu de congestionner son jeu, sa maîtrise souveraine (technique, composition) libère totalement son génie du rythme et de l'improvisation. Sa carrière, à certains égards prestigieuse, marquée par les célébrations les plus impressionnantes, n'a pas été simple. Et les tunnels n'ont pas manqué.

Aujourd'hui, nulle consécration officielle de son talent : aujourd'hui adient la reconnaissance d'un travail obstiné et de l'évidence du plaisir. Avec ce mélange de modestie et d'autorité malicieuse où se rassemble sa lucidité, il le dit lui-même.

« Techniquement, je n'ai atteint la plénitude de mes moyens qu'assez récemment. Depuis trois ou quatre ans, pas plus. Grâce à tout un concours de circonstances : la vie en pavillon qui permet de travailler à toute heure, un bon instrument... Il reste délicat de parler de la technique. En jazz, lorsque je suis arrivé à Paris, du moins, la technique était assez mal portée. Elle semblait raidir les effets de l'improvisation, de l'improvisation et de l'instant.

« On est allé assez loin dans cette idée. Maintenant, les choses ont changé. Tous les jeunes musiciens que je vois — et je crois que tous les jeunes pianistes viennent me voir — ont un énorme bagage technique. On sait que la technique permet justement de délivrer le discours. Si c'est pour devenir le plus rapide du monde, elle est efficace, mais cela n'a pas beaucoup d'intérêt. En revanche, elle ouvre précisément cette incroyable possibilité : de jouer moins de notes, d'aller à l'essentiel, de servir brusquement comme on s'abandonne à un mouvement d'humour, à un éclat, de l'oublier enfin... »

« Par bonheur, on a cessé de confondre technique et mécanique. Il m'est difficile de me juger musicalement. Mais je suis en mesure d'apprécier ma technique. Si je dis que je me situe très haut, ce n'est même pas immodeste : je ne suis d'ailleurs pas certain d'être modeste. C'est simplement un constat. Presque chiffrable. En revanche, quand on me compare à Liszt, pas moins, comme vient de le faire une revue de musique, cela m'impressionne parce que je me sens obligé de justifier la comparaison... »

« En un sens, les réticences et l'exigence du public français m'ont aidé. Comme vous ne pouvez convaincre personne de votre sincérité ou de votre émotion en les déclarant, la technique sert

bizarrement de point de départ à la persuasion. Après, lorsqu'on la domine, on peut s'en détacher plus aisément.

« Ce qui est étrange, c'est la façon dont les choses commencent. Je me souviens de cette audition, à Alger, j'étais enfant, où je devais jouer une rhapsodie de Liszt. Le public était dans mon dos. Je ne le voyais pas. Cela a dû contribuer à mon trouble. Toujours est-il que j'ai tout mélangé, la chronologie des différentes séquences, tout, mais sans m'arrêter une seconde. Je me disais que, peut-être, personne ne s'en était rendu compte. J'ai fait illusion. Mon professeur était content, d'ailleurs : il avait apprécié la gymnastique... Plus tard, toujours à Alger, j'ai eu le coup de foudre : l'orchestre n'était pas bon, il jouait Martini, ou une chansonnette de ce genre, mais les musiciens improvisaient. Ils changeaient. Je découvrais qu'on avait le droit de prendre des libertés. Qu'on pouvait prendre le droit de se tromper. Qu'on pouvait chercher à exprimer la musique qui vient de soi. C'est en ce sens que je reste fidèle à la notion et au mot de jazz. Je suis un musicien de jazz.

« Le jazz, je sais moins le définir que le reconnaître : mais au fond, cela reste très subjectif. Il reste évident que le jazz ne tient ni au répertoire, ni à la mélodie ou à la succession des notes. Il y a peu de rapports entre la succes-

sion des notes chez Armstrong et chez Caltrane, par exemple. Pourtant, leurs exécutions respectives sont indiscutablement du jazz. Sont le jazz même... Cela tient à une certaine façon de phraser, de jouer les syncopes (différentes selon le tempo et le style de jazz), à une certaine façon de placer les accents, de se définir par rapport au swing et à la mise en place.

« La mise en place et la distribution des accents, leur intensité, sont décisives. C'est là que commence à vivre la phrase, ce qui pose d'ailleurs des problèmes de notation. Quant à la rigueur rythmique, elle reste l'élément central : ce rythme à quoi l'on identifie le jazz. Les musiciens classiques aussi ont une rigueur métrique, bien entendu. Mais elle ne fonctionne pas du tout de la même façon.

« Avec l'expérience, on acquiert de meilleurs réflexes. Les doigts ne sont plus qu'une courroie de transmission. On se rattrape plus aisément. Mais le maintien de la technique reste indispensable. Sinon, on ne tient pas la distance : comme les boxeurs qui font trois rounds magnifiques et glissent sur leur première — peut de banane — imaginaire... »

« En trio, la complicité et la confiance réduisent les risques. En grand orchestre, on suit le programme. Mais, en solo, le pre-



En solo, en trio ou en grand orchestre, Solal est un de ceux qui ont fait le jazz. Pour ses pairs de la musique classique, il est l'un des grands pianistes d'aujourd'hui. Rendez-vous le 31 octobre au Festival de Paris.

mier morceau est capital pour moi : tout dépend de son accueil et de ce que je ressens... Je ne construis jamais de programme à l'avance. Je navigue à vue. Maintenant, j'aimerais ne jouer que mes compositions, mais il me semble que les standards rassurent le public, au moins pour commencer.

« Entre une partie du public et moi, il y a toujours eu une certaine distance : comme si les gens ne ressentent pas une séduction immédiate. Il me semble que je pourrais faire « plus commercial » sans trop de difficulté, mais je n'y tiens pas. Et pourtant, je ne demande qu'à plaire.

« L'expérience du grand orchestre continue de me retenir, évidemment. Mais, pas plus qu'un orchestre classique, elle n'est viable sans subvention. Pour l'instant, nous ne nous voyons que pour les concerts, avec une répétition. Bien que j'aie la chance de réunir les meilleurs musiciens de pupitre, c'est trop peu. L'idéal serait que, selon le répertoire, chaque musicien ait une partie de concerto pour lui. L'éventail de l'écriture s'élargit aujourd'hui et le jazz bénéficie de toutes sortes de courants, mais je ne vois pas la nécessité de s'orienter arti-

ciellement vers d'autres musiques — qui d'ailleurs peuvent être belles en elles-mêmes, comme la salsa et le tango par exemple, surtout lorsque ce sont ces musiques qui ont emprunté au jazz. Avant le free, je voyais l'avenir du jazz dans un développement de son écriture, de son élaboration. C'est tout le contraire qui s'est produit. Alors je n'ose plus m'aventurer dans les prévisions. Il y a toujours ce besoin attendu par le public et ressenti par les musiciens de se défoncer, de se dépasser dans l'improvisation. Mais, si l'on se heurte à un mur, il faut écrire. C'est en écrivant que le hasard de la recherche permet d'arriver à des formules nouvelles. Pour l'instant, on explore. »

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE.

★ Martial Solal au Festival de Paris, le 31 octobre (Théâtre de la Ville), et au Châtelet (Théâtre musical de Paris), le 2 décembre. Tournée en France en novembre et décembre.

★ A paraître : Martial Solal « live », 1959-1981, coffret de quatre disques (Les Introvouables 1 et 2, Standards en solo... ou comment s'en débarrasser, Rencontres, avec Grappelli, John Lewis, Didier Lockwood, Niels Henning Ørsted Pedersen, Jean-Louis Chan-tempe) distribué par Muzidisc.



Ti Fock.

Enthousiasme du public pour le jazz et les musiques populaires à la Réunion.

Une richesse de l'île : le musicien Ti Fock, gourou à la Bob Marley, qui joue le maloya et chante en créole.

en tournée la même semaine dans cette partie du globe, a totalisé un peu plus de 14 000 personnes dans l'île. Charlotte Couture et Bernard Lavilliers l'avaient précédé de quelques semaines. Téléphone a joué devant 7 000 personnes, dont 5 000 résidents. Sinon, il faut remonter aux années 70 avec Johnny Hallyday, qui avait, se souvient-on sans être sûr des chiffres, établi un score comparable à celui des quatre rockers parisiens. Le succès mérité des frères Touré, accueillis en héros, est celui d'une musique à vocation internationale et d'un groupe en passe de devenir l'un des plus importants en France, qui, à force de tourner (ils reviennent du Japon), présente un spectacle riche et formidablement au point.

A l'échelle de la Réunion, ce succès est révélateur d'une demande. En outre, il a sans doute permis d'équilibrer l'opération, dont le coût global s'élevait à 1 900 000 francs (avec une subvention de 1 000 000 de francs du ministère de la culture et du conseil général). Pour Paul Mazala, le directeur de la MJC de Châteaun-Morange, soutenu dans ce projet par Christian Mousset, le programmateur du Festival d'Angoulême, l'important était avant tout de créer un précédent en allant à la rencontre du public. Même si c'est peu — mais c'est une première, — les 150 personnes qui ont vu Celea-Couturier Group à Saint-Joseph ou à Saint-Benoît, comme celles qui ont vu Eddy Louiss et Hama Music au Tampon, n'ont pas caché leur enthousiasme. La grande majorité d'entre elles

n'avaient jamais assisté à un concert de jazz.

Les musiciens renommés connaissent avec plusieurs années de retard, et augmentées par les limites de l'île, les mêmes difficultés que leurs homologues métropolitains : le matériel est hors de prix ; il est dans la quasi-impossibilité d'enregistrer, même s'il existe depuis peu un studio vingt-quatre pistes et la bonne volonté d'un producteur, la diffusion est réduite à la portion congrue, à quoi s'ajoute le silence des médias : pendant la période du festival, les trois quotidiens ont largement couvert l'événement, les radios locales — il en existe une vingtaine — ont fait l'impasse pour la plupart selon une logique de programmation bas de gamme : quant à la télévision (RFO), il a fallu les 20 000 personnes de Touré Kunda pour qu'une équipe se déplace. Enfin, si l'on réussit à faire une tournée dans l'année, il reste les bals. Au bout de la chaîne, comme ce fut le cas dans l'Hexagone, le public oppose son dédain aux groupes réunionnais et leur préfère les productions du hit-parade.

Pourtant, la Réunion possède une richesse en la personne de Ti Fock, qui pourrait bien, si on lui en donne les moyens, devenir une carte de visite internationale pour la France. Ti Fock habite une petite maison en bordure de mer à Saint-Paul avec sa femme et ses enfants. Là, il y a en permanence les amis, les musiciens qui répètent dans le jardin. C'est la famille, et Ti Fock y évolue un peu comme un gourou. On pense aussitôt à Bob Marley. De la même façon, quand on le voit bou-

ger sur scène, ce petit homme de trente-neuf ans, barbichette et cheveux coiffés de dread-locks, la ressemblance est frappante. Comme Marley enfin, ce musicien possède un incroyable talent de synthèse, même s'il opère à partir de racines différentes.

Ti Fock a appris le maloya, la musique traditionnelle de l'île, avec Lo Rwa Kaf (« ce sont les vieux qu'on respecte », dit-il). Il l'a joué dans les ghettos, de bal en bal. Pen à peu, il a intégré ses rythmes au jazz, il a formé un groupe (ils sont neuf autour de lui), électrifié les instruments. Aujourd'hui on entend dans sa musique des références à Magma (les chœurs lyriques), à Frank Zappa. Pourtant, Magma, il ne connaît pas. Quant à Zappa, il pensait que c'était un musicien noir. Il parle plus volontiers d'Hector Berlioz, entendu il ne sait plus comment, et qui lui fait penser, ajoute-t-il en riant, à du jazz-rock. Ti Fock n'a pas d'argent pour acheter des disques. Quand on lui parle d'un musicien, il demande qu'on lui enregistre une cassette. « Lorsque j'écris un disque, dit-il, c'est pour l'analyser, le décortiquer, essayer de comprendre ce que les musiciens ont voulu faire, ce qu'ils apportent de neuf. Si ça me convient, je l'adapte. »

Lui-même n'est pas un grand technicien. Sur scène, il lui arrive de faire semblant de jouer de sa guitare. Mais il porte en lui un sens développé du métissage, qui donne à sa création une véritable identité. Parce qu'il joue le maloya et qu'il chante en créole (le « ghetto créole »), à cause

aussi de ses dread-locks, pendant longtemps, dans l'île, on se moquait de lui, on le disait sale, on l'accusait de se droguer, on le voyait comme un danger et on l'ignorait. Exactement comme Marley à ses débuts. Depuis le Festival d'Angoulême qui l'a révélé, les choses ont un peu bougé. Dans la presse, on le cite comme « la » vedette locale. D'autres groupes le suivent et se recommandent du maloya, même s'ils restent encore frileux dans la pratique. Ti Fock a obtenu une subvention du conseil régional

pour s'acheter du matériel. On parle d'une autre qui lui permettrait de séjourner avec ses musiciens pendant un an à Paris. Avec lui, la Réunion a tout à gagner. Comme Marley l'a été de la Jamaïque, Ti Fock, avec un peu d'expérience, peut être son meilleur ambassadeur.

ALAIN WAIS.

★ Un livre de Nathalie Steinberg et Elisabeth Desouches sur Touré Kunda vient d'être publié aux éditions Esprit.

Jazz à la Réunion

UN AMBASSADEUR POUR LA FRANCE

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE

à partir du 8 novembre
JEAN ROCHEFORT
dans

BOULEVARD
DU MELODRAME
de Juan PIÑEIRO

Mise en scène : Alfredo ARIAS

THEATRE DE LA COMMUNE
Tel. 48.34.67.67

en coproduction avec le Festival d'Automne

Les spectateurs sont jeunes, héros et acteurs doivent suivre. Au sommet du box-office, on ne peut plus camper sans souci. Les stars le savent bien, dont les stratégies et les carrières reflètent l'état du cinéma français. A eux le premier rôle.

Le cinéma français

VOICI VENU OU REVENU



Isabelle Adjani.

Gérard Jugnot.

Pascale Laffont.

DEPUIS le temps, la sensation précédant la réalité, que le cinéma français était déclaré « dans un état préoccupant », il fallait bien s'attendre qu'un jour des chiffres, des signes concrets, ponctuant un diagnostic pessimiste. Les voilà. Ils arrivent, par un automne aux éraux moroses : la fréquentation des salles a baissé de 10 %. Il se projette moins de films en 1985 qu'en 1984, moins encore en 1986.

Les « meilleures cibles » nationales mitonnées ce dernier trimestre avec amour de la recette et avec l'aide de stars tricolores font des scores décevants : le *Marriage du siècle* (avec Anémone et Thierry Lhermitte), *Bras de fer* (avec Bernard Giraudeau et Christophe Malavoy), *On ne meurt que deux fois* (avec Michel Serrault et Charlotte Rampling), le *Quatrième pouvoir* (avec Philippe Noiret et Nicole Garcia), sont, à des niveaux différents, emportés dans une mauvaise tourmente. Et il faut bien la force monolithique — scénarios antédiluviens et réalisateurs plutôt anonymes — de nos vieilles gloires nationales, Delon (*Parole de flic*) et Belmondo (*Hold-up*) pour que cette fin d'année ne soit pas tout entière vouée à l'ambiguïté du phénomène *Rambo*.

Sale temps, on en conviendra, pour une industrie artistique qui se fait toujours la plus résistante d'Europe, mais qui se sent glisser lentement sur une pente dangereuse. Ici ou là, une bonne surprise comme *Trois Hommes et un couffin*, de Coline Serreau, qui fait mieux que les « snecés garantis d'avance » de *Mad Max* — dont la corde s'use — et du James Bond curvée 1985 (*Dange-*

reusement votre), dont la corde a peut-être cassé. Mais dans l'ensemble personne ne songe à crier victoire.

« Préoccupés » : voilà ce que disent d'eux-mêmes tous les spécialistes du cinéma national penchés sur les données chiffrées de ces brumes automnales. Comme un serpent qui se mord la queue, on voudrait pourtant chercher encore ailleurs qu'en soi-même, ailleurs qu'à son propre stade de responsabilité, les causes du mal. Le producteur du côté du distributeur, le distributeur du côté des exploitants ou du système réglementaire, le cinéaste du côté des scénaristes, etc. Chacun, dans les vingt ou trente bureaux capitonnés qui « fout » les écrans hexagonaux ressent un malaise identique, chacun tâtonne, admettant même que les vieilles recettes peuvent s'essouffler, la veine se tarir. Mais la faute est toujours, c'est normal, rejetée sur l'autre.

Pour mettre fin à ce mouvement tournant, qui, s'il donne le vertige, ne fournit que peu de clés, il nous a paru pour une fois intéressant d'aller explorer le point de vue des grands acteurs, des dix, des vingt du dessus du panier, pour tenter d'y lire, à travers la gestion de leur carrière, de leur évolution, quelques signes plus clairs de la mélancolie ambiante.

Pourquoi les stars ? Parce qu'il apparaît de plus en plus que, après l'ère des cinéastes — la nouvelle vague et le ciné d'auteurs, — après le règne des producteurs, voici sans doute venu ou revenu le temps des comédiens. Le point d'énergie, la tension de l'innovation, en tout cas, paraissent s'être déplacés dans le petit monde du

cinéma, quelques années après qu'un phénomène identique a vu le jour aux Etats-Unis.

C'était sensible au dernier Festival de Cannes. Les acteurs, à commencer par les plus grands, donnent parfois l'impression de légèrement s'ennuyer dans les films. Médiocrité des scripts, selon certains, fin de l'époque des grands monstres de la caméra, instinct, préconscience d'une certaine modernité qui passerait d'abord par les nerfs des acteurs avant d'être mise en théorie ou en images... L'explication demeure floue. Une chose est sûre : même dans les secteurs, disons plus conventionnels, du box-office national, on planche actuellement plus fort, on réfléchit plus vite que chez les producteurs, la plupart des distributeurs ou des réalisateurs.

On réfléchit, surtout, différemment. D'abord parce qu'en cette période d'incertitudes, les acteurs du sommet ont le plus à perdre des errances visibles du cinéma national. Nul, on le voit en ce mois d'octobre, n'est vraiment à l'abri d'un revers de fortune. A la différence des grandes carrières de l'après-guerre, où Gabin, Fernandel, se maintenaient au plus haut niveau en jouant, comme le dit un distributeur, « dans deux mauvais films sur trois », le rapport entre le box-office, la qualité d'un film et le talent de l'acteur est aujourd'hui à la fois plus mouvant et plus complexe. Belmondo et Delon mis à part pour l'instant, tous les autres, surtout ceux et celles des générations montantes, savent qu'ils risquent de se diminuer rapidement si l'envie leur prend de se contenter d'une série de succès, de rôles trop voisins, d'un répertoire répétitif.

C'est Guy Bonnet, l'agent et l'ami de Bernard Giraudeau, qui le dit : « Les longues carrières de vingt ans sont sans doute terminées. Combien resteront au top niveau plus de cinq ou six ans s'ils ne changent pas d'image ? Bien peu, j'en ai peur. » Le public français du cinéma est aujourd'hui âgé de moins de vingt ans dans sa grande majorité. « Et les gosses n'ont pas de mémoire », nous confie Claude Davy, attaché de presse des films de Pialat et de Godard. Les affamés de *Rambo* ou des produits Spielberg auront, nul n'en doute, du plaisir, par exemple, à voir un film de Lino Ventura à la télévision et ce, sans souci de la chronologie de sa filmographie. Mais gagneront-ils encore les salles pour voir ce comédien dans son dernier rôle ? C'est moins sûr et cela n'enlève rien au talent de Ventura. Le cinéma est en train de devenir, au moins quatre fois sur cinq, « un loisir » fast-foods, un divertissement à consommer dans l'urgence, une mode chassant l'autre, avec des héros qui, de plus en plus souvent, doivent avoir l'âge de leurs jeunes spectateurs. Et pour des histoires d'aujourd'hui ou de demain que le milieu du cinéma, adulte en crise, ne trouve que fort rarement.

Cruelle équation. De quoi inquiéter même des acteurs vedettes comme Giraudeau ou Richard Berry. « Alors que cela marche fort pour eux », dit un autre agent, « ils se savent déjà menacés ». Parce que l'industrie cinématographique injecte, par acclamation du jeune public, à chaque saison une nouvelle génération de stars ou prétendues

telles. En trois films, Christophe Lambert est déjà un acteur d'avergure internationale. Lambert Wilson (*Rendez-vous*, d'André Téchiné) est actuellement le jeune comédien le plus demandé. Et il y a, pour s'en tenir à une même catégorie de talents, Malavoy, Robin Remond, Derrière eux, déjà, Jacques Bonnaffé et Jean-Hugues Anglade. Bientôt, Tom Novembre et tant d'autres. Bref, ça pousse par le bas, dès dix-huit ans, et les tout jeunes trentenaires passent vite, à la vitesse de ce phénomène, pour des vedettes installées. Donc, déjà en danger.

D'où la nécessité pour les « stars » de mieux s'investir. De mieux choisir. Parfois, de se remettre en question. « C'est plus facile aujourd'hui », explique Marjorie Israël, cofondatrice d'Arté, une agence qui tente de rendre à l'acteur, une place plus « mobile », parce que les grands comédiens sont des gens intelligents, peut-être plus concernés, plus impliqués qu'autrefois dans le sort de l'industrie cinématographique.

Ces prises de conscience, à tout seigneur tout honneur, commençant au niveau financier. Fini le temps des gros cachets bruts dont 60 % au moins allait immédiatement au fisc. L'acteur préfère investir son image en millions de francs dans le montage d'un film ou dans les bénéfices qu'on espère en tirer. Ainsi, Bernard Giraudeau n'a pas encore été payé pour *Bras de fer* de Gérard Vergey : il touchera son dû par paliers sur le nombre d'entrées. Comme Lambert Wilson, dans *Rendez-vous*. D'autres sont allés encore plus loin, en créant leur propre maison de production. Anémone a déjà la

sième, comme Gérard Jugnot, Isabelle Adjani, Depardieu et Pierre Richard. Christophe Lambert aura la sienne, comme Giraudeau, ou Berry. Ces initiatives n'ont pas pour seul but de moins gratifier le fisc en gros prélevements. La loi contraint les maisons de production à développer leurs activités et la seule conservation des cachets de vedettes ne peut en aucun cas constituer l'unique raison sociale de cette floraison de créations de jeunes PME.

Non, les auteurs-producteurs trouvent bien davantage dans ces reconversions financières le moyen de devenir les véritables partenaires des producteurs ou des distributeurs. Quand Gérard Lanvin engage dans le montage d'un film l'un des plus gros « salaires » actuels du cinéma français, il cesse d'être simplement la « star », un nom d'affiche chargé de remplir les salles. Il compte pour un tiers au moins dans la responsabilité morale, artistique et économique d'une équipe aventureuse. Il est en mesure d'influencer l'écriture, le style de réalisation, etc.

Et cela tombe bien, car plusieurs grandes vedettes au moins manifestent ces temps-ci, autant par goût profond — et souvent involontairement sous l'ancien star-système — que par réflexe de conservation, de fortes envies d'auteurs, voire de cinéastes. On le sait désormais : Michel Blanc, acteur étonnant et « typiquement contemporain » comme le dit un distributeur, a déjà virtuellement opté pour la mise en scène, après le succès de *Marche à l'ombre*. On prête par exemple, à plus ou moins long terme, les mêmes objectifs à Bernard Giraudeau.



Juliette Binoche.

Jacques Bonnaffé.

Sophie Marceau.

MAISON DU DANEMARK
142, CHAMPS-ÉLYSÉES - M^e ÉTOILE
FLEURS
ornement - embellissement - décoration
POUL GERNES
Tous les jours, de 13 h à 19 h - Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h
JUSQU'AU 24 NOVEMBRE - Entrée libre

SALON D'AUTOMNE
AUX SOURCES
DE L'IMPRESSIONNISME
CEUVRES CONTEMPORAINES
du 17 octobre au 3 novembre inclus
GRAND PALAIS - PARIS

MORETTI
AU MUSÉE DE LA POSTE
34 bd de Vaugirard Paris 15e

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES
LE PASSÉ COMPOSÉ
Les 6x13 de J.-H. LARTIGUE
GRAND PALAIS
avenue Winston-Churchill
Tous les jours de 12 h à 19 h
jusqu'au 26 janvier 1986

CARRIZEY
70 œuvres récentes
du 1^{er} au 15 novembre 1985
à la Galerie HEROUET
44, rue des Francs-Bourgeois
75003 PARIS Tél. : 42-78-62-60

XX^e SALON du DIX au QUINZE
avec « Hommage » à Jean Tzafra
Jean Campistron, invité d'honneur
MAIRIE DU 4^e ARRONDISSEMENT
2, place Baudoyer - Paris
29 OCTOBRE - 18 NOVEMBRE 1985

KÉ VOÏ ?

IVRY-SUR-SEINE
GALERIE FERNAND LÉGER
89 bis, av. Georges-Gosnat
(Métro Mairie-d'Ivry)
« IMAGERIE POPULAIRE
DE L'INDE CONTEMPORAINE »
du 25 octobre au 30 novembre
t.l.j. de 14 h à 19 h sauf dim. et fêtes
Verbeage 24 octobre de 18 h à 21 h

PEINTURES - GRAVURES
THE WISSEN
PALAIS DES CONGRÈS
AIX-EN-PROVENCE
du 28 octobre au 1^{er} décembre
tous les jours de 15 h à 19 h, sauf mardi

Maison de la Culture Grenoble
direction : Jacques Bon, Georges Lavaudant
Novembre à Grenoble
Daphnis et Chloé - Jean-Claude Gallotta/Groupe
Emile-Dubois.
Groom - Jean Vautrin/Chantal Morel.
Café Müller - Pina Bausch/Tanztheater de
Wuppertal.
Orchestre de chambre de Stuttgart - Karl
Münchinger.
Ballet de l'Opéra de Paris - Chorégraphies de
N. Christe, G. Bulanchine, A. Bournonville,
R. Nouriev, M. Béjart.
Inde - Nagesvara Rao, Svarnamouki.
Régime sans pain - Avant-première du film de
Raoul Ruiz avec Angel/Maimone Entreprise.
Exposition - Anne et Patrick Poirier.
Remise en scène : 20-25-04-85
Réservation : 0461-0461-0461

ECOLE SPECIALE DES ARTS ET TECHNIQUES DE LA MODE
ESMOD
RENOMMÉE INTERNATIONALE
1200 ÉTUDIANTS À PARIS
ÉCHANGES AVEC F.I.T. NEW YORK F.I.D.M. LOS ANGELES
16, Bd MONTMARTRE - 75009 PARIS - (1) 42.46.93.48 85, Bd CESSOLE - 06100 NICE - 93.84.83.67
5 ÉCOLES DANS LE MONDE
62 NATIONALITÉS REPRÉSENTÉES
FONDÉE EN
1841
ÉCOLE PRIVÉE

مكتبة الأمل

des grands acteurs

LE TEMPS DES COMÉDIENS

En attendant ces futures orientations, les grands comédiens tentent de garder leur avance au box-office, en affirmant, quand ils le peuvent, leurs choix. Le mot à la mode chez les agents : faire écrire, trouver de nouveaux modes de relations entre acteur et auteur. Faire accoucher, parfois en contournant les idées jugées vieillottes ou faibles de la plupart des producteurs, des rôles qu'on porte en soi.

Une nouvelle course contre la montre est engagée dans le club très fermé du box-office national. La bataille a toujours été rude au sommet. Mais elle s'accroît, c'est évident, ces dernières années, se précipite même parfois par la double conjugaison du poids de l'audiovisuel et des fluctuations du public. Partout, une même interrogation. Comment durer ?

Les meilleurs agents artistiques, les comédiens les plus fins recommandent d'appliquer fortement une recette que Paul Meurice avait apprise à Jacques Villette en ces termes : « N'oubliez jamais que le théâtre est la mère nourricière ».

Le théâtre ! La scène et le contact charnel avec le public ? Les vertus théâtrales connaissent un véritable bain de jeunesse dans les arcanes du cinéma. Qu'est-ce qui fait l'étendue du talent, la longévité de Michel Serrault, de Jean Carmet, de Michel Piccoli ou de Michel Galabru ? Pourquoi les acteurs plus âgés du box-office paraissent-ils moins souffrir de l'effritement cinématographique ? Parce qu'ils appartiennent à une autre tradition, qu'ils sont pétris d'une autre vision de l'acteur, peut-être plus humble. Plus nuancée, plus intime et tout cas, l'effacement, sur les planches, leur confère une sûreté d'instinct, une force intérieure qui manquent parfois à l'heure du doute, à ceux qu'on a fait monter trop vite au firmament, essentiellement parce que leur « look » correspond à l'époque. Parce qu'on les voit à l'écran comme à la ville.

Voici revenu aussi, sans doute, le temps des comédiens, c'est-à-dire de ceux qui maîtrisent l'art total de la comédie. De ceux qui, entre deux films ou deux passages à vide, vont se ressourcer à la scène dans des textes classiques ou des traductions du « Off Broad-



Michel Piccoli.

Jeanne Birkin.

Jean-Louis Trintignant.

Lambert Wilson.

way ». De ceux qui ont envie de jouer tous les soirs, ou de chanter.

Le cinéma français va cahin-caha, mais de plus en plus nombreux sont les acteurs ayant compris que leur propre spectacle, pour continuer, devait aussi passer désormais par la variété des genres. Et ce n'est pas seulement question de goût ou de bon ton. Pierre Richard joue Woody Allen sur scène aussi parce qu'il s'ennuyait peut-être dans la répétition de son comique cinématographique. Et on ne fait pas mystère chez Artmédia, principale agence des « stars », que l'interprétation de Mion-Mion dans la *Musica*, de Duras, ces derniers mois, a entraîné une certaine baisse de popularité de l'actrice à l'écran.

L'époque est à l'image acclimatée, à la demande générale du public, d'acteurs pris au premier degré de leur apparence physique, de ce « quelque chose en eux qui parle tant à nos imaginations contemporaines », confie un producteur. L'avenir demeure pourtant à ceux qui, avant d'être des numéros un, seront de vrais comédiens, aussi complets que les acteurs américains, qui sauront aller vers la télévision, rester au théâtre, innover en avançant. « C'est une grande chance d'avoir vingt ans, explique Michel Serrault, mais c'est aussi un risque immense quand on vous dit, dans les médias, que vous êtes génial à cet âge. Cela vous gâche l'imaginaire et vous fait ne plus vous intéresser qu'aux recettes ».

Reste un autre problème, très sensible ces mois-ci, dans le cinéma français : celui de la place des actrices. On peut refaire les comptes dans n'importe quel sens, cela va globalement moins bien

pour nos stars féminines que pour leurs homologues masculins. Le public, spectatrices comprises, ostensionne surtout les acteurs mâles, malmenant quelque peu Isabelle Huppert, Mion-Mion, Fanny Ardant, Charlotte Rampling, Nathalie Baye ou Marlène Jobert. Que ces actrices nous pardonnent ces citations. Leur talent n'est pas en cause, mais elles sont collectivement victimes de l'un des handicaps permanents du cinéma français : son ignorance, et tout ça depuis la mort de Romy Schneider, des grands rôles de femmes de plus de trente ans. C'est ainsi, les producteurs, les auteurs, les distributeurs s'en montrent désolés, mais on écrit

plutôt pour des gamines et, après avoir été consacrées à cet âge, nos actrices éprouvent des difficultés de carrière. A deux exceptions près : Catherine Deneuve et Isabelle Adjani, parce qu'elles sont à peu près les seules à avoir maintenu dans l'après-68 de la cinématographie nationale, qui prônait les vertus de la simplicité féminine et le jean sur les plateaux de TV, une aura de « stars » comme Hollywood les concevait. Une certaine inaccessibilité, une distance que certains regrettaient de trouver un peu froide.

« Isabelle a raison de tourner rarement, confie son agent, Marc Joré Israël. D'autres se montrent

trop souvent et finissent par en pâtir. » Certaines comédiennes paient involontairement le fait d'avoir incarné, dans la dernière décennie, des jeunes filles ressemblant aux spectatrices avec, sociologie de l'époque aidant, des rôles à « problèmes quotidiens ». Adjani no Deceuve, la première surtout, risquent plutôt la rançoo de leurs distances prises, une image statufiée que Luc Besson, en ce qui concerne Isabelle, a caricaturée dans *Subway*. Plus de jeu, mais la fidèle reproduction, jolies robes et maquillage parfait, de ce que la comédienne montre à la une des magazines féminins.

Fout le problème de l'image. Teuto-t-on de l'abimer légère-

ment, de la déplacer, et cela peut être le « bide », l'insupportable pour les spectateurs inconditionnels. La fixité-on à demeure, et c'est le risque d'usure. Nos vedettes, ces temps-ci, sont hantées par ces extrêmes. C'est pourquoi on trouve plus d'énergie que jamais dans ces officines inconues du grand public que sont les agences. C'est pourquoi tout ce cinéma national, à travers cette enquête, rend indirectement hommage à l'un de ses grands disparus, Gérard Lebovici, assassiné le 5 mars 1984, dans des circonstances encore non élucidées.

Il fut le premier sans doute, à la tête de l'agence Artmédia, à prévoir cette évolution de la place de l'acteur dans l'industrie cinématographique hexagonale. L'inventeur, d'abord, d'un système économique de coproduction, qui allait plus tard faire la fortune de Delon et de Belmondo. Mais, plus finement sans doute, le plus lucide des experts dans un cinéma qui oubliait un peu trop que la magie de l'écran est toujours née, en premier lieu, du génie propre aux comédiens. Comme il manque cruellement Gérard Lebovici, en ces temps de frilosité, un petit peloton des élus du septième art ?

PHILIPPE BOGGIO.

Depardieu

LA VOIE ROYALE ET LES PARIS FOUS



« Le Dernier Métro », de François Truffaut.

« L'EXCEPTION » : le seul trajectoire idéal : le plus généreux de son talent, le plus joueur là où d'autres se montrent si souvent tristes : « le seul comédien français avec qui les Américains, Robert de Niro ou William Hurt, sont prêts à signer sans voir... » Quels que soient les interlocuteurs ou le sujet retenu, les conversations, tout au long de cette enquête, ont invariablement emprunté le carrefour du « cas » Gérard Depardieu.

L'originalité de l'acteur fétiche est partout distinguée, avec des superlatifs en lettres d'affiche. Non tant pour l'excellence de son jeu, unanimement reconnu, c'est si banal à dire, mais plutôt pour sa gestion très atypique d'une carrière de star. C'est un peu comme si, à écouter les spécialistes du cinéma français, Depardieu n'était pas un, mais deux, voire trois. Un mélange complexe d'aventurier artistique, de goût pour le laboratoire et de machine à box-office. Un comédien à l'envie et à l'effort multiples, compliqué, parfois contradictoire, qui avalu les expériences parfois même jusqu'à l'erreur (*Rive droite, Rive gauche*, de Philippe Labro) à un rythme éprouvant pour une industrie qui l'a sacré premier des siens.

Gérard Depardieu, on le sait, est actuellement l'un des rares étalons-or du ciné-commercia quand il le veut, quand il rencontre, sans complexe, le grand public (*la Chèvre*, *les Comparses*, de Francis Veber). Un acteur alors au prix fort, une fois par an et sans vergogne - il est vrai souvent en qualité de coproducteur - pour des hauteurs financières où Delon et Belmondo sont ses seuls voisins de palier. Puis le lendemain, par réflexe, pour mieux tromper son monde ou moins se déplaire, il prend brusquement le contre-pied de cette voie royale par des paris fous. On le retrouve alors nageant à contre-courant de son dernier succès, abîmant savamment un blason doré la veille dans des films à hauts risques, comme *Rimmel*, le prochain Bertrand Blier, dans lequel Gérard Depardieu, à l'apparence si macho, interprète le rôle d'un homosexuel.

Ainsi, Nathalie Granger (1972) ou le *Carillon* (1977) de Marguerite Duras. Ainsi, des films qu'on aurait dit autrefois - il y a moins de cinq ans - d'art et d'essai, avec Mireille Farrow, Claude Goretta, Daniel Schmid, Peter Handke, Andrzej Wajda, etc. Mais, comme si ces contre-preuves personnelles, cette forme d'engagement rarissime dans le petit monde clos du box-office ne suffisaient pas, Depardieu va chercher entre ces pôles cinématographiques des plaisirs plus solitaires, encore, comme son film *Tartuffe* (1984) ou son prochain spectacle chanté avec Barbara.

Sur cette curieuse alchimie, il s'explique bien volontiers. Sa passion pour le cinéma est telle qu'il pourrait en parler des heures. Mais il prévient très vite : « Que personne, surtout, ne se sente visé. » Gérard Depardieu n'a pas daigné à donner à ses confrères ou à ses consœurs, les stars à plus de 1 million de francs par film. Aucune recette. Il ne peut parler que pour lui seul. Et si sa trajectoire emprunte parfois des chemins de traverse, c'est d'abord, explique-t-il, « par principe de survie, par besoin de souffrir. C'est tout bête : cela ne m'intéresse pas de mettre pour

chaque film la barre à un million d'entrées. Je suis simplement incapable d'entrevoir l'idée du maintien d'une même performance. Sinon je vais me sentir vieux et con ».

D'autres peuvent tenir à une image d'eux-mêmes, cadrée par de premiers succès. Lui ressent la nécessité de brouiller sans cesse la sienne, de suivre des impulsions variables. « Dès qu'on voit sa réputation fléchir, cette image-là de soi-même, cela devrait faire peur. Il n'y a pas plus de star que de pierres qui roulent. » Il montre son poignet tatoué : « Ma seule étoile. » « On n'habite vite au confort. Moi, j'ai peut-être la chance de me sentir toujours en eulattas courtas, comme un gosse de la rue. D'avoir froid dès que je me retrouve en désharmonie, que je dépote ceux que j'aime. Et puis si on est sûr de ce qu'on fait, pourquoi chercher la preuve d'une image ? »

Encore une fois, il ne « suit pas pour les autres ». Il sent bien que le cinéma, au plus haut niveau, avance comme s'il avait peur du vide, comme s'il était tout « composé d'hommes d'affaires ». La seule solution qu'il ait trouvée pour lui-même : « Attirer, tirer dans un autre sens. Chercher sa famille, forcer les

regroupements. Gérard Depardieu rêve d'un pool d'acteurs, d'auteurs, qui travailleraient ensemble plutôt que de rester isolés dans leur coin. Il sait qu'un jour il fera des films avec Giraudoux, Delon ou Belmondo. « On a le temps, ce qui nous fait souvent défaut, c'est ce sens du temps. » En attendant ces décollonnements, l'addition de ces solitudes qu'il croit savoir un peu glacées, il confie l'importance, à ses yeux, d'une recherche des siens. Lui-même ne travaille qu'en se référant sans cesse à ceux qui partagent ou suivent avec tendresse ses aventures, René Clément chez Francis Veber, ses partenaires en production...

« Le truc, le seul truc, parce qu'on ne peut pas savoir ce qu'il fait froid sous la lumière des projecteurs, c'est la fidélité. » A Artmédia, son agent, à des réalisateurs qui « savent que le cinéma est d'abord fait de souffrances, comme Bertrand Blier, Maurice Pialat ou Francis Veber. Ces références à ces familles ne sont pas de ma part une tactique, c'est ma survie, car ils me manquent vite. » Voilà pourquoi Gérard Depardieu dépense peut-être plus d'énergie que d'autres à séduire ceux dont il aimerait croiser la route. Pialat, avec lequel il s'est déjà lancé, Police encore à l'affiche, à la recherche d'un film sur la guerre d'Indochine. Robert Hossein pour monter un *Ivan le Terrible*, et peut-être un jour un *Verdigris* avec, pour partenaire, Mel Gibson. A son programme encore, le prochain film de Francis Veber et un *Cyrano de Bergerac*. « Beaucoup de choses à faire jusqu'à la fin de 1987. »

Mais, apparemment, cette liste pour omnivore boulimique n'est pas close. « Il y a resté de la place pour d'autres rencontres. Avec Michel Blanc, j'aimerais bien, avec des auteurs qu'il faut chercher... » Peut-être les Etats-Unis, plus tard, si Gérard Depardieu dépasse le problème de la langue. « On verra, on verra, la seule vérité, c'est se remuer, se bouger. De toujours se bouger. »

Ph. B.

THEATRE FIRMIN GEMIER
ANTONY 22 46.66.02.74

jusqu'au 8 décembre
création mondiale

«BÊTE...
comme un
HOMME»

de Christiane LASQUIN
mise en scène
Daniel IVERNEL et Gilles LEGER
avec
Daniel IVERNEL
Jacqueline CHIFFARD
Lambert PETIT-JACQUES, Eugénie RENANT

CRETEIL
Marché des Arts

du 5 au 23 novembre

Grande salle
EMILIA
GALOTTI

de Lessing
mise en scène J. Lassalle
Théâtre National de Strasbourg

du 8 au 11 décembre

LES NUITS ET
LES MOMENTS

(Création de Jules Renard)
mise en scène Charles Tordjman
Théâtre Populaire de Lorraine

48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

KÉ VOÏ ?

GALA-CINÉMA
Solidarité Mexico
FRIDA

Film mexicain de Paul Leduc
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
MARDI 5 NOVEMBRE, à 20 h 30
Coopération : 100 F

MA FAMILLE
REVUE

★ ★ d'Eduardo De Filippo ★ ★

Mise en scène Pierre Ascaride

6 NOVEMBRE - 1^{er} DÉCEMBRE
Théâtre 71 - Métro Malesherbes - Plateau de Vauves
à 10 m de Montparnasse - Loc. 45.55.45 et 45.55.45

Sélection

CINÉMA

« Frida », de Paul Leduc

Unique projection au bénéfice des victimes du tremblement de terre de Mexico du très beau film mexicain de Paul Leduc, remarqué à Venise et à Biarritz. Une actrice étonnante, Ofelia Medina, fait revivre la figure de Frida Kahlo, peintre, militante, dont la paralysie des membres inférieurs, consécutive à un accident de jeunesse, décapule les facultés. Une des rares fois où l'art et la politique, au lieu de se détruire, s'enrichissent mutuellement. (Palais de Chaillot, grande salle, le mardi 5 novembre à 20 h 30). - L.M.

ET AUSSI : Retour vers le futur, de Robert Zemeckis (cinéma en salle) ; Viesilles et monnaies, d'Orson Welles (l'artiste en question) ; Stormy Weather, d'Andrew Stone (les grands du jazz) ; Papa est en voyage d'affaires, d'Emir Kusturica (Staline au sud) ; Empty Quarter, de Raymond Depardon (l'art et le désert) ; Tous du même bois, de Paul Verhoeven (l'art et le sexe) ; Queen Kelly, d'Erich von Stroheim (grandeur du mal) ; The Shop Around the Corner, d'Ernst Lubitsch (l'amour, c'est dur).

THÉÂTRE

« Intérieur », au théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis

Cinq jours encore, et ce sont les derniers, jusqu'au dimanche 3 novembre compris pour aller voir le très beau spectacle que Claude Régy consacre à la pièce de Maeterlinck, *Intérieur*. Pour la scénariste, c'est plus que du théâtre, c'est une plénitude de contemplation, qui prouve la justesse du mot de Maeterlinck : « N'oublions pas que nous sommes de la même substance que les étoiles. »

ET AUSSI : Les Heures blanches, par l'Aquarium, à la Cartoucherie, (Les psychanalystes ont du charme) ; l'Alibi, par Strahel à l'Odéon (Carnegie au sein de son cabinet) ; Belle de nuit, à la Comédie de Paris (Jean-Pierre Bizon au trente-et-unième dessous) ; Les Filles du soleil, de Déchard (Verlaine et Rimbaud, d'amour et d'eau fraîche) ; Le Jardin des supplices, de la Huchette (Quand les colères bouillonnent de blanc).

DANSE

Forum au Centre Georges-Pompidou

Tous les deux ans, le Festival international de danse de Paris propose un panorama de l'activité chorégraphique dans le monde. Jean Robin, responsable de la sélection, se méfie de l'évent-garde et choisit plutôt des compagnies à la recherche d'un style contemporain, adapté à leur identité culturelle. Onze groupes dont cinq français se succéderont du 30 octobre au 18 novembre, avec la première

semaine l'Extemporary Dance Theatre de Londres, à tendances plutôt abstraites (chorégraphie, de David Gordon et Richard Alston), la compagnie de Harris Mandelstam (Grèce), orientée vers la symbolique dramatique, et la Troupe de Corée du Sud, qui tente d'exprimer la réalité actuelle à travers la sensibilité féminine. - M.M.

ET AUSSI : Reprise à l'Opéra de Paris du Lac des cygnes dans la version du Bourmeister (six danseuses pour se parer des plumes blanches d'Odetta et des plumes noires d'Odeïl).

MUSIQUE

Le nouveau concerto de Dutilleul

Grand événement à l'Orchestre national : la création du Concerto pour violon d'Henri Dutilleul, compositeur aussi grand que discret, qui mûrit ses œuvres pendant de longues années, par Isaac Stern et sous la direction de Lorin Maazel. Au même programme, l'ouverture d'*Idyllen* en A majeur, de Gluck, revue par Wagner, et la *Symphonie fantastique* (Champs-Élysées, le 5). La musique voyage de plus en plus en province, même pendant l'année, telle la *Passion selon saint Matthieu*, de Bach, donnée par un orchestre recruté en Champagne-Ardenne et cent quatre-vingt chanteurs appartenant à sept chorales de la région, sous la direction de Michel Corboz (Reims, le 31 ; Charleville, le 1^{er} novembre ; Troyes, le 2 ; Langres, le 3). - J.L.

ET AUSSI : Création du 2^e Concerto pour alto, de Paul Shostakovich, par le compositeur et l'Orchestre de Paris, dirigé par Zubin Mehta (Pleyel, les 30 et 31) ; création de

« l'Air », deuxième partie de la *Hugo-Symphonie* de Pierre Henry (Festival de Lille, le 31) ; la *Vie brève*, de de Falla et *Goyescas* de Granados, mises en scène de Fernando Arrabal, par l'Opéra de Wallonie (Opéra de Lille, le 1^{er} et le 31) ; Vladimir Horowitz (Champs-Élysées, le 2 à 15 h 30) ; Bruch et Bruckner, par le NCP, dir. E. Tschickow, avec A.S. Montmar (Champs-Élysées, le 21) ; Irina Zaritskaya, prix Chopin 1980 (Th. des Mathurins, le 4) ; E. Grubisov (Athènes, le 4) ; Debussy et Prokofiev, par le Concertgebouw d'Amsterdam, dir. V. Ashkenazy (Pleyel, le 4) ; Chopin et Stravinsky, par la Philharmonique de Varsovie, avec E. Leontovich, dir. K. Kord (Th. Châtelet, le 4) ; Bach, par R. Gellies-Monbrun (Gare, le 5) ; Beethoven, Mozart, Beethoven, par l'Orchestre du XVIII^e siècle, dir. F. Bruggen (Th. des Mathurins, le 5).

EXPOSITIONS

Les maîtres modernes de la collection Thyssen au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

La collection Thyssen-Bornemisze, une des plus célèbres et prestigieuses collections particulières au monde, quitte son port d'attache, la Villa Favart à Lugano, pour être présentée dans des musées. Ainsi au versant ancien, qui avait été montré au Petit Palais en 1982. Ainsi du versant moderne, qui fait actuellement l'objet d'une tournée en Europe et se trouve de passage à Paris. 107 tableaux sont exposés aujourd'hui couvrant les différents mouvements picturaux de l'impressionnisme à aujourd'hui, des œuvres signées de grands noms, où Cézanne et les cubistes sont en bonne place, ainsi que les expressionnistes et les surréalistes. - G.B.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).
MATTEO. Grande galerie. MNAM. Jusqu'au 16 décembre.
KLEE ET LA MUSIQUE. Grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier.
JEAN-MICHEL ALBEROLA : RAYMOND MASON : GUILLAUME MOHAI : MED SIEKH : VISWANATHAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 11 novembre.
LEON D'ANATOLIE. Salle d'art. Jusqu'au 1^{er} décembre.
LISLE/ILLISLE. Approche historique de la typographie. - L'IMAGE DES MOTS. Jusqu'au 4 novembre. AIR FRANCE ET SON IMAGE. 50 ans d'évolution d'un logo. Jusqu'au 18 novembre. O.C.I.

AFP : 150 ans d'Émile de Pressat. Jusqu'au 20 janvier. BFL. VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

Musées

INAUGURATION DU MUSÉE PICASSO : Dessins, aquarelles, sculptures. Grand Palais, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F ; dim. : 8 F.
SIR JOSHUA REYNOLDS, 1723-1792. Grand Palais, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 20 F ; sam. : 13 F (gratuite le 4 novembre).

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 31 octobre. Jusqu'au 6 janvier.
SALON D'AUTOMNE. Aux sources de l'impressionnisme. Œuvres contemporaines. Grand Palais, de 10 h à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 3 novembre.

SALON DES REALITES NOUVELLES. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Entrée : 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

SOLEIL D'ENFER. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Entrée : 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

LE BRUN A VERSAILLES. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (42-60-35-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 6 janvier.

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Pré-Saint-Jacques (42-71-44-50). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MAÎTRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEMISZE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

JERRY CRAGG - MARTIN DESLER - JEAN-MICHEL GAUTREAU. Loin de L.A. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 1^{er} décembre.

IMAGINER, CONSTRUIRE : Bassot, Bouquet, Bille, Friedmann, etc. Bibliothèque du Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 novembre.

HENRI CARTIER-BRESSON. En Inde - IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens du XIX^e siècle - AUTOCROMES. Jusqu'au 13 janvier. - WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. Jusqu'au 10 novembre. - METROPOLIS. Photographies d'un tournage. Jusqu'au 18 novembre.

MUSEE D'ART ET D'ÉTAT, Palais de Tokyo, 13, avenue du Pré-Saint-Jacques (42-71-44-50). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 613 de J.H. Lardoux. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-60-35-20). TLJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

FIBRES ART 85. Jusqu'au 12 novembre - LIFE 1946-1953. Photographies. Jusqu'au 6 novembre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lun. et mardi, de 12 h à 18 h ; dim. : 11 h à 17 h.

MAEVA ET LES MONT-PARNOS. Musée Bourdelle (45-46-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

MORETIL. Centre-Palais. Musée de la poterie, 32, boulevard de Vaugrard (42-20-15-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 novembre.

HISTOIRES D'AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-

46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

LA MÉDAILLE-ORFÈVRE. Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf sam., lun. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} décembre.

EUGENE BELOT, graveur de Paris (1867-1931). Jusqu'au 12 janvier. CLAUDE-NICOLAS LECOMTE (dessins, gravures). Jusqu'au 15 novembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

BAZAC ET LE MONDE DES COULEURS. Musée de la Ville de Paris, 42, rue Raynaud (42-24-56-38). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F.

VERSAILLES AUX ARCHIVES NATIONALES. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-71-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 1^{er} février.

ART ET INDUSTRIE 1985. Musée des monuments français, Palais de Chaillot (42-72-35-74). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

L'ÉCOLE NATIONALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, 1885-1985. Musée de la marine, Palais de Chaillot (42-53-71-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'homme, Palais de Chaillot (42-53-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 6 janvier.

ARTISTES INDIENS EN FRANCE. Centre national des arts plastiques, 11, rue de Valenciennes (42-60-40-50). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 30 novembre.

RENAISSANCE ET MANIÈRES DANS LES ÉCOLES DU NORD. Dessins des collections de l'École des Beaux-Arts. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (42-60-40-50). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 décembre.

LA FÊTE DU VERRE EN VAL D'AJOYE. 1982 à nos jours. Centre Walloon-Brugeois, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 novembre.

ELIZABETH FRANZHEIMER. Œuvre 1965-1985. Paris Art Center, 36, rue Falguère (42-22-39-47). Jusqu'au 5 décembre.

VINCENT RATEDAT. Quarante sculptures. Maisons des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail (42-60-35-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam. : 9 h à 19 h. Jusqu'au 13 novembre.

PETER FISCHLI/DAVID WEISS. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

WILLIAM T. WILEY. California I. American Center, 261, boulevard Raspail (42-35-21-80). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam. : 12 h à 17 h. Jusqu'au 30 novembre.

ARTISTES CANADIENNES : S. Alexander, S. Bouchard, T. Soudé, S. Scott. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 24 novembre.

L'HOMME ET LA MORT. Dessins, manuscrits, gravures et fresques de Dürer à Dali. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (42-72-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 6 novembre.

S. M. EISENSTEIN. Dessins d'un cinéaste. Bibliothèque A. Malraux, 78, boulevard Raspail (45-44-53-85). Sauf dim., lundi (et jours fériés), de 10 h à 19 h ; sam. : 10 h à 17 h. Jusqu'au 15 novembre.

FRANÇOIS KOLLAR : La France traversée par les photographes. Bibliothèque Forney, 1, rue de Figner (42-78-14-60). Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 16 novembre.

Galerie

GEORGE SEGAL. Sculptures polychromes - NICOLA DE MARIA. Peintures. Galerie Margit Lohg, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 16 novembre.

L'ABSTRACTION OU LA LIBERTÉ DE PEINDRE. De Kappa à Atlas. Galerie, 13, rue Mazarme (42-25-90-94). Jusqu'au 23 novembre.

RETRO MUSIC, 1896-1976. Galerie, 1900-2000, 8, rue Beaupré (43-25-84-20). Jusqu'au 30 novembre.

LA PHOTOGRAPHIE SURREALISTE AVANT 1940. Galerie Zabryk, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 4 décembre.

LESZKIE BROGOWSKI. Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard Schœpflin (42-71-83-63). Jusqu'au 17 novembre.

DE CHERICO, néo-baroque. Artcurial, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 15 décembre.

ABRAHAM DAVIS CHRISTIAN. Sculptures et dessins. Galerie P. Caillet, 13, rue Clapart (48-04-00-34). Jusqu'au 21 décembre.

CLAVE ET LE THÉÂTRE. Galerie Prosperi, 35, rue de Selin (43-54-91-01). Jusqu'au 23 novembre.

BERNARD FRIZZE. Galerie Crouzet-Huissot, 80, rue Quincampoix (48-57-60-81). Jusqu'au 21 novembre.

MARCEL GILL. Les Trempes. Galerie d'art contemporain, 22, rue de l'Odéon (46-33-49-24). Jusqu'au 23 novembre.

SIGURD GUIMONDISON. Sculptures et dessins. Galerie Rama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 4 décembre.

JEAN-LUC GUERIN. Galerie F. Falguère, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 22 novembre.

GUTHRIE. Dessins, aquarelles, peintures. Galerie Jean Peyrol, 14, rue de Sévigné (42-77-74-39). Jusqu'au 30 novembre.

JACQUES HARTMANN. Peintures et dessins. Galerie Bergmann, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 1^{er} novembre.

BARRIE HASTINGS. Peinture. Galerie Brétecher, 70, rue Bonaparte (43-26-40-96). Jusqu'au 9 novembre.

JACOBSEN. Sculptures. Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 9 novembre.

ALLEN JONES. Galerie P. Tigran, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 16 novembre.

DOMINIQUE JOUSSEAU. Sculptures. Galerie C. Sablon, 21, avenue du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 16 novembre.

FER KIRKBY. Sculptures-polychromes. Galerie Gilles-Louis-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 16 novembre.

OSIM KONG. Installations optiques. Galerie Lia Gramlier, 14, rue Douai (43-26-11-42). Jusqu'au 10 novembre.

PIERRE MALAYAL. Œuvres peintes. Galerie Beau Lézard, 36, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 12 novembre.

ANDRÉ MASSON. Œuvres 1923-1971. Galerie J.-J. Durio, 5, rue Bonaparte (43-26-96-13). Jusqu'au 14 décembre.

MATTA. Pastels et crayons. La Poche, 11, rue Grégoire (43-54-89-03). Jusqu'au 30 novembre.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Les jeux d'homme. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (46-04-82-82). De 10 h à 21 h ; dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 15 décembre.

CERCE-POINTE. Gare à la peinture. Gare SNCF de Cergy-Saint-Christophe (30-30-33-33). Jusqu'au 26 novembre.

IVRY-SUR-SEINE. Jeune galerie de la Plaine contemporaine. Galerie F. Léger, 89 bis/93, avenue G. Goussier (46-70-15-71). Sauf dim. (et fériés), de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

JOUY-EN-JOSAS. Sculptures. Fondation Carrier (39-56-46-46). Jusqu'au 5 janvier.

SEVRES. Villers et Roch, 1748-1985. Musée national de la céramique, place de la Manufacture (45-34-99-05). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 16 F ; dim. : 8 F. Jusqu'au 20 janvier.

En province

ANGERS. Marionnettes de théâtre d'ombres. Musée Pincé, 32 bis, rue Lenoir (41-88-64-65). Jusqu'au 1^{er} décembre.

AVIGNON. Les anges américains : instruments de musique du Moyen Âge et de la Renaissance. Musée du Petit Palais, place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 30 novembre.

BAR-LE-DUC. Léopold Richier et la sculpture au Lorrain au XVI^e siècle. Musée, esplanade du château (42-76-1-67). Jusqu'au 31 décembre.

BEAUVAIS. Cinq siècles de poterie dans le pays de Bray : Pierre Fissart, 1934-1981. Musée départemental de l'Art, ancien palais épiscopal (44-84-37-37). Jusqu'au 31 décembre.

BESANCON. Dessins de la collection Beuys. Musée des beaux-arts, 1, place de la Révolution (81-81-44-47). Jusqu'au 30 décembre.

BORDEAUX. François Biderman. Peintures récentes - Amis les amis : Bide, Tiffon, Biderman, Le Pénin, etc. C. Entrée Libre, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 24 novembre.

CASIS DE PENE. Claude Viallet, Œuvres récentes. Fondation du château de Jean, jusqu'au 8 décembre.

FONTEVRAUD. Œuvres des ateliers internationaux des Pays de la Loire. Abbaye (41-51-73-52). Jusqu'au 18 novembre.

GRENOBLE. Albrecht Meißner. Musée, place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 6 janvier.

LILLE. Au temps de Watteau, Framery et Chénier, les Pays-Bas et les peintres français du XVIII^e siècle. Musée des beaux-arts, place de la République (20-57-01-84). Jusqu'au 8 décembre.

LYON. Œuvres des arts - Collection de musée Saint-Pierre. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (78-28-07-66). - E. Beuys/M. Schifano. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-Edouard-Herriot (78-30-50-66). - Edouard Paolozzi. Elan, centre d'échanges de Parrache (78-27-27-39). Et d'autres expositions. Jusqu'au 18 novembre.

MARSEILLE. Les fresques de Saint-Jean-de-Desert. Musée Grobet-Labadie, 140, boulevard Longchamp (91-62-21-82). Jusqu'au 15 janvier. - Un musée idéal dans la ville : Delbà, Musée, Tatisfère. Arca, 61, cours Julien (91-42-18-01). - R. Beuys/M. Schifano. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-Edouard-Herriot (78-30-50-66). - Edouard Paolozzi. Elan, centre d'échanges de Parrache (78-27-27-39). Et d'autres expositions. Jusqu'au 18 novembre.

MAURIEUX. Vases contemporains de la sculpture en Europe. Musée Henri Bon, 9, rue du Clavier (27-64-77-99). Jusqu'au 29 novembre.

PERPIGNAN. Babels. Musée Paig, 42, avenue de Grande-Bretagne. Jusqu'au 7 décembre.

NANTES. Dessin Matériaux, la couleur. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 27 novembre.

ROUEN. La Nécrose. Les pays du nord de la Loire, de Daguery à Charles Le Camus, VIN-DE-CHAMP. Musée départemental des antiquités, 198, rue Beaurivault (35-50-55-10). Jusqu'au 5 janvier.

SAINT-PIERRE. François Marita. Musée, le Nègre et la Dame. Galerie municipale, place Ferdinand-Buisson (78-20-02-50). Jusqu'au 1^{er} décembre.

SAINT-QUENTIN. Amédée Ozenfant, 1894-1966. Bibliothèque. Musée Antoine-Lécuyer, 24, rue Antoine-Lécuyer (23-64-72-44). Jusqu'au 2 décembre.

STRASBOURG. Dix ans de l'École française, 1975-1985. Jusqu'au 17 novembre. - Œuvres de la collection de Marcel Duchamp. Jusqu'au 24 novembre. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché aux Juifs (88-32-47-77).

TOURS. Jean Vassier. Néoclassicisme. Musée des beaux-arts, 18, rue François-Sicard. Jusqu'au 1^{er} décembre.

VALLAUBIS. Jean-Paul Riopelle : l'œuvre complète, peintures, sculptures. Musée, jusqu'au 31 décembre.

VILLENEUVE-D'ASCO. L'œuvre de Beuys. Musée d'art moderne, allée du Musée (20-05-42-46). Jusqu'au 29 décembre.

VILLEURBANNE. Les travaux de Claude Béraud. Le nouveau musée, 11, rue Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 24 novembre.

Après «Rêves» de Kafka
Philippe Adrien
Enzo Cormann
KÉ VOÏ ?
LE MONDE
Il faut savoir profiter de ce moment, c'est une philosophie qui vaut toutes les autres. - C. B.
43 28 36 36

JUSQU'AU 24 NOVEMBRE
THEATRE DE L'AQUARIUM
O n ne dira jamais assez que les Heures blanches de Ferdinand Camon, adapté, mis en scène et joué par Didier Bezac est un must. Un acteur tout seul, aidé d'une Fiat 500 joue à merveille un des plus beaux textes de ces dernières années. Fort, si fort qu'on en pleure, qu'on en rit aussi parce que Bezac a non seulement totalement compris Camon, mais il réinvente à chaque scène l'humour et la fragilité. Ça dure moins longtemps que deux séances de psychanalyse et c'est du grand théâtre.
LIBERATION
Le comédien Didier Bezac joue cette aventure avec beaucoup d'esprit, dans un décor magique de Yannick Kerkis. Voilà un beau et fascinant spectacle, qui mérite de nous faire prendre, une pleine fois, le chemin de la Cartoucherie.
Le Monde
THEATRE DE L'AQUARIUM / CARTOUCHERIE TEL. 43 74 99 61
Les heures blanches

MARGUERITE PARADIS
OU L'HISTOIRE DE TOUT UN MONDE
spectacle de Michèle GUIGON
FESTIVAL D'AVIGNON
« Acteurs anonymes, pour un spectacle. QUOTIDIEN DE PARIS - « Libération » - « Le Monde » - « L'Express » - « France Soir » - « France 2 » - « France 3 » - « France 4 » - « France 5 » - « France 6 » - « France 7 » - « France 8 » - « France 9 » - « France 10 » - « France 11 » - « France 12 » - « France 13 » - « France 14 » - « France 15 » - « France 16 » - « France 17 » - « France 18 » - « France 19 » - « France 20 » - « France 21 » - « France 22 » - « France 23 » - « France 24 » - « France 25 » - « France 26 » - « France 27 » - « France 28 » - « France 29 » - « France 30 » - « France 31 » - « France 32 » - « France 33 » - « France 34 » - « France 35 » - « France 36 » - « France 37 » - « France 38 » - « France 39 » - « France 40 » -

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-26)

MERCREDI 30 OCTOBRE
16 h, Adaptation de l'œuvre de Marion De-
lorme : Notre-Dame de Paris, de Victor
Hugo ; 16 h, Marion Delorme ; Notre-
Dame de Paris, de A. Capellani ; 19 h, Ré-
trospective Warner Bros 1950-1985 : Jump
into hell, de D. Butler (v.o.) ; 21 h, Homma-
ge à L. Bergman : Une leçon d'amour
(v.o., s.-t. fr.).

JEUDI 31 OCTOBRE

16 h, La Castiglione (Mission secrète, de
G. Combret) ; 19 h, Rétrospective Warner
Bros 1950-1985 : la Renard des océans, de
J. Farrow (v.o., s.-t. fr.) ; 21 h, Hommage à
Bergman : Rites de femmes (v.o., s.-t. fr.).

VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE

16 h, Casablanca, de G. Pabst ; 19 h, Ré-
trospective Warner Bros 1950-1985 :
Une étrange nuit, de M. Lévy (v.o.) ; 21 h, Hommage à
L. Bergman : Une leçon d'amour (v.o., s.-t. fr.).

SAMEDI 2 NOVEMBRE

15 h, La cinémathèque de la danse pré-
sente : Crazy Horse de Paris, de A. Bernan-
din ; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 :
17 h, le Cri de la victoire, de R. Walsh (v.o., s.-t. fr.) ; 19 h 30, A l'est
d'Eden, de E. Kazan (v.o., s.-t. fr.) ; 21 h, Hommage à
L. Bergman : Au seuil de la vie (v.o., s.-t. fr.).

DIMANCHE 3 NOVEMBRE

15 h, Programme composé de films de
Louis Lumière et de Georges Méliès : Ré-
trospective Warner Bros 1950-1985 : 17 h,
la Terre des pharaons, de R. Hawks (v.o.) ;
19 h, le Fureur de vivre, de N. Ray (v.o.) ;
21 h, Hommage à L. Bergman : Les Frères
sœurs (v.o., s.-t. fr.).

LUNDI 4 NOVEMBRE

En présence de N. Mikhalov : 20 h 30,
Quelques jours dans la vie d'Oblovov (v.o.,
s.-t. fr.), de N. Mikhalov.

MARDI 5 NOVEMBRE

15 h, La parenté, de N. Mikhalov
(v.o., s.-t. fr.) ; 19 h 30, Films réalisés par
des étudiants de l'IDHEC : 21 h, Homma-
ge à L. Bergman : Au seuil de la vie
(v.o., s.-t. fr.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

MERCREDI 30 OCTOBRE
15 h, la Belle des belles, de R.Z. Le-
nard ; 17 h, Au bord de la mer bleue, de

LE BAISER DE LA FEMME ARA- GNEE (Rex, v.o.) : Studio Cujas, 5

(43-54-89-22).

BIRDY (A. v.o.) : Quinette, 5 (46-
33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8 (43-
59-36-10).

BRAS DE FER (Fr.) : Publicis Matignon,
8 (43-59-31-97) ; Miramar, 14 (43-
20-89-52).

BRAZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

B. Barnett (v.o., s.-t. fr.) ; 19 h, Dix ans de
cinéma français à redécouvrir : La nuit tous
les chats sont gris, de G. Zingg.

JEUDI 31 OCTOBRE

15 h, Surprise package, de S. Dumas
(v.o., s.-t. fr.) ; 17 h, le Vieux Jockey, de
B. Barnett (v.o.) ; 19 h, Dix ans de cinéma
français à redécouvrir : Passe ton bac
d'abord, de M. Piatat.

VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE

15 h, Signal d'alarme, de B. Barnett ;
17 h, Commissaire Maigret à Pigalle, de
M. Landi (f.f.) ; 19 h, Dix ans de cinéma
français à redécouvrir : le Jardinier, de J.-P.
Sander.

SAMEDI 2 NOVEMBRE

15 h, Une fille pour l'été, de E. Mol-
taro ; Cinéma japonais contemporain :
17 h, Another side, de N. Yamakawa
(v.o.) ; 21 h, Pas d'après-midi pour le vent,
de H. Yasaki (v.o.) ; 19 h, Dix ans de ci-
néma français à redécouvrir : Casablanca,
de M. Siméon.

DIMANCHE 3 NOVEMBRE

15 h, En effluant la marguerite, de
M. Allégret ; Cinéma japonais contem-
porain : 17 h, Quelque chose comme Yoshi-
wara, de Y. Morita ; 21 h, Carnaval de la
nuit, de M. Yamamoto (v.o., s.-t. fr.) ; 19 h,
Dix ans de cinéma français à redécouvrir :
Mon cœur est rouge, de M. Renier.

LUNDI 4 NOVEMBRE

15 h, La Passagère clandestine, de R. Fi-
bib ; 17 h, Cinéma japonais contemporain :
SPL, de M. Tomita (v.o.) ; 19 h, Carte
blanche à Claude Brulmont : Ballet mécani-
que, de F. Léger ; Une œuvre, de M. Le-
moine ; La femme qui se pend, de P. Bo-
kanowsky ; Homage to Magritte, de
A. Thacher ; The Vegetarians, de P. Ru-
bin ; L'Arbre qui pousse, de M. Hanson ; De-
gringolade, de F. Rabreau ; Violation, de
G. Feix ; Kao, de J.-P. Dupuis.

MARDI 5 NOVEMBRE

Récha.

LES exclusivités

ALAMO BAY (A. v.o.) : Quinette, 5
(46-33-79-38) ; Espace Galt, 14 (43-
25-09-83) ; Espace Galt, 14 (43-
25-09-83).

AMADEUS (A. v.o.) : Panthéon (Esp.),
5 (43-54-15-04) ; Lucernette, 6 (45-
46-51-34) ; George-V, 8 (45-62-41-46).

LES ANGES SE FENDENT LA
GUEULE (A. v.o.) : Francis, 9 (47-
70-33-88) ; Parisiennes, 14 (43-
59-36-10).

LE BAISER DE LA FEMME ARA-
GNEE (Rex, v.o.) : Studio Cujas, 5
(43-54-89-22).

BIRDY (A. v.o.) : Quinette, 5 (46-
33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8 (43-
59-36-10).

BRAS DE FER (Fr.) : Publicis Matignon,
8 (43-59-31-97) ; Miramar, 14 (43-
20-89-52).

BRAZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

BRÉZIL (Bel., v.o.) : Parisiennes, 14
(43-50-30-19).

LA CHAIR ET LE SANG (A. v.o.) (*) :
UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George-
V, 8 (45-62-41-46) ; V.I. : Rex, 2 (42-
36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-
74-94-94) ; Francis, 9 (47-70-33-88).

CROUSE ME (A. v.o.) : Epc de Bois, 5

(43-37-57-77).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Gode, 19 (42-
45-66-00).

COTTON CLUB (A. v.o.) : Cinéchoix, 6
(46-33-10-82) ; Epc de Bois, 17 (46-
22-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit.,
v.o.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;
UGC Marbeuf, 8 (45-61-94-95).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A. v.o.) :
Saint-Michel, 5 (43-26-79-17) ; Marignan,
8 (45-59-82-82) ; V.I. : Rex, 2 (42-
36-83-93) ; Paramount Opéra, 5 (47-
42-56-31) ; Paris Ciné, 10 (47-
70-21-71) ; Favette, 13 (43-31-56-86) ;
Images, 18 (43-22-47-94).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Quinette, 5 (46-
33-79-38).

ELSA, ELSA (Fr.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8
(45-62-41-46).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN
AFRIQUE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3
(42-71-52-36) ; St-André-des-Arts, 6 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;
Saint-Germain Village, 5 (46-
33-83-20) ; Colisée, 6 (45-59-29-46) ;
Parisiennes, 14 (43-59-36-10) ; Par-
amont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI
NOUS (A. v.o.) : Forum, 10 (42-
97-53-74) ;

فكرات العمل

DU Monde

MÉDECINE

SIDA : l'annonce d'une nouvelle thérapeutique est jugée prématurée par les scientifiques

Une hypothèse théoriquement séduisante

Le problème du traitement du SIDA s'inscrit dans le cadre plus général du traitement des maladies virales. Deux types de stratégie thérapeutique constituent ce que l'on pourrait appeler la panacée : d'une part un médicament antiviral efficace ; d'autre part, un vaccin prévenant l'infection causée par le virus. Pour le SIDA, ni l'un ni l'autre n'existent. Seule avancée thérapeutique notable : les médicaments tels que le HPA 23 capable d'inhiber — en tout cas momentanément — la multiplication du LAV, le virus responsable du SIDA. Cette absence de traitement « logique » efficace a conduit les chercheurs à essayer de trouver d'autres stratégies thérapeutiques.

Parmi celles-ci, l'idée d'utiliser un médicament immunosuppresseur comme la ciclosporine. A priori, l'utilisation d'un tel produit dans le traitement d'une maladie caractérisée par un déficit des défenses immunitaires peut paraître paradoxale : logiquement, le médicament devrait en effet aggraver le déficit. En fait, il se pourrait qu'il n'en soit rien.

L'idée d'utiliser la ciclosporine revient à l'équipe de l'Institut Pasteur, qui, dès septembre 1983, avait envisagé la possibilité d'utiliser des thérapeutiques immunosuppressives dans le traitement du SIDA (1). Cette hypothèse fut ensuite reprise et affinée par une équipe de chercheurs franco-américains qui, dans un article publié par la revue scientifique *Cell* (le 22 août), démontraient que le LAV appartient à une classe très particulière de rétrovirus, celle des lentivirus (2). Ces chercheurs ajoutaient qu'il serait sans doute intéressant d'utiliser un traitement immunosuppresseur dans le SIDA. Depuis cette publication, en collaboration avec des médecins de l'hôpital Saint-Louis (Paris), ces chercheurs essaient d'observer *in vitro* les effets de la ciclosporine sur des lymphocytes infectés par le LAV. A l'heure actuelle, ces observations ne sont pas terminées.

Reste à comprendre le pourquoi de l'utilisation de la ciclosporine dans une telle indication. Découverte en 1972 par Jean-François Borel, un chercheur de la firme pharmaceutique suisse Sandoz, la ciclosporine, par son activité immu-

nosuppressive spécifique au niveau des lymphocytes, a profondément transformé le pronostic des greffes de moelle et des transplantations d'organes.

Son utilisation dans de nombreuses maladies auto-immunes, le diabète en particulier, avait suscité de grands espoirs. Il semble aujourd'hui qu'il faille être prudent, en particulier en raison de la fréquence assez élevée des effets secondaires observés sous traitement. Pour comprendre l'intérêt théorique qu'il y aurait à utiliser ce médicament dans le traitement du SIDA, il faut revenir à des notions physiopathologiques.

Un greffon « intolérable »

Schématiquement, une fois à l'intérieur de l'organisme, le LAV va pénétrer dans certains globules blancs, les lymphocytes T4. Le virus va alors être activé sous l'influence d'agents infectieux (des virus ou des bactéries), tuer la cellule et, finalement, se disperser dans l'organisme pour aller infecter d'autres lymphocytes. On aboutit ainsi à la destruction apparente de l'ensemble des lymphocytes T4 et à un déficit immunitaire.

Autre phénomène : une fois infectés, les lymphocytes vont — du fait des modifications se produisant au niveau de leur membrane — se comporter comme des cellules étrangères à l'organisme. D'une certaine manière, il se produit un véritable phénomène d'auto-immunité, les lymphocytes « étrangers » étant considérés par l'organisme comme un petit peu comme un greffon « intolérable » qu'il faut à tout prix détruire. D'où l'idée — théoriquement séduisante — d'utiliser la ciclosporine, de manière à inactiver les lymphocytes T4 infectés, « mais avec le risque », explique David Klatzmann, de l'hôpital la Pitié-Salpêtrière, de fuir du même coup les quelques lymphocytes T4 qui n'ont pas encore été infectés et d'induire une destruction totale du système immunitaire.

Il est actuellement impossible de déterminer ce risque avec exacti-

tude. On espère seulement que l'utilisation de la ciclosporine n'empêchera pas la moelle de fournir, comme elle le fait normalement, les cellules précurseurs des lymphocytes et de donner ainsi naissance à des lymphocytes « sains », non infectés.

S'il s'avérait, à la suite d'expériences *in vitro* rigoureusement menées, que l'on est effectivement en droit d'utiliser la ciclosporine dans le traitement du SIDA, voici très schématiquement le protocole que propose David Klatzmann :

1) Débuter le traitement par un médicament anti-viral de manière à contrôler la réplication du virus. Sinon, on court le risque que les lymphocytes T4, normalement fabriqués par la moelle soient immédiatement réinfectés ;

2) Evaluer ensuite l'importance du déficit immunitaire. Si le système immunitaire est en passe de ne plus fonctionner, il faut recourir à une greffe de moelle de manière à essayer de la reconstituer. Si le déficit n'est pas trop important, on peut essayer de se passer de la greffe ;

3) Utiliser un traitement immunosuppresseur modéré, par exemple la ciclosporine, afin d'empêcher la destruction auto-immune du système immunitaire.

FRANCK NOUCHI.

(1) Une thèse de doctorat d'Etat de sciences médicales, le 2 septembre 1983 par David Klatzmann, intitulée « L'infection par le LAV : un paradigme pour le système immunitaire », développée cette idée.

(2) Cet article, publié par la revue *Cell* du 22 août, est consacré par des chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'INSERM, du CNRS et de l'université du Minnesota.

Trois médecins de l'hôpital Laennec, le professeur Jean-Marie Andrieu, le professeur Philippe Even et le docteur Alain Venet, ont annoncé, mardi 29 octobre, qu'ils avaient obtenu des résultats spectaculaires dans le traitement du SIDA en utilisant de la ciclosporine (voir nos dernières éditions du 30 octobre). Ce traitement immunosuppresseur a été expérimenté sur deux malades : un homme de trente-cinq ans, soigné depuis le 21 octobre, et une femme de vingt-huit ans, soignée depuis le 23 octobre. « Chez ces deux patients, ont déclaré les médecins de l'hôpital Laennec, on a constaté des résultats biologiques extraordinaires, jamais vus auparavant en ce qui concerne le SIDA. » En particulier une brusque et nette augmentation du nombre des lymphocytes T4, ces globules blancs dont l'abaissement du taux dans le sang caractérise le déficit immunitaire du SIDA. Dans un communiqué, le ministère des affaires sociales a qualifié ce traitement « d'espoir de progrès indéniable ». Ces déclarations ont provoqué des réactions sceptiques, voire carrément orléennes, de la part des milieux scientifiques français et des grands médias américains. Les laboratoires Sandoz, qui fabriquent et commercialisent la ciclosporine, ont déclaré « ne pas être au courant de cette affaire ».

Une hâte excessive

Parlera-t-on jamais du SIDA sans désamorcer ? Dernière illustration de la difficulté qu'il y a à ne pas commettre de fautes sur ce terrain : la décision prise, le mardi 29 octobre par le gouvernement (en la personne de M^{me} Georgina Dufoux, porte-parole, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale) d'annoncer publiquement les premiers travaux expérimentaux d'un groupe de spécialistes de l'hôpital Laennec (Paris) sur une nouvelle thérapeutique du SIDA.

Initiative extraordinaire qui pose plusieurs questions de fond sur les rapports entre la communauté médicale et scientifique, le pouvoir politique et la presse.

En publiant un communiqué faisant état de l'expérimentation de l'hôpital Laennec, le cabinet de M^{me} Dufoux innove dangereusement, prend de grands risques.

D'une part, il fait cautionner par le gouvernement une démarche expérimentale qui — pour reprendre l'expression d'un des médecins concernés — n'est qu'un stade « hyper-préliminaire », ce qui n'empêche pas le directeur de cabinet de M^{me} Dufoux d'accorder le « label France » (sic) à ces travaux.

D'autre part, en ne s'appuyant que sur des hypothèses de travail, il met gravement en cause l'attitude thérapeutique des autres équipes françaises spécialisées dans la prise en charge des malades atteints du SIDA.

Prévenir les fuites

La situation était-elle à ce point urgente qu'il faille, avec une telle hâte, rendre publique une expérimentation qui n'est qu'un stade « hyper-préliminaire » ? Un malade traité depuis moins de cinq jours ? Confrontés, le 29 octobre, aux questions de la presse française

et américaine, les médecins de l'hôpital Laennec n'ont pu développer qu'une stratégie d'urgence, reposant sur l'observation d'un simple phénomène biologique, sans traduction clinique, et qui apparaît guidée par un double impératif :

1) Prévenir le risque de « fuites » (quarante ou cinquante médecins et infirmières et un nombre croissant de malades étaient, selon eux, au courant des premiers résultats obtenus) ;

2) Communiquer à l'ensemble des équipes spécialisées à travers le monde les résultats biologiques obtenus sur l'un de leurs malades.

Le risque

Une vraie « révolution thérapeutique », en somme, qui, selon ces médecins, est comparable à la première utilisation de la streptomycine ou à la première transplantation rénale. C'est pourtant là précisément l'un des points faibles de leur argumentation. N'ayant encore jamais publié dans la presse internationale les résultats de leur expérimentation, on voit mal comment ils peuvent affirmer qu'un tel traitement pourrait être appliqué à l'ensemble des malades atteints du SIDA. Tous les spécialistes français que nous avons interrogés, se déclarant d'ailleurs choqués par une telle démarche, certains — désirant garder l'anonymat — soulignant en outre l'existence de décès de malades atteints du SIDA et traités par la ciclosporine ou par d'autres drogues immunosuppressives.

Ainsi, tout s'est passé comme si, craignant la « fuite », l'équipe médicale de Laennec avait officialisé avec laval du gouvernement à des fins scientifiques et humanitaires. Il semble en fait, comme on nous l'a confié de très bonne source, que cette initiative soit due à la crainte de voir d'autres équipes — étrangères — faire pression pour retarder la publication de ces travaux français et au désir d'apparaître comme les premiers à obtenir des résultats positifs dans le traitement du SIDA, grâce à la ciclosporine.

Sans préjuger l'intérêt de ces travaux, comme la compétence de ceux qui les mènent, ce non-respect des règles habituelles de la communication scientifique risque d'avoir des conséquences graves. Les médecins

de Laennec qui, sans aucun égard pour les malades en cours de traitement, ont qualifié d'« inefficace » l'ensemble des thérapeutiques actuellement en expérimentation à travers le monde, à commencer par le HPA 23, et le gouvernement — même si le secrétariat d'Etat à la santé tient à prendre ses distances par rapport à cette initiative — ont déclenché dans les milieux concernés par le SIDA une vague d'émotion et d'espoir que qu'il sera difficile, voire impossible de canaliser.

Une émotion que M^{me} Dufoux ne cherche nullement à calmer, puisqu'elle a déclaré mercredi 30 octobre, sur Europe 1 : « Bien sûr, on prend des risques, les risques de dire, dans deux mois, trois mois : « C'est moins efficace que ce qu'on a cru ». Moi, je trouve que ça vaut vraiment la peine de prendre le risque, si on réussit à guérir même un petit nombre de gens, ou si on obtient une rémission pour peu de gens et peu de temps, c'est déjà intéressant » (1).

D'autre part, compte tenu de la lourdeur de la méthodologie indispensable à toute étude scientifique, aucune expérimentation contrôlée ne pourra être mise en place avant longtemps. L'officialisation et la dramatisation de la mise en scène à laquelle on assiste aujourd'hui risquent donc de susciter des expérimentations sauvages, ne serait-ce que parce que la ciclosporine, commercialisée en France depuis 1984, peut être obtenue sur ordonnance.

Depuis longtemps, la communauté médicale et scientifique comme les pouvoirs publics reprochent à la presse (comme avec l'interféron) une propension à l'exagération et au sensationnalisme en matière médicale. L'affaire de la ciclosporine démontre qu'en définitive les médias peuvent être que les artisans d'une mise en scène spectaculaire, dont la paternité revient à la fois aux services hospitalo-universitaires et aux cabinets ministériels.

JEAN-YVES NAU.

(1) M^{me} Dufoux a par ailleurs déclaré que l'équipe de Laennec avait envoyé ses communications dans les revues scientifiques depuis très longtemps. Or, cette équipe annonçait, le 29 novembre, qu'elle avait adressé « le jour même » une lettre au *Lancet*.

POLICE

Un « RAID » de 77 policiers

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a assisté, mardi 29 octobre, à l'Ecole supérieure des inspecteurs de la police nationale de Cannes-Ecluse (Seine-et-Marne), à une présentation du RAID (Recherche Assistance Intervention Dissuasion). Ce nouveau groupe d'intervention de la police nationale contre le terrorisme et le grand banditisme avait déjà été présenté au président de la République, le 14 juillet, à Cannes-Ecluse.

M. Robert Broussard, préfet, adjoint opérationnel du directeur général de la police, a été responsable de la conception de cette unité d'élite, qui devrait entrer en fonction « avant la fin de l'année ». Basé dans un campement de CRS à Bibres (Essonne), près de l'aérodrome de Villacoublay, le RAID est composé de soixante-dix-sept policiers (soixante-dix opération-

nels et sept gestionnaires) qui seront répartis en trois groupes.

Ses objectifs sont plus simples que ceux du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). S'il doit intervenir au niveau national lors de séquestrations ou de prises d'otages, le RAID pourra aussi contribuer à des filatures ou à des neutralisations dans le cours d'enquêtes sur des groupes terroristes. Ses membres ont été sélectionnés — notamment par des tests psychologiques — parmi plus d'un millier de candidats issus de tous les services de police.

Selon le ministre, le RAID, qui s'ajoute aux groupes d'intervention de la police nationale (GIPN) existant déjà dans les grandes villes, vient combler une lacune : l'absence d'une unité spécialisée dans les interventions ou enquêtes difficiles sur tout le territoire national.

● Palais des sports de Grenoble : l'incendie était bien criminel. — L'incendie du Palais des sports de Grenoble, pendant la nuit du mardi 22 au mercredi 23 octobre, est d'origine criminelle, a affirmé, mardi 29 octobre, M. Alain Carimont, maire de Grenoble, devant le conseil général de l'Isère dont il est également le président. M. Carimont, dont les déclarations ont été confirmées de source policière, met en cause M. Jacques Petipas, vingt-deux ans, l'un des fils du gérant du club du Football Club de Greno-

ble, qui sert également de lieu de rencontre aux supporters du club dauphinois.

La plus grande discrétion est observée sur cette affaire après les révélations publiques du maire de Grenoble, mais il semble que M. Petipas aurait agi par vengeance à l'encontre des dirigeants du FC Grenoble. L'auteur présumé de l'incendie reprocherait à ces derniers de ne pas s'occuper suffisamment de son père actuellement malade et hospitalisé.

SCIENCES

LA VINGT-DEUXIÈME MISSION DE LA NAVETTE SPATIALE

Challenger à l'heure allemande

Le prochain vol de la navette spatiale américaine, qui doit intervenir à 18 heures (heure française) dans la soirée de mercredi, ne sera pas vraiment un vol américain mais plutôt un vol allemand. En effet, pour sa vingt-deuxième mission, la navette, en l'occurrence Challenger, emportera dans sa soute un exemplaire du laboratoire spatial européen Spacelab, prévu entièrement dévolu à la conduite d'expériences allemandes à caractère technologique et médical. Coût total de l'opération : 420 millions de DM, soit environ 1 260 millions de francs, dont un peu moins de la moitié sert à financer le billet de vol sur Challenger.

Aussi ne faut-il guère être surpris que deux astronautes de nationalité allemande, Ernst Messerschmid et Reinhard Furrer, fassent partie de l'équipage de Challenger qui, outre l'astronaute hollandais de l'Agence spatiale européenne (ESA), Wilfried Oelsch, se compose de cinq américains : Henri Harterfield, Steven Nagel, James Buchli, Guion Bluford et Bonnie Dunbar, seul élément féminin de cette importante communauté masculine. De même, pour la première fois dans l'histoire de la navette, toutes les expériences menées en vol seront supervisées par le centre de contrôle allemand d'Oberpfaffenhofen, installé non loin de Munich.

Sept jours durant, les huit membres de l'équipage vont donc travailler à l'étroit dans la faible volume offert par la cabine de Challenger et celui, plus important mais quand même compté, du Spacelab. C'est là que sera mise en œuvre une bonne partie des quatre-vingts expériences scientifiques prévues pour cette mission orientée pour l'essentiel vers l'élaboration des matériaux dans l'espace.

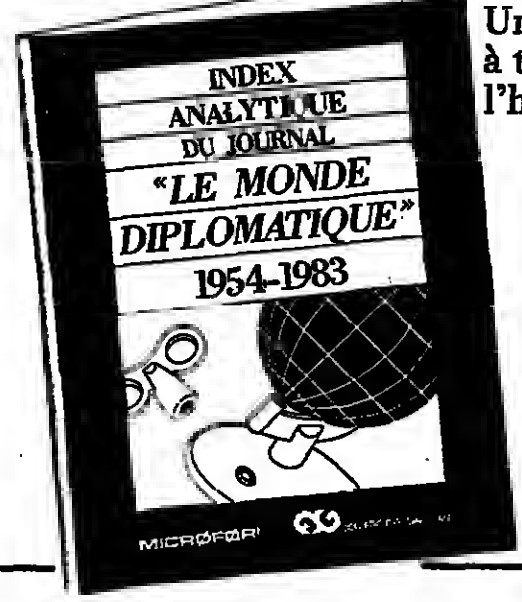
De ce point de vue, les Allemands ne font que suivre l'exemple des Etats-Unis dont les firmes s'engagent en rangs serrés dans ce domaine. Non qu'il y ait lieu, dans l'immédiat, d'en espérer des retombées, mais plutôt pour voir s'il n'y a pas de possibilités, du fait de la faible pesanteur régnant à bord des vaisseaux spatiaux, d'aider à la production de certains matériaux sur Terre, ou de produire en orbite, un jour peut-être, des substances à haute valeur ajoutée comme, par exemple, des composants électroniques très rapides à base d'arséniure de gallium.

C'est tout cela qui est en jeu au travers de ces expériences qui vont de la métallurgie à la croissance des cristaux. Mais si quelques laboratoires français, comme ceux du centre d'études nucléaires de Grenoble, sont présents dans ce domaine aux côtés du Centre national d'études spatiales et participent à cette mission, il n'en va pas de même des industriels nationaux, qui devraient plutôt frôler des lors que l'on évoque la sujet.

Une attitude que les chercheurs regrettent et qui contraste avec celle des industriels français de la pharmacie, regroupés depuis peu pour évaluer les possibilités offertes par les moyens spatiaux dans le but de produire certaines substances. Les firmes allemandes MBB-Ernst et italienne Aeritalia ne viennent-elles pas de créer une société de « commercialisation de l'espace en tant que laboratoire et lieu de production » nommée Intospace, à laquelle s'intéressent des groupes aussi connus que Krupp, Man, Thyssen, Bayer, Hoechst, BASF, Wacker-Chemie, Siemens ?

J.-F. A.

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



Un voyage à travers l'histoire

BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU MONDE DIPLOMATIQUE

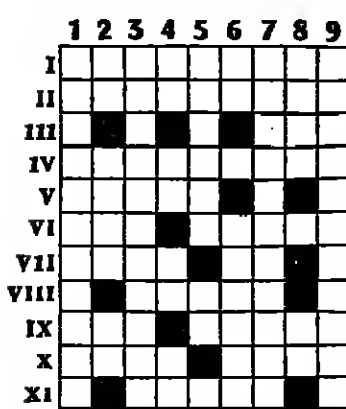
NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 1 500 FF (Frais d'expédition inclus) = FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M^{me} LAFFETIER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4086



HORIZONTALEMENT

1. Quand on veut le monter, cela ne peut être qu'un oiseau. - II. Peut avoir la « gîte » mais n'a pas le couvert. - III. Vieux foudre de guerre. - IV. A un sérieux défaut de langue. - V. Si ses amis sont parfois infidèles, elle peut avoir de chauds parisiens. - VI. Carré ou rond. Sans portes ni fenêtres (INVERSE). - VII. Bien gai ou bien triste. Personnel. - VIII. On peut le relever dans la flotte ou le descendre avec du vin. - IX. N'est donc pas sec. Artiste féminin ou complément d'objet. - X. Permettait de chamoiser avec des échineuses. Égagement volontaire. - XI. Couteau de marin.

VERTICALEMENT

1. Bourgeois de souche et reine d'adoption. - 2. Pronom. Quitte le sol natal pour y revenir couvert de gloire. Fossés. - 3. Peut avoir acquis pour des sommes considérables. - 4. Sur une copie conforme. Personnel. A donc circulé. Saint. - 5. Vierges dans certains cas, pas catholiques dans d'autres. Symbole. - 6. Mesure. A la figure souvent lavée. - 7. En ce qui concerne les prix, c'est une remise normale. - 8. Se trouve à bonne enseigne. Négation. - 9. Ne manque pas de formes mais est dépourvu de rondeur.

Solution du problème n° 4085

Horizontalement

I. Trépassé. - II. Radoteuse. - III. Agitateur. - IV. Cet. D.S.T. - V. Évite. - VI. S.M. Osé. - VII. Sédiments. - VIII. Elite. Era. - IX. Reçu. Main. - X. Traines. - XI. Epée. Etre.

Verticalement

1. Tracasserie. - 2. Rage. Mêle. - 3. Edite. Dictée. - 4. Pot. Voiture. - 5. Atavisme. - 6. Set. Tee. Mle. - 7. Sûreté. Néant. - 8. Esus. Etrier. - 9. Serte. Sensé.

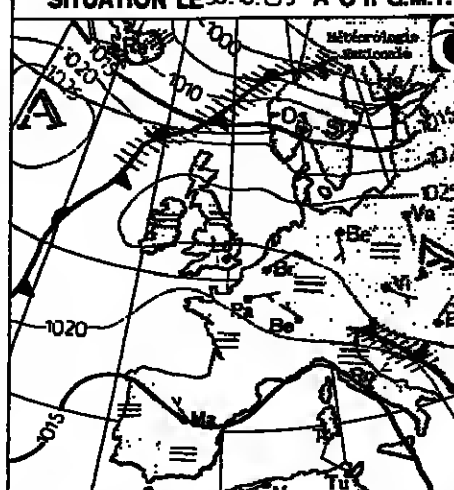
GUY BROUTY.

SUICIDE DES JEUNES : L'ÉNIGME

NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.10.85 A 0 h G.M.T.



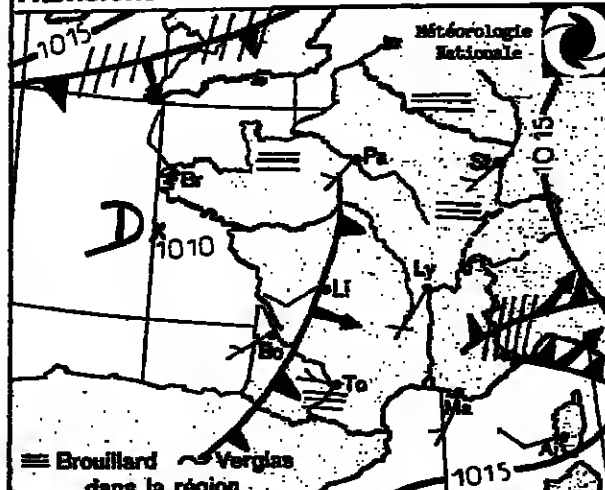
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 30 octobre à 0 heure et le jeudi 31 octobre à 24 heures.

Le minimum méditerranéen se comblera lentement en s'éloignant vers l'est tandis qu'un front froid traversera le pays dans la journée de jeudi.

Jeudi matin, une bande pluvio-nuageuse abordera l'ouest du pays en donnant des averse assez fortes sur la Bretagne et les reliefs pyrénéens. Nuvages et délaçures entrecoupées d'averses faibles alternent sur l'Aquitaine aux Pays de Loire et à la Normandie. Sur le reste du pays, le temps restera brumeux le matin avec des brouillards plus persistants sur le Nord-Est. L'après-midi sera plutôt ensoleillé. Un temps couvert se maintiendra en Corse et sur la Côte d'Azur, où pourront se produire quelques averse résiduelles.

L'après-midi, la zone pluvio-instable de Bretagne gagnera les trois quarts sud-ouest du pays, atteignant le

PRÉVISIONS POUR LE 31.10.85 DÉBUT DE MATINÉE



Langue-doo-Rousillon, le Massif central et le sud de la région parisienne. Les averse pourront être abondantes sur les reliefs. Ailleurs, les éclaircies seront prédominantes, excepté sur la Corse et l'extrême-sud des Alpes, où le ciel restera couvert.

Une nouvelle zone nuageuse envahira les côtes de la Manche en soirée.

Les températures minimales avoisineront -2 à -4° sur le Nord-Est, -1° à -2° sur la région parisienne, 5° à 7° dans le Sud-Ouest, 10° à 13° sur le pourtour méditerranéen, 5° à 9° sur la moitié nord. Les températures maximales atteindront 9° à 12° sur le Centre-Est, 12° à 15° sur le Sud-Ouest, 16° à 18° sur le Sud-Est.

Les vents, faibles à modérés, s'orienteront au sud-ouest ou sud-est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 29 octobre, le second, le minimum de la nuit du 29 octobre au

Services ouverts ou fermés le vendredi 1^{er} novembre

PRESSE : les quotidiens paraissent normalement.

RANQUES : fermées à partir du jeudi 31 octobre à 12 h (11 h 45 pour certaines).

BUREAUX DE POSTE : fermés, sauf ceux ouverts les dimanches. Pas de distribution de courrier à domicile.

SNCF, RATP : service réduit des dimanches et jours fériés.

GRANDS MAGASINS : fermés le 1^{er} novembre, à l'exception du Bazar de l'Hotel de Ville, qui sera ouvert de 13 h 30 à 18 h 30, et de la Samaritaine, ouvert de 12 h 30 à 20 h 30.

ALLOCATIONS FAMILIALES : guichets fermés à partir du jeudi 31 octobre à 12 heures jusqu'au 4 novembre au matin.

SÉCURITÉ SOCIALE : guichets fermés du 31 octobre à 15 h 30 jusqu'au 4 novembre au matin.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : fermée les 1^{er}, 2, et 3 novembre.

ARCHIVES NATIONALES : salles de lecture fermées aux lecteurs les 1^{er} et 2 novembre. Musée de l'histoire de France fermé le 1^{er} novembre.

MUSÉES

A PARIS, seront ouverts : le musée Rodin (de 10 h à 17 h), le Grand Palais, les musées Delacroix, J.-L. Hemer, le Musée des monuments français, Beaubourg, le Musée de l'air et de l'espace au Bourget.

EN ÎLE-DE-FRANCE : Fontainebleau, Malmaison, Bois-Préau (partiellement).

EN PROVINCE : le château de Pau, les Eyzies de Tayac, Bérancourt, le musée de l'île d'Ax, la maison Bonaparte à Ajaccio, le musée Chagall, Fatahy Saint-Riquier. Le musée Talleyrand à Saint-Chéron.

SOS CHÈQUIERS VOLÉS

Pour lutter contre le paiement par chèques volés, perdus ou non provisionnés, un groupe de commerçants de Menton a fondé en début d'année « l'organisation mutualiste de protection sur Minitel contre les usurpations par chèques » (OPEC), association régie par la loi de 1901. Les victimes de ce genre d'infraction peuvent signaler l'incident ou téléphoner gratuitement à « SOS chèquiers volés, 16-05-21-14-00 », et ce, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les renseignements ainsi fournis sont centralisés sur un fichier informatique (non nominatif). Moyennant une cotisation modeste (actuellement 50 F par mois) les adhérents à l'OPEC peuvent consulter à tout moment sur Minitel ce fichier de comptes d'usurpation.

* OPEC, 1, avenue de Verdun, 06500 Menton. Tél. : 16-93-21-14-00.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 30 octobre :

DES ARRÊTÉS

● Portant ouverture en 1986 des épreuves pour l'accès du cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration.

● Autorisant l'émission d'un emprunt par le Crédit national.

● Modifiant les règles de fonctionnement de la commission des marchés du Centre national d'études spatiales.

● Relatif aux prêts accordés par l'Etat dans le secteur local.

UNE LISTE

● Complémentaire d'admission aux écoles de formation des officiers des corps techniques et administratifs des armées en 1985.

PARIS EN VISITES

VENREDI 1^{er} NOVEMBRE

« Notre-Dame de Paris, Nicolas Flamel, les Templiers, le voyage à Compostelle », 15 heures, métro Cité (L. Haubert).

« Cité des artistes et jardins de Montmartre », 10 h 30, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (G. Bouteau), 15 h 15 (S. Barbier), 14 h 30, 15 heures (métro Abbesses).

« La cité d'artistes, la Rache », 14 h 30, métro Convention.

« La Sologne en automne, le château de Saint-Fargeau », inscriptions (1) 45-26-26-77 (Paris et son histoire) ; trois propriétés en forêt d'Yvelines (inscriptions idem).

« L'île Saint-Louis », 10 h 30, métro Pont-Marie, et « l'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (P.-Y. Jaslet et M.-C. Laguerre).

« Le vieux Belleville et ses jardins », 15 heures, sortie métro Télégraphe (Ré-surrection du passé).

« Les salons du ministère des finances avant le réaménagement du Louvre », 11 heures, 93, rue de Rivoli (Arcus).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 h 15 et 15 h 45, 10, avenue Père-Lachaise (V. de Langlade).

« La cathédrale russe », 12, rue Dura, « l'Exposition Joshua Reynolds », 12 h 30, entrée du Grand Palais et « les arènes de Lutèce et le monnaie Sainte-Geneviève », 15 heures, sortie métro Jussieu (Paris et son histoire).

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (M. Ragueneau).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 heures et 15 h 30, grille Carnavalet (C.-A. Messier).

« Le musée Picasso », 11 h 15, 6, rue de Thorigny (près caisses Opéra), 14 h 30, hall (D. Bouchard).

CONFÉRENCES

VENREDI 1^{er} NOVEMBRE

11 h 15, rue Kepler, 20 h 15, « De la mort à la réincarnation ».

14 h 30 : la Grèce 1985 ; 16 h 30 : la Thaïlande ; 18 h 30 : la Crète 1985. 60, boulevard Latour-Maubourg (M. Brumfeld).

EN BREF

SALON DU BRICOLAGE

LE SALON DU BRICOLAGE - qui fête cette année ses vingt ans - aura lieu du 31 octobre au 11 novembre au CNIT à La Défense. Outre la présentation des divers outillages et matériaux, des animations seront faites sur le travail du bois et des métaux, la soudure, l'aménagement de la maison et la réparation auto. Parallèlement à ce salon (et avec le même billet d'entrée), les Décorables 85 permettront de faire le point des nouveautés en matière de revêtements, de cuisines et de salles de bains ainsi que d'électroménagers. Sous le nom de « créer », une section de loisirs utiles sera animée par Odile Verdier, productrice de l'émission « bleu citron » sur France-Inter.

* Salon du bricolage. Décorables 85, du 31 octobre au 11 novembre, CNIT à La Défense. Tous les jours de 10 heures à 19 heures ; le mardi 5 et le vendredi 8 novembre, jusqu'à 22 heures. Entrée, 25 F.

SÉMINAIRES

SAINT-SIMON - De création récente (1982), la Fondation Saint-Simon regroupe pour l'essentiel des intellectuels, des journalistes et des industriels et organise chaque année des séminaires publics pour étudier de la manière la plus large et la plus diversifiée possible les grands problèmes contemporains, chaque participant apportant ses connaissances et ses techniques dans son domaine particulier et bénéficiant des connaissances de ses interlocuteurs. Les rencontres se déroulent à un rythme de séances hebdomadaires de deux heures ou sous forme de journées complètes. Une contribution financière modeste est demandée aux participants.

* Renseignements et inscriptions : Fondation Saint-Simon, 180, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : (1) 42-22-35-62.

L'agenda du Monde



L'AGENDA DES JOURNALISTES ET DES LECTEURS DU MONDE

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA 86 DU MONDE

A renvoyer avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde à : Agenda du Monde, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Veuillez me réserver et m'adresser :

☐ l'agenda de luxe cuir pleine peau au prix unitaire de 450 F TTC (frais d'expédition, gravure des initiales inclus), coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

initiales _____

☐ l'agenda reliure Roudura pigré seller au prix de 280 F TTC (frais d'expédition inclus), coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

gravure des initiales : _____ (15 F TTC en supplément)

☐ je souhaite recevoir une facture justificative. Étranger : supplément de 40 F par agenda.

M. _____

Mme _____

Mlle _____

Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

En cas de commande multiple, merci d'indiquer sur papier libre le nombre d'exemplaires et pour chacun, le coloris et les initiales à graver.

MQ3

Pour ses journalistes, le Monde a conçu spécialement ce magnifique agenda de bureau, cet instrument sobre, pratique et clair qui leur permet d'organiser de façon simple un emploi du temps souvent bousculé par de multiples rendez-vous et déplacements.

Cet agenda, le Monde le met désormais à la disposition de ses lecteurs. Tous ceux qui exercent des responsabilités dans l'administration, les affaires, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique ou associative trouveront dans l'agenda du Monde le collaborateur indispensable, discret et bien informé dont ils ont besoin.

PREMIÈRE QUALITÉ : une présentation sobre et élégante. Couverture protégée par des coins dorés. Impression en trois tons de gris différents sur papier légèrement chamoisé. Typographie simple et lisible. L'agenda du Monde existe en deux versions (luxe en cuir pleine peau et Roudura pigré seller) et trois coloris (Noir, Bordeaux et Marine). En version luxe, l'impression des initiales au fer à dorer sur la couverture est gratuite.

DEUXIÈME QUALITÉ : un instrument pratique et rationnel. Votre emploi du temps découpé jour par jour, demi-heure par demi-heure. Une mise en page aérée prévoyant le plus de place possible aux notations personnelles. Sur une double page, l'agenda du Monde vous offre une vision complète de toutes vos tâches, le tableau de bord de votre semaine.



FICHE TECHNIQUE

Format 220 x 280. Couverture amovible cuir pleine peau ou Roudura pigré seller. Trois coloris : Noir, Bordeaux, Marine. Coins renforcés en métal doré. 144 pages dorées sur tranches, dont cartographie : 10 pages couleurs. Répertoire adresses séparé. L'agenda de bureau du Monde est rechargeable.

TROISIÈME QUALITÉ : un outil de documentation unique. Des centaines d'adresses et de numéros de téléphone : banques, organisations politiques, sociales, patronales, syndicales, institutions internationales. Mais aussi les compagnies aériennes, les aéroports, les gares, les radio-taxis à Paris et en province, les loueurs de voitures. De quoi gagner un temps précieux en évitant de longues recherches. Unique et original, l'agenda du Monde présente également chaque jour les points de repère historiques de ces 40 dernières années. 6 février : chute du gouvernement Mendès-France (en 1955). 22 avril : putsch des généraux d'Alger (en 1961). 11 septembre : coup d'Etat de Pinochet (en 1973). 22 novembre : assassinat de Kennedy (en 1963).

QUATRIÈME QUALITÉ : un guide complet du voyageur. Un index géographique de 169 pays précisant les formalités de voyage, le nom de la monnaie nationale, les cartes de crédit acceptées, l'indicatif téléphonique, le téléphone des sièges bancaires français et des compagnies aériennes, le téléphone de notre ambassade et de nos missions diplomatiques et économiques.

L'agenda du Monde contient enfin une riche cartographie en couleurs de 10 pages avec des planisphères géopolitiques, économiques et - ce qui est bien utile - l'indication des fuseaux horaires.

Une réalisation Le Monde

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Agendas Brépols

Mathématiques

Le Monde EDUCATION

Les profs de maths se rebiffent

LES ministres passent, les programmes changent, mais les professeurs de mathématiques restent... Excédés par l'incessant tourbillon des textes officiels, ils ont décidé de s'attaquer à ce qu'ils considèrent comme les vrais problèmes : l'impérialisme de la section C et l'adaptation de l'enseignement des mathématiques aux besoins de tous les élèves. La volonté de faire des mathématiques un « instrument de formation et non de sélection » a été affirmée avec insistance lors des Journées de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP) qui viennent d'avoir lieu à Port-Barcarès (Pyrénées-Orientales) en présence de six cents participants.

A peine les nouveaux programmes de la classe de première C viennent-ils d'être mis en place, à la rentrée 1985, qu'on apprend l'intention du ministre de faire éclater en deux cette section : C (mathématiques-p physique-chimie) et D (biologie-physique-chimie). « A chaque fois que ça change, nous râtons, constate un enseignant. Et, comme ça change tout le temps,

Réformes, sélection...
Les professeurs de mathématiques en ont assez des changements incessants et du mauvais usage qui est fait de leur discipline.

L'enseignement secondaire (le Monde du 15 octobre 1985) qui bouleverse la distribution des sections et aboutit à une suppression d'horaires et donc d'enseignants de maths (moins mille professeurs, selon l'APMEP) sous prétexte de combattre leur impérialisme, les mathématiciens sortent de leurs gonds.

Un moratoire de dix ans

D'autant que ce nouveau chambardement en préparation s'accompagnera inévitablement d'une modification des programmes qui viennent d'être mis en application (classes de première en 1985) ou qui sont sur le point de l'être (terminales en 1986). Ils soupçonnent M. Chevènement d'agir dans la précipitation pour des raisons non pas

objectifs (au risque de mécontenter certains adhérents plutôt demandeurs de recettes pour affronter les difficultés du présent). « Du renouvellement des méthodes naîtront de nouveaux programmes », a estimé M. Jean-Pierre Kahane, président de la commission internationale sur l'enseignement des mathématiques. Pour inventer l'avenir, l'Association dispose d'un outil de choix : le réseau des instituts de recherche en mathématiques (IREM), qui réunissent chercheurs et enseignants du secondaire comme du supérieur, mais qui connaissent actuellement de graves difficultés budgétaires.

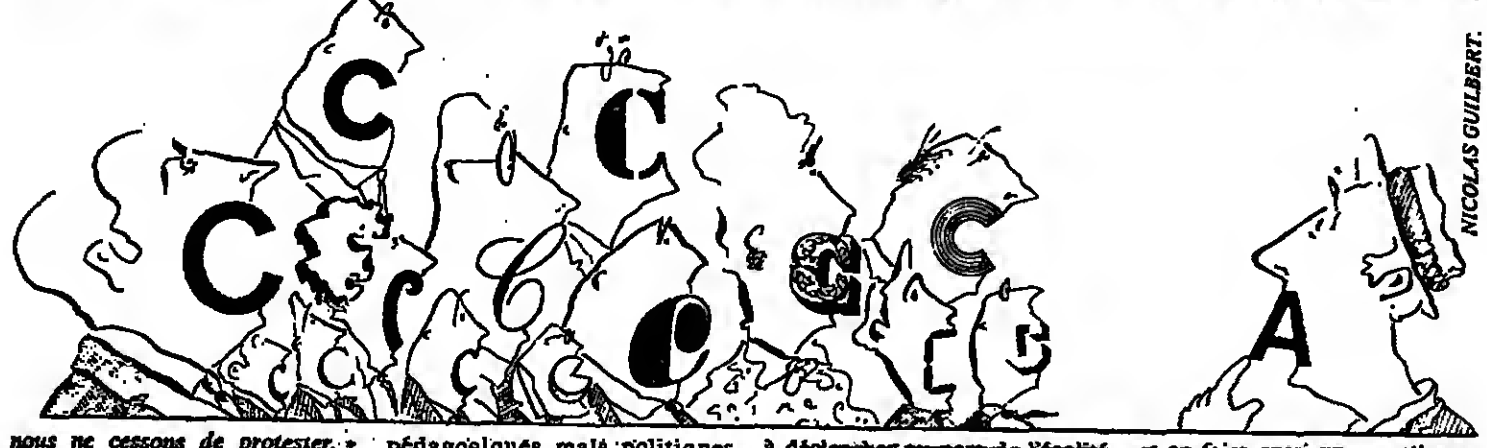
Si les professeurs de mathématiques de l'APMEP veulent avancer prudemment, c'est qu'ils reviennent de loin. La déferlante des mathématiques modernes, qu'ils avaient largement contribué

Cette évolution, à laquelle l'APMEP n'est pas étrangère, correspond à une volonté d'élargir le champ et le public de l'enseignement des mathématiques. Faire de cette discipline une « science expérimentale pour tous » est l'un des nouveaux mots d'ordre.

« Saucissonnage absurde »

Jusqu'à présent, les maths au lycée n'avaient qu'un seul dieu : le bacc C. Dans les programmes étaient élargies en fonction des exigences des classes préparatoires aux grandes écoles. Cette référence valait pour toutes les autres classes (littéraire, économique, technologique ou biologique) : ainsi les programmes de toutes les terminales sont définis par une simple réduction de ceux de la section-phare.

« Saucissonnage absurde ! », estiment les adhérents de l'APMEP, qui souhaitent diversifier l'approche des mathématiques, la « colorer » en fonction des objectifs d'un cycle d'études entier (et non d'une seule année)



nous ne cessons de protester... Les adhérents de l'APMEP ne sont pourtant pas des partisans de l'immobilisme. Au contraire, ils forment plutôt l'avant-garde enthousiaste de la profession. Ils innoveront, expérimentent et n'hésitent pas à s'enfermer trois jours pour réfléchir sur leur métier. S'élèvent contre « l'hégémonie des mathématiques », ils évoquent les aspects poétiques de leur discipline. « Dire que les mathématiques représentent le summum de la connaissance est une absurdité », répètent-ils. Ils sont même prêts, « à la rigueur », à discuter avec l'administration de la diminution de certains horaires de cours des élèves à condition de la compenser par des dédoublements de classe.

Tout de même. Lorsque le ministre concocte une telle réforme du deuxième cycle de

pédagogiques mais politiques (parachever son œuvre réformatrice) et matérielles (adapter les lycées à la pénurie de professeurs de mathématiques). Pourquoi faire éclater la première S et remettre en cause la seconde de détermination, système tout récent que l'on n'a pas pris la peine d'évaluer en profondeur ? Pourquoi supprimer la section A1 (mathématiques et deux langues), qui permettait une orientation positive vers une filière littéraire ? Ces questions posées d'autres ont conduit M. Michel Soufflet, président de l'APMEP, à réclamer un « moratoire de dix ans » pour se donner le temps de réfléchir.

Pinté de courir sans cesse à la poursuite d'« introuvables » « bons programmes » l'APMEP préfère investir dans une réflexion de fond sur les pratiques et les

à déclencher au nom de l'égalité des chances, a connu une telle perversion qu'elle s'est vite retournée contre cet objectif. En imposant le règne de l'abstraction et du formalisme, on obligeait les élèves à mémoriser des définitions de concepts totalement imperméables à toute représentation visuelle ou mentale, la réforme a confirmé les mathématiques dans leur rôle de sélection. On a fait machine arrière depuis la fin des années 70, et les nouveaux programmes des collèges récemment publiés reviennent à une conception plus expérimentale des mathématiques. On part désormais de la réalité pour aboutir à la conceptualisation et non l'inverse.

et en faire aussi un « outil pour d'autres disciplines ». Dans une section littéraire, par exemple, pourquoi ne pas mettre l'accent sur l'histoire ou l'épistémologie des mathématiques ? Cette dernière vision peut d'ailleurs nourrir la réflexion sur l'apprentissage de la discipline. On tentera, autant que faire se peut, d'introduire les notions par référence à leur acquisition progressive par l'humanité. On expliquera, par exemple, que la découverte des logarithmes a permis à Kepler de prévoir la position des astres plusieurs années à l'avance, ce que ne pouvait faire un scribe plus tôt Copernic, faute d'un développement suffisant des mathématiques.

Pour s'attaquer au rôle sélectif des mathématiques, les enseignants souhaitent modifier les critères de la réussite dans leur matière. M. Gérard Vergnaud, membre de la commission permanente de réflexion sur l'enseignement des mathématiques, a proposé d'en finir avec le « tout ou rien », de se libérer de la référence à un « niveau » théorique. On a aussi critiqué la prépondérance donnée à la rapidité des élèves - pas toujours synonyme de qualité - pour apprécier leur travail. L'imagination, l'intuition, sont des vertus à réhabiliter ; les enfants et les adolescents doivent être mis plus souvent en « position d'activité » pour découvrir eux-mêmes les concepts. Face à un public exigeant, le doyen de l'inspection générale de mathématiques, M. Pierre Legendre, s'est taillé un succès inattendu en invitant les enseignants à susciter « la joie de vivre chez nos enfants ».

Des idées pas toutes nouvelles, mais qui semblent à l'APMEP plus constructives qu'une simple redistribution administrative des horaires. Les professeurs de l'Association veulent retrouver le plaisir d'enseigner en réconciliant leurs élèves avec une discipline trop souvent associée à un coup de patte. Fatigués d'être désignés comme les grands responsables de l'implacable sélection opérée par l'école, les mathématiciens se rebiffent. Ils se défendent de n'avoir d'yeux que pour la petite élite des futurs polytechniciens. C'est au contact de tous les élèves qu'ils souhaitent retrouver le sens de leur enseignement.

PHILIPPE BERNARD.

Les physiciens espèrent

Les nouvelles sections des lycées feront-elles une place plus grande aux sciences expérimentales ? C'est le souhait des professeurs de physique.

La volonté de M. Chevènement de développer les filières scientifiques et de remettre légèrement en cause la domination des mathématiques intéresse les professeurs de physique, même si « des inquiétudes demeurent » : crainte de voir disparaître les sciences expérimentales dans les filières littéraires, absence de dominante scientifique en seconde, déséquilibre entre les disciplines scientifiques au détriment de la physique. Telles sont les réflexions qui ont été échangées entre deux conférences sur les technologies nouvelles ou la micropollution organique dans les eaux à potabiliser, au cours des Journées nationales que l'Union des physiciens vient de tenir à Poitiers (1).

Recréer une classe de première D avec des disciplines comme la biologie, la physique et la géologie n'est pas jugé comme une initiative heureuse par une enseignante de Strasbourg. Elle estime que dans les projets d'horaires de cette section « les mathématiques se taillent encore une fois la part du lion ». Elle regrette qu'une des disciplines expérimentales ne devienne pas une « matière dominante ».

Cinq heures « seulement »

Un de ses collègues bordelais pense que le ministre se prépare à répéter l'erreur qui existe entre les actuelles terminales D et trop d'enseignement général, pas assez de biologie ou de physique-chimie, « en soulignant que les horaires de ces classes comportent trois heures d'histoire et géographie et cinq de physique-chimie ».

« Nous sommes demandeurs d'une section qui attire les jeunes passionnés par les sciences expérimentales et qui leur offre des débouchés intéressants », résume une enseignante du Midi. Elle avoue se battre depuis des années pour rendre sa discipline plus attractive à des jeunes qui, selon elle, n'ont pas été séduits par la physique telle qu'on l'enseigne dans les collèges. Ses victoires sont modestes : quelques be-

chelliers plus motivés pour les études supérieures et la création, dans son lycée, d'une option pour les élèves de terminale A, où des jeunes des sections de musique viennent s'initier à l'acoustique. « Ils sont passionnés, et nous travaillons beaucoup », observe-t-elle.

Question de méthode

Les physiciens réclament une diversification des programmes en fonction des classes. La méthode adoptée jusqu'à maintenant, qui consistait à « bâtir le programme D par amputation du programme C », n'est pas logique, explique M. Alain Touren, président de l'association. Il préconise une concertation avec l'inspection générale pour rénover l'enseignement de la physique en liaison avec le développement de la recherche.

Selon lui, le programme du baccalauréat ne doit pas être défini uniquement en fonction des connaissances requises pour se présenter à l'école polytechnique. La physique et la chimie sont des sciences indispensables aux élèves, car elle, apportent « une façon spécifique de raisonner, accompagnée d'applications pratiques ». Mais que devient cette ambition dans les collèges où les salles de travaux pratiques prévues pour vingt-quatre élèves doivent en accueillir vingt-huit ou trente ? « Nous appaisons trop souvent aux élèves comme les enseignants d'une matière inutile », regrette M. Chédelle, professeur à Poitiers. Un constat qui, d'après quelques physiciens, influence la diminution du nombre des candidats aux concours de recrutement. « Lors de la dernière session du CAPES, explique le président de l'association, pour six cents postes à pourvoir dans notre discipline, il y avait six cent quatre-vingt candidats, conséquence : à peine la moitié des postes ont été pourvus ».

SERGE BOLLOCH.

(1) L'Union des physiciens rassemble douze mille professeurs de physique-chimie qui enseignent dans les collèges et les lycées.

Les Français ont la bosse

Une comparaison internationale fait apparaître que les résultats en mathématiques des élèves français sont parmi les meilleurs du monde

LES polémiques qui surgissent régulièrement en France à propos de l'enseignement des mathématiques (en particulier des mathématiques modernes) pourraient faire croire que cet enseignement n'est pas assuré de manière efficace. Or une comparaison internationale, qui a été menée en 1981-1982 par l'Association internationale pour l'évaluation des rendements scolaires dans vingt pays, à deux niveaux correspondant aux élèves de quatrième et de terminale C, montre qu'il n'en est rien, bien au contraire. M. Daniel Robien, responsable de cette étude pour la France, explique en effet qu'elle fait apparaître les résultats suivants :

« La moyenne des résultats des élèves français de quatrième est supérieure à la moyenne internationale et se situe souvent dans le quartile supérieur. Ils sont particulièrement bons en algèbre et en arithmétique. Ils ont aussi un niveau très élevé aux épreuves « verbales », qui correspondent à un passage du langage mathématique au langage courant.

« En vingt ans, les résultats des élèves français se sont nettement améliorés en algèbre et en statistique (utilisation de graphiques). Ils ont diminué en géométrie, ce qui s'explique par le fait que certaines questions, en cette matière, ne font plus l'objet d'un enseignement en quatrième (mesure d'angle dans un cercle par exemple).

« Les progrès réalisés au cours de l'année de quatrième par les élèves français sont supérieurs à la moyenne des autres pays (comparaison sur huit pays). Ces progrès sont particulièrement nets pour les fractions, les rapports, proportions, pourcentages et en géométrie. D'autre part, les élèves sont généralement capables de résoudre des problèmes qui ne leur sont pas proposés habituellement. Ils ont donc acquis une culture mathématique leur permettant de faire face à des situations nouvelles.

« Les exigences des professeurs français sont plus grandes que celles de leurs collègues étrangers - quant à la formula-

tion des problèmes et à leur complexité. Cela est particulièrement net pour la terminale, où les problèmes posés peuvent généralement être résolus, en France, par les élèves de première S. Cette exigence est particulièrement élevée en géométrie (en quatrième comme en terminale C).

« Le rejet des mathématiques par les élèves français est faible : c'est le cas pour 3% seulement d'entre eux ; 18% disent qu'elles les rendent anxieux... mais 10% seulement se disent enthousiasmés...

M. Robin observe d'autre part que la conception de l'enseignement des mathématiques reflète les caractéristiques culturelles des différents pays. La France, où l'étude des vecteurs est développée dès la quatrième, favorise la démarche hypothético-déductive. Le Japon met l'accent sur l'induction ; la construction des concepts se fait plus fréquemment à partir d'exemples empruntés à la géométrie dans l'espace. Les Etats-Unis mettent en avant l'aspect opératoire, avec une utilisation intensive des mesures.

UN TREMPLIN pour votre avenir

Ecole des Secrétaires de Direction
(enseignement privé)
15, rue Soufflot
75240 PARIS Cedex 05
Tél. 325.44.40

- BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac)
- Certificat ESD d'assistant de direction
- Examen de qualification à la sténographie de conférence
- Chambres de commerce étrangères

Formation concrète adaptée aux nouvelles exigences des entreprises (travaux dirigés et « libre-service » en laboratoire d'informatique).

STAGE EN ENTREPRISE SERVICE de PLACEMENT

BERTY
le prêt à porter des grands
(1 m 85 à 2 m 15)
... et des costards

PARIS 12^e
86 av. Ledru-Rollin
Tél. 46.28.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. : 45.74.35.13
LYON 6^e
22, cours F. Roosevelt
AVIGNON
101 rue Bonneterie
TOULOUSE
7, rue J.F. Kennedy
BORDEAUX
28, rue Mably

Franchise BERTY :
agglomérations de +
de 300.000 habitants
Tél. : (1) 45.74.66.68

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	78,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	65,00	77,09
OFFRES D'EMPLOIS	19,00	22,53
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	59,30
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dépendant selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

SICOVAM - PARIS 8e

Nous sommes une société spécialisée dans les valeurs mobilières pour le compte d'intermédiaires financiers.

Équipée d'IBM 43 81, nous recrutons

UN SPÉCIALISTE SYSTÈME

Ce poste conviendrait à un jeune informaticien de gestion (COBOL) de formation DUT-MIAGE informatique ou équivalent, possédant une expérience de 2 à 3 ans sur 43 XX sous DOS/VSE CICS VTAM et souhaitant travailler dans un environnement formateur.

Emploi stable, avantages sociaux.

J.-C. BEY vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (plus photo) au 52 Av. des Champs-Élysées, 75008 Paris

CABINET D'AUDIT ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche d'urgence

RÉVISEURS

ayant au moins 2 ans d'expérience formation supérieure + DECS

Envoyer c.v. et photo à GDV
114, avenue Charles-de-Gaulle
92522 Neuilly-sur-Seine.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour PARIS

FISCALISTE

ENI ou DESS FISCALITÉ, expérience de cabinet

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à C. KRAEMER 88, rue d'Angoulême 91100 CORBEIL - ESSONNES qui fera suivre.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE COMMERCIAL - 36 ANS

Diplômé ESC Reims

recherche poste
ADJOINT DIRECTION COMMERCIALE ou RESPONSABLE ADMINISTRATION

France Export.

Basé sur PARIS NORD.

Ecrire s/r 6822, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGENIEUR DE PROJET, 33 ans, DUT électronique, anglais courant, 10 ans d'expérience étranger (2 ans Chine), en charge de projets spécifiques à l'exploration pétrolière, installation et maintenance instruments de mesure divers (digital 8 analog), très bonne connaissance Asie, CHERCHE nouvelle position étranger. Libre de suite. (BCO/MS 733)

INGENIEUR TOPOGRAPHE sortant Canada, 33 ans, bilingue (français, anglais), ayant 6 ans d'expérience dans bureaux d'études, entreprise et compagnie pétrolière, CHERCHE emploi dans bureaux d'études ou entreprise privée en Afrique, Comores, Mayotte, Moyen-Orient, la Réunion. (BCO/MS 734)

ASSISTANTE EXPORT, 27 ans, licence d'anglais, BTS commerce international, connaissance allemand, espagnol, traitement de texte, dactylo, téléx, 2 ans d'expérience enseignante aux USA, grande disponibilité, CHERCHE emploi à responsabilité dans service export France/étranger. (BCO/MS 735)

INGENIEUR AGRONOME, 44 ans, docteur sciences agronomiques, 4 ans enseignant maîtrise, santé publique en école supérieure, 13 ans d'expérience professionnelle : création, aménagement, entretien, protection espaces verts en France, bonnes connaissances pays en voie de développement, allemand, anglais, espagnol, CHERCHE situation stable ou industrie agro-alimentaire Franco-étranger. (BCO/MS 736)

ANPE

ECRIRE OU TELEPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

OFFRES D'EMPLOIS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE EN FORTE EXPANSION

recherche

Médecin « chef de produit »

- Chargé d'une spécialité située parmi les leaders de sa classe thérapeutique.
- Rattaché à notre Direction du Marketing, il devra élaborer et mettre en œuvre (avec la collaboration de son assistant) le plan promotionnel du produit.
- Dynamique et créatif, il a le sens de la communication, un réel besoin de responsabilités et recherche une rémunération motivante.
- Agé d'environ 30 ans, il possède de préférence une expérience de 2 ou 3 ans dans l'industrie pharmaceutique et dans une fonction similaire.

Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo récente + prétentions) à : M^{me} THION M., 4, rue Jacques Salomon - 78110 SAINT CYR L'ECOLE.

LA BANQUE HERVET

renforce ses équipes d'exploitation et recherche

3 EXPLOITANTS

Classe V, VI

pour leur confier le développement et la gestion d'un portefeuille d'entreprises

Ces postes basés en province font appel à une expérience d'au moins 3 années fortement orientée vers la prospection commerciale et soutenue par une formation de base supérieure ou bancaire.

Vous appréciez votre autonomie, mais vous aimez travailler en équipe et savez favoriser la communication et les échanges. Votre évolution de carrière est liée aux performances professionnelles et aux qualités humaines que vous développerez dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) à la Direction des Relations Sociales et du Personnel de la Banque Hervet, Centre Administratif de Fussy, B.P. 126, 18003 BOURGES CEDEX.

BANQUE HERVET

capitaux propositions commerciales

Cherche partenaire pour mettre en œuvre un grand projet dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Ecrire s/r 6822 LE MONDE pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée M. G. R. T. (L.M.), 6, P. 281.05, PARIS.

L'Euro offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur le service spécialisé. FRANCE CARVIERES (C.I.E.), 6, P. 402-03, PARIS.

Guide International d'adresses pour trouver un emploi à l'étranger. Informations de sources publiques et privées. Documentation gratuite sur guide : INTERNATIONAL / DIFFUSION (Édition), code LM - B.P. 30 76310 - SAINT-ADRESSE.

Groupe, activité et Devol, com. et ind. des entr. : rach. un expert fiscal + un expert financier + un spécialiste en marketing, des intervenants en partie, sur nomb. dossiers particuliers. Forme lib. prise particip. 5 % possible. Droit d'entrée oblig. Réf. sérieuses. Discrét. assurée. Ecr. à DIDA BP 123, 85140 CANET qui trans.

J.F. 21 ans, bilingue, anglais, espagnol, niveau BTS tourisme, option produits de vente, connaissances informatiques, divers stages pratiques études tour. proposition adhésive. Ecr. s/r 6822 LE MONDE pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FEMME 38 ANS COMPTABLE EXPERIMENTÉE 13 ans expériences, connaissances techniques, gestion, comptabilité, gestion des stocks, gestion des clients, gestion des fournisseurs, gestion des dépenses, gestion des recettes, gestion des stocks, gestion des clients, gestion des fournisseurs, gestion des dépenses, gestion des recettes.

PUBLICITE PRESSE ÉDITION J. Large exp. : planning, fab. relations avec annonceurs, fab. photographes, imprimeurs. Gestion des clients. Étudiez nos propositions : services publicitaires, exécution publicités presse, fabrication, production, etc. Ecr. s/r 6822 LE MONDE pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME CADRE SERVICE JURIDIQUE Maîtrise Droit des affaires, 28 ans, dynamique et volontaire. Anglais commercial et juridique (lu-écrit-parlé). Après avoir effectué un stage à l'étranger + différents stages dans importantes entreprises en France, étudiez toutes propositions POSTE STABLE dans Service juridique offrant possibilités d'évolution. Acceptez formation complémentaire. Ecr. s/r 18.650 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris qui transmettra.

Secrétaire exp. édition resp. poste stable responsabilité, 5-6 ans tout de suite. 48-54-59-05.

J.F. 19 ans, ayant BEP informatique, cher. emploi dans bureau. Tél. : 43-00-81-88.

J.J. 41 ans, chef de corps et chauffeur, bon phys., trilingue, exp. 5 ans. Disponible de suite. Tél. : 807-03-83 ou écrire à M^{me} Z. OULAMOU, 27, rue Morend, 75011 PARIS.

J.F. 27 ans cherche emploi stable secrétaire, saisie, exp. 5 ans. Disponible de suite. Tél. : 807-03-83 ou écrire à M^{me} Z. OULAMOU, 27, rue Morend, 75011 PARIS.

44 ans, diplômé arts-déco, 2 ans droit marketing, gest. 10 ans resp. coll. et niveau, négociant Fr./étr. encadrement, force de vente, bil. angl.-esp., ch. poste resp. coll. J.P. Chevalier, 38, rue Guyonnet, 75009 Paris. Tél. : 42-22-55-88

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt

PALAIS-ROYAL, RARE 80 m², dble. v., chbre + chbre serv. 1.300.000 F. Téléphone : 43-28-57-15.

5^e arrdt

MOUFFTARD duplex, 65 m², 3 chbres, tt confort chbre, 1.470.000 F. Téléphone : 43-28-57-15.

FACE R-DAME

petit studio refait neuf, vue sur Seine, 684.000 F. Téléphone : 43-28-57-15.

7^e arrdt

SAC ST-GERMAIN, 86 m² PIED-A-TERRA DE LUXE LE POULAIN. 43-20-73-37.

8^e arrdt

ST-PHILIPPE-DU-ROULE 75 m², 3 chbres, bel inv. GARBI. 45-57-22-88.

14^e arrdt

VAVIN, 3 PIÈCES 75 m², 3 chbres, bel inv. GARBI. 45-57-22-88.

15^e arrdt

St-DUPLEX, 3 PCHS Très bel inv. p. de table, entrée, suite, w.c., bne, clim. 287.000 F. Tél. 42-52-01-82.

93

Seine-Saint-Denis Appart. 2 pièces, MONTREUIL-VILLIERS, imm. standing, 48 m² habitables + 9 m² balcon, plan aut. 688.000 F. Tél. : 857-55-58, h. de bar.

appartements achats

RECHERCHE 1, 2, 3 P.

même à louer. 42-52-01-82

ORPI

1^{re} force de vente à PARIS recherche tous appartements REALISATION RAPIDE

ORPI - 45-59-79-73.

MICHEL BERNARD

42, av. VICTOR-HUGO-16^e ORGENT, 45-02-13-43

RECHERCHE POUR CLIENTS APPARTS, HOTEL PARTICULIER BON STAND, BON QUARTIER

Recherche 1 à 2 p., PARIS, prêt, 50 m², 12 p., 14 p., 16 p., 18 p. et au-dessus. PAE CPT chez notaire, 48-75-20-67 même le soir.

capitaux propositions commerciales

Cherche partenaire pour mettre en œuvre un grand projet dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Ecrire s/r 6822 LE MONDE pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée M. G. R. T. (L.M.), 6, P. 281.05, PARIS.

L'Euro offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur le service spécialisé. FRANCE CARVIERES (C.I.E.), 6, P. 402-03, PARIS.

Guide International d'adresses pour trouver un emploi à l'étranger. Informations de sources publiques et privées. Documentation gratuite sur guide : INTERNATIONAL / DIFFUSION (Édition), code LM - B.P. 30 76310 - SAINT-ADRESSE.

Groupe, activité et Devol, com. et ind. des entr. : rach. un expert fiscal + un expert financier + un spécialiste en marketing, des intervenants en partie, sur nomb. dossiers particuliers. Forme lib. prise particip. 5 % possible. Droit d'entrée oblig. Réf. sérieuses. Discrét. assurée. Ecr. à DIDA BP 123, 85140 CANET qui trans.

J.F. 21 ans, bilingue, anglais, espagnol, niveau BTS tourisme, option produits de vente, connaissances informatiques, divers stages pratiques études tour. proposition adhésive. Ecr. s/r 6822 LE MONDE pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FEMME 38 ANS COMPTABLE EXPERIMENTÉE 13 ans expériences, connaissances techniques, gestion, comptabilité, gestion des stocks, gestion des clients, gestion des fournisseurs, gestion des dépenses, gestion des recettes, gestion des stocks, gestion des clients, gestion des fournisseurs, gestion des dépenses, gestion des recettes.

PUBLICITE PRESSE ÉDITION J. Large exp. : planning, fab. relations avec annonceurs, fab. photographes, imprimeurs. Gestion des clients. Étudiez nos propositions : services publicitaires, exécution publicités presse, fabrication, production, etc. Ecr. s/r 6822 LE MONDE pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME CADRE SERVICE JURIDIQUE Maîtrise Droit des affaires, 28 ans, dynamique et volontaire. Anglais commercial et juridique (lu-écrit-parlé). Après avoir effectué un stage à l'étranger + différents stages dans importantes entreprises en France, étudiez toutes propositions POSTE STABLE dans Service juridique offrant possibilités d'évolution. Acceptez formation complémentaire. Ecr. s/r 18.650 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris qui transmettra.

Secrétaire exp. édition resp. poste stable responsabilité, 5-6 ans tout de suite. 48-54-59-05.

J.F. 19 ans, ayant BEP informatique, cher. emploi dans bureau. Tél. : 43-00-81-88.

J.J. 41 ans, chef de corps et chauffeur, bon phys., trilingue, exp. 5 ans. Disponible de suite. Tél. : 807-03-83 ou écrire à M^{me} Z. OULAMOU, 27, rue Morend, 75011 PARIS.

J.F. 27 ans cherche emploi stable secrétaire, saisie, exp. 5 ans. Disponible de suite. Tél. : 807-03-83 ou écrire à M^{me} Z. OULAMOU, 27, rue Morend, 75011 PARIS.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres et employés BANQUE FRANÇAISE rech. appart. tous catégories, moyens + loc. studio, villas Paris banlieue. 45-04-04-45.

Journistes du Monde cherché à louer 4 pièces dans Paris ou banlieue ouest.

Ecr. s/r 6822 LE MONDE pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Eude cherche pour CADRES villas très berr., louer garanti. 111-48-88-88-88-42-53-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction, beaux appart. de 3 pièces, 4 pièces et plus. 45-11-02.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Marmora rech. APPARTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de multinationales. Téléphone : 48-62-78-88.

immobilier information

FRANCAIS PROPRIETAIRES AU MAROC

Terrains, villas, immeubles, évaluation, contentieux, négociation. Jean-François Richard, conseiller financier 44, place Mohammed-V Casablanca 01 Maroc.

Informations sur différents lochs à louer du studio au 6 p. de 2.000 F à 10.000 F. Également échanges possibles. Nous ne sommes ni agences ni marchand de biens, mais une association sans but lucratif. Tél. : A.P.E.L. 75, 42-50-32-30.

viagers

FONCIAI LEGASSE

VIAGERS 42-66-32-35 10, 30 MALESHERBES-B. Étude GRATUITE. Export 40 ans d'exp. NÉTE INDEXE.

F. CRUZ 42-66-19-00

6, RUE LA BOÉTIE-9. Conseil 48 ans d'expériences. Prix rentes indexées garanties. Étude gratuite clientèle.

ventes

Location vente Rouen, plain 2 niveaux, cave voûtée. Téléphone : 37-32-32-73.

fonds de commerce

VENTES

PARIS-13^e, CESSION SAIL sous-sol 17 m² + boutique, 34 m² + apt. 85 m², 3.000 F par m², 115.000 F, 48-48-74-25 (16 h à 18 h).

Vos (Adige), ses rest. fonds de comm. statuts, + stock + cordon. S.A. Tél. : 611 59-13-23.

l'agenda du Monde

Particuliers

(demandes)

PARTICULIER AGÈTE

MEUBLES ANCIENS

même en mauvais état.

BIBELOTS-TABLEAUX

Tél. Répondeur : 45-77-81-00.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS

BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET 18, d'Artois, 43-54-00-53

ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.

Métre : Cité Médiane N.D. de Paris. Or 2.200 F et argent.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

MODERNES - BRILLANTES

PARFUMS - VIEL OR

PERRON JOELLIER-ORFÈVRE à l'Opéra, 4, Chaussée d'Antin ; Soles, 87, av. Victor-Hugo

Ventes, Occasions, Échanges.

Cours

MATHÉMATIQUES-PHYSIQUE

Tous niveaux par professeur expérimenté. Tél. : 48-58-11-71.

Enseignement

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Notre hôtel de 100 chambres sur la mer, célèbre dans le monde entier (à 100 km de Londres) et notre école d'anglais tout aussi célèbre dans les mêmes bâtiments.

25 % DE RÉDUCTION sur les séj. de 90 jours et plus (y compris cours spéc. pour les examens de Cambridge).

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Ramsgate-on-Sea, Kent (Angleterre). Tél. 943-59-12

Tél. 96454 ou M^{me} Bonillon, 4, rue de la Périgord, 92000 Nanterre.

Le FRANCAIS OU L'ANGLAIS EN FRANCE

REGENCY LANGUES

116, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Tél. : (1) 563-17-27. Tél. ISO BUR 641605.

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH & FRENCH

118-119, palais de la Scala, Monaco.

Tél. : (93) 50-49-00 - Tél. 4 69 870 118.

</

REPÈRES

Dollar : 7,97 F

(Lire en première page.)

Travaux publics : le niveau de l'été 1982

Selon la dernière note de conjoncture de la Fédération nationale des travaux publics, le montant des travaux, réalisés en juillet (8,3 milliards de francs) et en août (8,9 milliards de francs) - ce dernier chiffre en hausse de 3,3 % sur août 1984 - permet aux travaux publics de retrouver le niveau d'activité qui était le leur pendant l'été 1982. Cependant, le nombre d'heures travaillées par le personnel productif depuis le début de 1985 reste inférieur de 9,5 % par rapport à la même période de 1984. En 1984, la FNTP a dénombré 5 498 entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires de 260 000 milliards de francs hors taxes et ayant employé près de 260 000 salariés. Pour la première fois, l'activité s'est réduite, en francs courants : le chiffre d'affaires était de 82,9 milliards de francs en 1983.

M. Giral démissionne de la vice-présidence du CNPF

M. Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics et vice-président du CNPF, vient de démissionner de cette dernière fonction. Il entend ainsi protester contre l'absence de concertation à l'interieur de l'organisation patronale, notamment sur le « programme économique » présenté la semaine dernière par le CNPF (le Monde du 23 octobre) et que M. Giral juge « incomplet et confus ».

En fait, la démission de M. Giral - qui continuera de représenter sa fédération au sein du conseil exécutif - illustre de façon spectaculaire le différend qui oppose M. Gattaz à plusieurs présidents de grandes fédérations sur la stratégie à suivre à l'approche des élections de mars 1986. Beaucoup d'entre eux - au premier rang desquels M. Giral - jugent en effet le président du CNPF « politiquement mou ».

TRANSPORTS

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'IATA

Les compagnies aériennes s'attendent à une année 1986 difficile

De notre envoyé spécial

Hambourg. - Curieuse assemblée générale annuelle de l'Association du transport aérien international (IATA), qui rassemble cent quarante compagnies aériennes. Cette assemblée, qui s'est réunie du 28 au 30 octobre à Hambourg (RFA), a pu constater qu'en 1985 les comptes du transport aérien international seraient positifs : 100 millions de dollars (800 millions de francs) après les 300 millions de dollars (4 milliards de francs) enregistrés en 1984. En revanche, l'annonce par le comité des finances de l'IATA que l'année 1986 serait déficitaire n'a pas provoqué la moindre discussion.

Le retour à la rentabilité en 1984, après quatre années de pertes, a été le fruit d'efforts remarquables pour maîtriser les coûts d'exploitation, qui ont diminué, par exemple, en 1984, de 3,7 %. Les entreprises ont réduit leurs dépenses dans presque tous les domaines : redevances d'atterrissage (moins 11 %), redevances de route (moins 8,1 %), salaires du personnel navigant technique (moins 7 %), carburants et lubrifiants (moins 6 %), frais de vente et de promotion (moins 5,6 %) ; frais généraux et administratifs (moins 3,8 %), frais d'entretien et de révision (moins 2,4 %), frais d'escorte (moins 1,9 %). Les seuls postes en hausse sont les salaires des hôtesse et des stewards et des services aux passagers (plus 1,8 %) et surtout les assurances, les amortissements et les frais de location d'avions (plus 5,5 %).

Les bons résultats des exercices 1984 et 1985 (600 millions de dollars de bénéfice cumulé) ne doivent pas faire illusion. Après 6,2 milliards de dollars perdus de 1979 à 1983, ces excédents ne permettent pas aux compagnies aériennes de rattraper leur retard financier. Ils dissimulent la situation très contras-

tée des entreprises : en 1984, une moitié des cent quatre-vingt-quatre membres de l'IATA a certes gagné 1,7 milliard de dollars, mais l'autre moitié a enregistré un déficit de 1,2 milliard de dollars.

Cette médiocre rentabilité est catastrophique au regard des besoins de financement. D'ici à 1993, les compagnies devront acheter quatre mille avions, si l'on en croit les études, ce qui veut dire des immobilisations comprises entre 150 et 200 milliards de dollars. En comparaison, les 100 millions de dollars de bénéfices (le prix d'un Boeing 747) réalisés en 1985 font pauvre figure. Pour effectuer ces investissements, le pourcentage des bénéfices rapportés aux recettes devrait atteindre 7,5 à 8 %. Or, il serait, cette année, inférieur à 1 %.

Iréalisme

Si le long terme se présente mal, on ne peut pas dire que l'horizon immédiat soit dépourvu. Il ne faut plus attendre de résultats spectaculaires du côté des coûts d'exploitation. Les compressions de personnel ne peuvent plus être poursuivies au rythme actuel, pas plus que le blocage des rémunérations. Les nouveaux avions, moins gourmands en carburant et moins onéreux en personnel, sont entrés en service. Les appareils gros porteurs ont atteint leur « pénétation maximum » sur les routes les plus fréquentées. Quant au taux de croissance du trafic, qui était de 10 % en 1984, il est revenu à 6 % cette année et devrait se maintenir à ce niveau en 1986.

Les compagnies ne semblent pas avoir anticipé ce mouvement. Satisfaites des résultats de leur politique de rationalisation, elles ont décidé d'augmenter leur capacité de transport d'une façon irréaliste, soit 8 % en 1986. On retrouve là un travers du transport aérien international et une lacune de l'IATA. Après cha-

que période de crise, les transporteurs cèdent à l'euphorie d'un équilibre retrouvé. Ils extrapolent les tendances favorables d'une ou de deux années. Ils se lancent dans une politique de développement de leur capacité. Seroient-ils quelques-uns à faire ce pari que le marché pourrait peut-être absorber les nouveaux avions mis en ligne. Mais, comme ils se précipitent tous en même temps sur le même créneau, ils satureront le marché et font tomber le coefficient de remplissage de leurs appareils. Rappelons qu'en 1984 le coefficient moyen des compagnies membres de l'IATA s'est élevé au pourcentage record de 62 %. En 1986, le coefficient qui marque le seuil de rentabilité sera de 61 %.

Les prévisions « exagérément optimistes » des membres de l'IATA auront pour conséquence un déficit compris en 1986 entre 200 millions et 1 milliard de dollars.

La seule parade à cette dégradation serait une amélioration des recettes. Elle semble hors de portée car la baisse relative du prix du billet d'avion se poursuivra sous l'effet de la concurrence qui fait rage entre les transporteurs. M. Heinz Ruhnau, président du conseil d'administration de la compagnie allemande Lufthansa et président sortant de l'IATA, a illustré cette tendance à la baisse en ces termes : « Si nous prenons l'année 1960 comme base, le tarif aérien en classe économique de Francfort à New-York a augmenté de 38 %, pendant que l'indice du coût de la vie en République fédérale d'Allemagne augmentait de 148 % ».

Selon tout vraisemblance, cette évolution se traduira par des défits de bilan parmi les compagnies privées et par des subventions accrues des gouvernements aux compagnies publiques.

ALAIN FAUJAS.

AGRICULTURE

Le Conseil régional de Bretagne crée un fonds de modernisation de la production laitière

Le conseil régional de Bretagne a décidé lundi 28 octobre de créer un Fonds régional de modernisation de la production laitière doté de 18 9,2 millions de francs. Une somme de 12,6 millions de francs (région : 9,6 millions de francs ; département : 3 millions de francs) sera affectée aux primes de cessation d'activité laitière, tandis que l'apport de l'Etat (6,6 millions de francs) sera consacré au financement de la recherche technologique (région : 4 millions de francs ; Etat : 2,6 millions de francs), à l'expérimentation en vue de la diminution des coûts de production et à la recherche en pathologie animale. L'intervention financière du conseil régional de Bretagne pour que tous les candi-

dats à la cessation d'activité puissent obtenir satisfaction doit permettre une année pleine de libérer 18 000 tonnes dont près de 6 000 tonnes lors de la campagne en cours qui s'achèvera le 31 mars 1986.

Ces quantités libérées seront affectées aux jeunes agriculteurs qui produisent moins de 200 000 litres, avec l'ordre de priorité suivant : installation entre le 1^{er} juin 1984 et le 31 mars 1985, installation entre le 1^{er} avril 1983 et le 31 mars 1984, et enfin, installation entre le 1^{er} avril 1985 et le 31 mars 1986. - (Corresp.)



PICARD

2

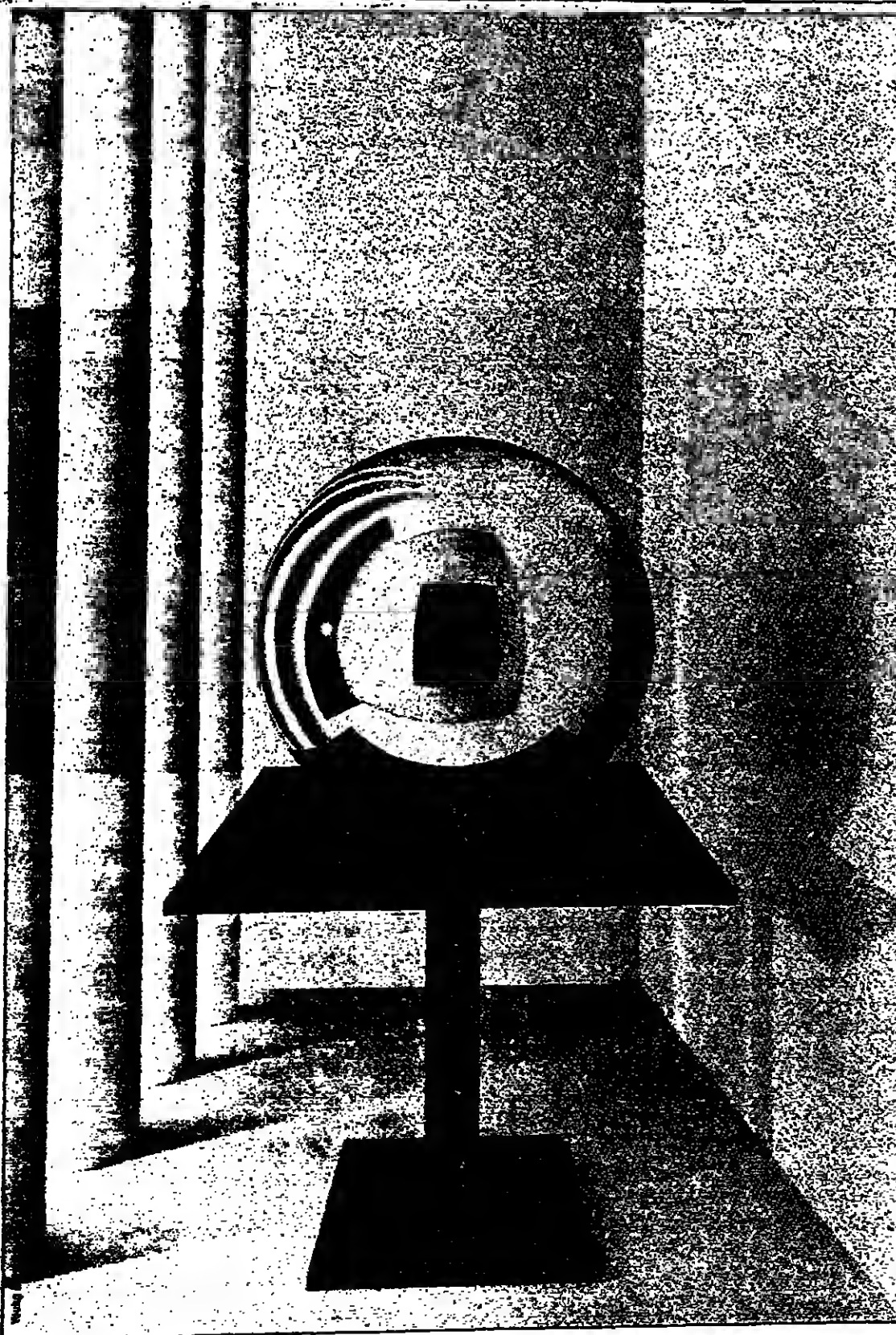
Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85



UGINE S.A. NOTRE INOX A LA CARRURE INTERNATIONALE.

Notre marché est le monde entier. Nous nous mesurons aux concurrents étrangers sur leur propre terrain. Nous exportons plus de 60 % de notre production. En Europe bien sûr, mais aussi en Amérique du Nord et du Sud, en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient, en Australie. A UGINE, à L'Ardoise et à Gueugnon, nous travaillons plus d'un jour sur deux pour l'exportation.

Des usines bien ancrées dans le terroir de France. Un rayonnement mondial. Il n'y a pas là d'incompatibilité. Au contraire, plus nous serons compétitifs au dehors, mieux nous vivrons dans nos régions.

Poursuivre dans cette voie, fortifier cette carrure internationale qui donne la mesure de notre compétitivité et qui garantit notre avenir, nous en avons la volonté.

Une volonté inoxydable.



RÉGIONS

LE MIDI ET L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

L'or des PIM

Les cinq régions méridionales (Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine) auxquelles il faut ajouter les départements de la Drôme et de l'Ardèche se livrent actuellement à une course de vitesse pour mettre au point leurs programmes intégrés méditerranéens, connus désormais par les spécialistes sous le sigle familier de PIM. Il faut que ces programmes de développement économique relatifs à l'agriculture, la pêche, l'hydraulique, l'artisanat, l'énergie, le tourisme, l'industrie soient présentés à la Commission de Bruxelles avant la fin de l'année. Auparavant, ils auront dû être approuvés par le gouvernement, ce qui promet quelques navettes entre Ajaccio ou Toulouse et Paris et Bruxelles.

L'enjeu est important, avec à la clé plusieurs milliards de francs. Les PIM ont été « inventés » le 29 mars 1985 lors du conseil européen qui donna le feu vert à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. En contrepartie du « choc » que les pays méditerranéens risquaient de subir avec l'élargissement, trois pays, la Grèce, l'Italie et la France, obtinrent de leurs partenaires et de la Commission l'engagement de recevoir des crédits additionnels destinés à renforcer les structures économiques des régions les plus directement concernées.

Aller vite

A partir de 1986 et pendant sept ans, 4,1 milliards d'ECU (1) seront réservés pour ces PIM, non compris une enveloppe spéciale de prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI). Sur ce total, la Grèce aura 2 milliards, la France et l'Italie se répartissant le solde.

A priori, aucune élé précise n'a été fixée pour le partage entre Rome et Paris, la Commission (qui dispose pour apprécier et financer ces programmes de pouvoirs quasi absolus)

décidant au cas par cas en fonction de l'intérêt intrinsèque des dossiers qui lui seront présentés. Mais les autorités françaises ont adapté comme hypothèse de travail une répartition à 50/50. En conséquence, Paris peut espérer, globalement, recevoir de Bruxelles une somme de 1 milliard de francs pendant sept ans pour les cinq régions et les deux départements. Il faut aller vite, et la France a d'ailleurs déjà pris quelque avance sur les deux autres pays méditerranéens.

« Cette enveloppe n'est sans doute pas la panacée », remarque M. Jean-Paul Proust, préfet, nommé en juin dernier par le gouvernement pour coordonner la préparation des PIM français. « Mais la masse financière est tout de même importante si on la compare, par exemple, aux crédits qu'au titre des contrats de plan 1984-1988 l'Etat - avec 1,6 milliard de francs par an et les cinq régions avec 0,9 milliard - va engager. »

Planification originale

La France veut aussi que cette procédure des PIM soit l'occasion de démontrer que la décentralisation (c'est-à-dire plus de pouvoirs pour les élus) et la déconcentration (plus de pouvoirs pour les préfets au détriment des administrations parisiennes) ne sont pas des vains mots. Conseils régionaux (ou généraux dans la Drôme et l'Ardèche), commissaires de la République, services administratifs parisiens, représentés par M. Proust, et fonctionnaires de Bruxelles sont donc appelés pour la première fois à coopérer - avec tout ce que ce terme recouvre de réunions, confrontations, compromis - dans une opération originale de planification franco-communautaire.

« C'est, de ce point de vue, une opération-test, explique M. Proust, plus complexe encore que les contrats de plan de l'an passé. Et il faut la mener rondement. » C'est

aussi l'occasion d'utiliser plus efficacement les crédits des trois fonds européens, Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), mais surtout Fonds européen de développement régional (FEDER) et Fonds social européen (FSE), dont les paiements empruntés souvent des chemins compliqués pour arriver à leurs derniers destinataires.

Chaque région et chaque département concernés ont élaboré en septembre à la hâte une « esquisse » de PIM. Les hauts fonctionnaires de la Commission (avec à chaque fois un membre du cabinet de M. Jacques Delors) parcourent successivement depuis la mi-septembre les régions pour se rendre compte sur place de l'intérêt des projets proposés : confrontation, explication, sélection des programmes, affinement des critères. Les 12 et 13 novembre, les fonctionnaires européens iront en Corse et, les 14 et 15 novembre, ils mettront un terme à leur tour du sud de la France, en s'arrêtant dans l'Ardèche et dans la Drôme. A chaque voyage, ils disent aux élus et aux préfets ce qu'ils pensent de leur copie, ce qu'on pourra en retenir et ce qui n'a aucune chance d'être accepté.

Les documents devront être prêts dans leur version définitive vers le 15 décembre - assortis d'un plan de financement - puis recevoir l'agrément officiel du gouvernement et être adressés à Bruxelles. C'est alors que la Commission examinera les projets un par un, les approuvera ou les rejettera et leur affectera un taux de subvention. Les mieux préparés et ceux qui dégageront le consensus le plus large auront le plus de chances d'être retenus en priorité. La question est de savoir si la Commission se prononcera sur leur contenu avant ou après le 16 mars 1986.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Un ECU = 6,75 F.

AUTOMOBILE

L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN

Attirer les constructeurs étrangers

De notre correspondant

Madrid. - Onzième puissance économique mondiale, l'Espagne est un gros producteur automobile. Ce fut même le premier exportateur mondial en 1984, proportionnellement à sa production. Malgré tout, à la veille du « choc » industriel que représentera l'entrée dans le Marché commun, les autorités de la Péninsule se hâtent de gonfler un peu la cylindrée de leur industrie automobile en ouvrant plus largement les portes aux constructeurs étrangers.

Pour ce faire, Madrid a élaboré il y a plusieurs mois un plan gouvernemental pour convaincre de grandes firmes étrangères, principalement françaises et nord-américaines, de renforcer leur présence en Espagne en échange de subventions et de crédits à des taux relativement bas.

Le premier résultat de ce plan a été enregistré le 23 octobre dernier avec la signature d'un accord avec Renault. Renault et sa filiale Renault-Véhicules Industriels (RVI) s'engagent à investir environ 50 milliards de pesetas (2,5 milliards de francs) sur la période 1985-1987.

L'Etat espagnol participera à concurrence de 2 milliards de pesetas, en subventions, au programme de modernisation de Renault Espagne : robotisation, informatisation de la production et de la gestion. Ce plan prévoit une production annuelle minimale de 265 000 véhicules jusqu'en 1987 et la suppression de 2 500 emplois sur un peu moins de 22 000.

Pour Peugeot-Talbot, le plan prévoit un apport espagnol de plus de 17 milliards de pesetas, en subventions (3,6 milliards) et en crédits (13,5). Les négociations avec Talbot ont été nettement ralenties dernièrement du fait du refus de la direction d'associer le comité d'entreprise aux discussions avec le ministère de l'Industrie. En cas d'accord, Peugeot-Talbot s'engagerait à supprimer quelque 2 500

postes de travail sur un peu moins de 9 000.

Le plan discuté avec Citroën est à peu près identique dans ses grandes lignes.

Il paraît probable que en renforçant leurs positions espagnoles, les filiales des constructeurs français entendent se mettre à l'abri autant que faire se peut des soubresauts financiers, sociaux et syndicaux de leurs maisons mères.

Côté américain, c'est à Ford et à General Motors que le plan propose d'accroître leur part du marché espagnol et, partant, du marché européen. En effet, si Ford signe avec le ministère de l'Industrie un plan d'investissement de 84 milliards de pesetas, son usine d'Almussafes (près de Valence) deviendra sa plus importante usine en Europe. Un scénario de rechange prévoit 25 milliards de pesetas d'investissement, ce qui permettrait de maintenir la production à son niveau actuel (253 054 véhicules en 1984). Au ministère de l'Industrie, sans doute échaudé par la récente rupture des négociations Fiat-Ford, on reste néanmoins encore prudent sur le choix final de Ford qui pourrait décider d'investir son argent dans un autre pays européen que l'Espagne.

Sauvegarder le secteur public

General Motors négocie quant à lui la reprise complète de la société d'Etat ENASA (principalement les camions Pegaso). Se sentant en position de force, GM pose ses conditions et demanderait notamment le renvoi de plus de 1 500 personnes sur 9 000, ce que l'INI (Institut national de l'industrie, le holding d'Etat propriétaire) n'est pas prêt à accepter, sans doute conscient des conséquences sociales d'une telle décision imposée par des étrangers.

Le thème du maintien de l'emploi est particulièrement sensible dans le cas des négociations entre Volkswa-

gen et SEAT. VW réclame le départ de 4 000 employés sur 23 000 environ au total.

Ces négociations, qui restent en marge du plan gouvernemental, en raison sans doute de leur dimension économique mais aussi sentimentale (malgré ses pertes énormes, SEAT est un peu à l'Espagne ce que Renault est à la France), visent à court terme à une participation de 51 % de VW dans la compagnie espagnole et à son contrôle total d'ici trois ou quatre ans.

L'Etat pris entre deux feux

Les discussions hntent sur un autre écueil de taille : Volkswagen ne veut pas éponger les 180 milliards de pesetas de dettes de SEAT, qui a encore perdu 36 milliards de pesetas en 1984.

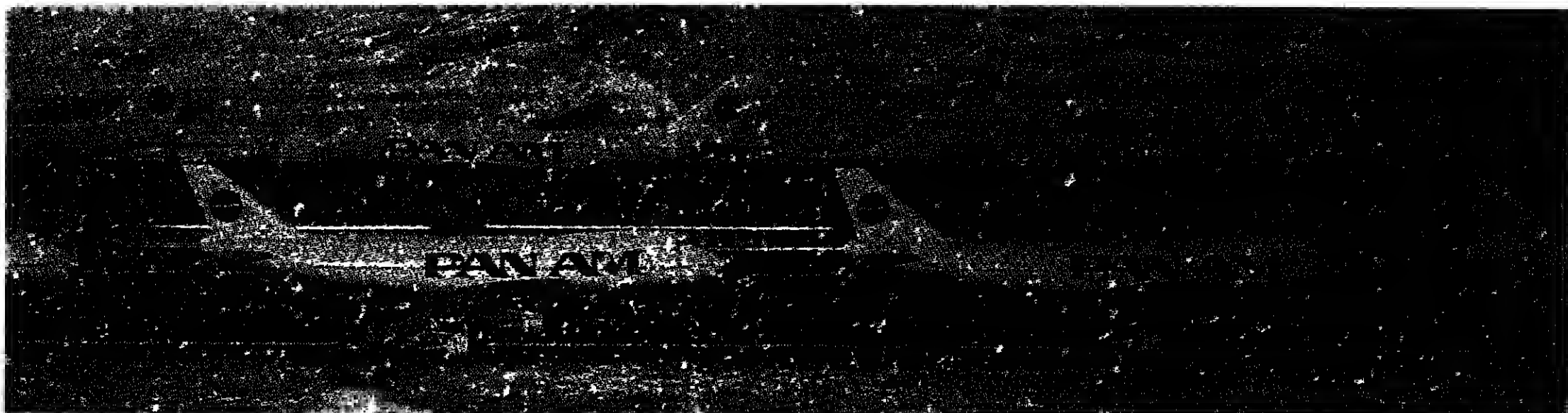
Les syndicats réclament, quant à eux, que SEAT demeure dans le secteur public de manière à sauvegarder partiellement l'« hispanité » de la technologie propre de la compagnie.

L'Etat espagnol semble donc pris entre deux feux : s'il signe aux conditions posées par Volkswagen, il peut très vite se voir accusé par les syndicats d'avoir « bradé » la société à l'étranger et d'avoir sacrifié plusieurs milliers d'emplois sur l'autel d'une indispensable « modernisation européenne ». Si, par contre, pour sauver à tout prix SEAT, le gouvernement décidait de maintenir la compagnie dans le secteur public, comme le réclament les syndicats, il s'exposerait à conserver un canard boiteux qui a été ces dernières années l'un des plus gros pourvoyeurs de « chiffres rouges » du déficit du secteur public.

Or, pour 1986, le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez a fixé comme priorités, durant cette année électorale, la réduction du déficit public et la reprise de l'investissement privé.

(Intérim.)

L'autoroute céleste Pan Am reste ouverte tout l'hiver.



Pas d'hibernation pour nos grands oiseaux blancs, mais un trafic sûr et régulier pendant tout l'hiver sur l'autoroute céleste Pan Am. Ainsi, au départ de Roissy-Charles de Gaulle, les vols directs Pan Am à destination de New York et Washington se poursuivent.

Au départ de Nice, des vols Pan Am sans escale pour New York seront assurés 5 fois par semaine. Et le froid aidant, vous apprécierez encore plus les mille et un services exclusifs Pan Am :

le Worldport®, terminal privatif de Pan Am à Kennedy Airport qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre

de Manhattan ou à Wall Street.

le nouveau Pass Pan Am qui, à partir de 2 290 F, permettra à tous nos passagers ayant traversé l'Atlantique de visiter, jusqu'au 31 mars prochain, les Etats-Unis, les Caraïbes ou encore le Mexique.

Pour plus d'information, contactez votre agence de voyages ou Pan Am au 42.66.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

Jean & Neumann

هذه ايامنا

الاحداث الاقتصادية

LOGEMENT

LES AIDES EN 1986

Débudgétisation...

Les dépenses publiques en matière d'urbanisme et de logement augmentent en 1986, si l'on en croit les sources officielles, de 9,3 % par rapport à 1985 : 52,5 milliards de francs contre 48 milliards de francs. En fait, l'augmentation inscrite au projet de budget, que l'Assemblée nationale doit examiner mercredi 30 octobre, n'est que de 2,1 % si l'on considère les dépenses ordinaires (fonctionnement et intervention) et les crédits de paiement (les dépenses en capital que l'Etat s'est engagé à payer au cours des derniers exercices et la première tranche des mesures nouvelles). Les dépenses ordinaires s'élèvent à 19,2 milliards, contre 26,9 milliards en 1985 (+ 8,4 %) et les crédits de paiement à 16 milliards contre 17,4 milliards (- 7,6 %). Il est vrai que la baisse de l'inflation permet d'envisager un prélèvement de 7,2 milliards de francs sur le fonds de réserve et de garantir des caisses d'épargne (cette ponction double presque par rapport aux 3,7 milliards récupérés en 1985). Quant aux autorisations de programme (AP), c'est la chute libre : 14 milliards au lieu de 20,5 milliards (- 31,6 %). Rappelons que l'an dernier la baisse des AP était déjà de 11,6 %.

Enfin, le montant des aides à la personne atteint 14,4 milliards (+ 10,2 %) dont 8,4 milliards pour la seule APL (aide personnalisée au logement), en progression de 29,8 %. Pourtant, en juillet dernier, la revalorisation de cette aide, uée de la réforme du financement du logement de 1977, n'a pas été tout à fait ce qu'elle aurait dû être, ajoutant aux soucis financiers des familles endettées.

Cinq raisons

En tout, l'Etat aidera en 1986 à la mise en chantier de 70 000 logements locatifs et de 310 000 logements en accession à la propriété (100 000 prêts à l'accession à la propriété ou PAP et 210 000 prêts conventionnés ou PC). Soit autant qu'en 1985, mais avec une baisse de plus de 30 % de l'enveloppe budgétaire nouvelle. Comment est-ce possible ?

1) Le budget prévoit 60 000 prêts locatifs aidés (PLA) et 10 000 PLA supplémentaires (décidés lors du conseil des ministres du 18 septembre) qui seront financés, dit-on, par des reports de crédits PAP non utilisés.

2) L'Etat ne fournira plus au logement locatif social que les traditionnels 20 % de subvention par logement, les fournitures d'intérêt (12 %) étant assurées par la Caisse des dépôts et consignations, qui gère directement, maintenant, les prêts aux organismes d'HLM.

3) L'amélioration du logement social (la PALULOS) et les prêts à l'amélioration de l'habitat pour les propriétaires privés (2,3 milliards de francs) seront rendus possibles grâce à la cinquième tranche du Fonds spécial de grands travaux (FSGT).

4) Les prêts conventionnés coûtent moins cher au budget que les PAP puisqu'ils ne comprennent aucune aide à la pierre, mais ouvrent seulement droit à l'APL. C'est le réseau bancaire qui fournira une part croissante des crédits.

5) Pour financer l'APL, qui décroit de 10 %, on doublera le taux de la cotisation des entreprises au Fonds national d'aide au logement, qui passera de 0,1 % à 0,2 % des salaires : on en attend 1 milliard de francs. Quant au « 1 % logement », c'est l'effort de constructeurs et d'employeurs à l'effort de constructeurs.

tion - qui n'était déjà plus que de 0,9 % des salaires, il sera ramené à 0,8 %. Une mesure qui fait « hurler » aussi bien le CNPF que les syndicats ouvriers (qui gèrent ensemble ces fonds). Mais l'Assemblée nationale ne devrait discuter de cette dernière mesure que le 14 novembre (article 71 de la loi de finances générale).

Débudgétisation. Voilà le mot qui convient. Certes, la nation contribue à aider en 1986 la mise en chantier d'autant de logements que par le passé. Mais dans les prévisions pour 1986, on remplace des ressources sûres (le budget) par des ressources beaucoup plus fragiles. En effet, la Caisse des dépôts et consignations enregistre avec inquiétude la baisse des sommes collectées sur le livret A des caisses d'épargne. D'autre part, rien ne dit que les tranches du FSGT continueront à se succéder au même rythme. Enfin, l'enthousiasme quelque peu forcé et tout relatif des banques pour les prêts conventionnés peut se refroidir.

Le logement fait partie des investissements structurels d'une nation. Il semble qu'on veuille le livrer aux fluctuations de la conjoncture.

JOSÉE DOYÈRE.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

JAPON

● Baisse de la production industrielle en septembre. - La production industrielle japonaise a baissé de 1,1 % en septembre par rapport à août, la seconde baisse mensuelle consécutive - moins 1,3 % en août par rapport à juillet - a annoncé le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). La baisse du mois de septembre - en données corrigées des variations saisonnières - est essentiellement due à celle du secteur des matériels électriques (moins 4,3 %). Cependant, le niveau de production en septembre est en hausse de 3,5 % par rapport à septembre 1984. Le MITI prévoit que le niveau de la production industrielle va continuer à fluctuer, avec une hausse prévisible de 3,1 % en octobre, et une nouvelle chute de 1,3 % en novembre. - (AFP.)

Transports

Baptême de l'Atlantique-Cartier

sa Havre. - Le cargo *Atlantic-Cartier*, dernier né des navires de la Compagnie générale maritime, a été baptisé le 25 octobre au Havre. Construit par les Chantiers Normands de Dunkerque, ce navire est intégré dans le consortium européen Atlantique Conteneurs Lines (ACL), qui outre l'armement français CGM avec 22,2 % des parts, regroupe des armateurs britanniques et suédois, qui exploitent cinq navires identiques sur l'Atlantique nord. D'un prix de 385 millions de francs, l'*Atlantic-Cartier* remplace, en capacité, deux navires précédemment affectés aux lignes de l'Atlantique nord. Il permet à la fois de transporter des conteneurs, des engins roulants et remorques, ainsi que des voitures.

M. Claude Abraham, président de la CGM, a indiqué que le navire permettrait d'importer des économies de combustibles puisque, avec 70 tonnes de carburant par jour, il brûle environ 100 tonnes de moins que les navires de la génération précédente.

AFFAIRES

Accord des Dix sur la libéralisation du marché de l'acier

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). - Les ministres de l'Industrie de la CEE ont décidé, le 30 octobre, d'entamer le processus de libéralisation de la production européenne d'acier. A compter du 1^{er} janvier 1986, les ronds à béton et les tôles revêtues (à l'exception de celles qui sont galvanisées) seront fabriqués sans contrôle communautaire. Pour les autres produits concernés, le système de quotas obligatoires est reconduit pour deux ans. Les Dix ont encore abouti à un accord sur le régime des aides des Etats aux entreprises pendant les trois prochaines années.

Malgré l'insistance de M. Narjes, le responsable aux affaires industrielles, il était acquis dès le début des discussions que les Dix ne souhaitaient pas aller aussi loin que le demandait la Commission de Bruxelles. La liberté de production pour le fil machine a été écartée très vite et seul le cas des tôles a fait l'objet d'un débat serré.

En réalité, la négociation s'est jouée dans la nuit du 29 au 30 octobre sur la manière de gérer les quotas à partir de l'année prochaine. La Commission dispose d'une réserve égale à 3 % des quantités contingentes (70 % environ de la production globale d'acier). Cette marge de manœuvre lui permet de modifier à sa guise les volumes attribués à chaque pays en fonction notamment de l'état du marché et des besoins des entreprises.

L'Allemagne fédérale demandait une augmentation de ses quotas en faisant valoir que ses maîtres de forges devaient être récompensés pour le sérieux et la rapidité avec lesquels ils avaient réalisé leur plan de restructuration. Cette idée de prime aux « bons élèves » n'a été appuyée que par le Danemark et le Luxembourg.

Le Royaume-Uni qui, ces dernières années, avait obtenu des contingents relativement bas en raison des difficultés de la British Steel, revendiquait aussi une révision à la hausse de ses quotas en mettant en avant l'amélioration de la demande sur le marché britannique. Devant l'opposition des autres Etats membres, aucun nouveau critère n'a été retenu. La Commission s'est toutefois engagée à attribuer des quantités supplémentaires aux entreprises qui éprouveraient de « graves difficultés » à honorer de nouvelles commandes. Ce qui constitue une manière de répondre favorablement aux préoccupations de Londres.

De son côté, la France voulait corriger la « dérive » de sa part traditionnelle du marché. La part française dans les livraisons

totales a pu, à certains moments, enregistrer une baisse allant jusqu'à 3 %. M^{me} Edith Cresson, le ministre du commerce extérieur et du redéploiement industriel, a obtenu que cette diminution soit corrigée dès qu'elle dépasserait 1 % pendant deux trimestres consécutifs.

Le dossier du soutien financier aux entreprises pendant la période 1986-1988 a fait l'objet d'un dénouement rapide. L'habileté de M. Sutherland, le commissaire chargé de la concurrence, a largement contribué à l'élaboration d'un compromis. Il a fallu notamment trouver une formule qui permette aux Français de réaliser des datations au capital pour les entreprises sans que la Commission n'ait à donner son autorisation préalable.

MARCEL SCOTTO.

ENTREPRISES

Composants : Thomson veut racheter l'américain Mostek

Le groupe nationalisé Thomson a annoncé, mardi 29 octobre, qu'il était « en voie d'aboutir » à un accord avec le groupe américain United Technologies pour la reprise de sa filiale Mostek, en faillite depuis le 18 octobre dernier. Thomson-Composants, « pour renforcer ses positions commerciales et industrielles aux Etats-Unis », pourrait reprendre les actifs industriels, les produits et les technologies, ainsi que le réseau commercial de ce fabricant de semi-conducteurs, ajoute-t-on chez Thomson. Basée à Carlington (Texas), Mostek (9 800 personnes avant sa fermeture), avait été achetée en 1980 par United Technologies pour 345 millions de dollars et avait reçu de ce groupe plus de 500 millions de dollars pour ses besoins de financement. Il avait enregistré des pertes de plus de 328 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1985.

Usinor va investir 600 millions de francs dans sa cokerie de Dunkerque

Usinor va investir 800 millions de francs dans la construction à Dunkerque d'une nouvelle batterie de fours à coke, à indiquer le 28 octobre, le groupe nationalisé. Cette nouvelle batterie de fours - qui servent à la

distillation du charbon - aura une capacité de production annuelle de 650 000 tonnes. Les travaux commenceront courant 1986. La mise en production des fours, prévue pour 1988, rétablira la capacité annuelle de cokéfaction de l'usine de Dunkerque à 1,6 million de tonnes, portée ensuite à environ 2 millions de tonnes après rénovation des batteries existantes.

chez DSM Monsieur Eiffel aurait trouvé à qui parler de sa tour.

Décidément, si il y a cent ans, DSM avait existé et mis alors sur le marché des produits comparables à ceux de 1985, un certain nombre de problèmes qui se sont posés à Gustave Eiffel auraient été résolus. Quel soulagement pour ce champion de la construction métallique, s'il avait su que le combat contre la corrosion, une de ses inquiétudes pour sa Tour, pouvait être gagné en traitant chaque élément, avant montage, au Polydrex. Les bâtisseurs du Forum des Halles - et de près de 2 000 bâtiments récemment construits en France - ont eu, eux, la chance de connaître cette peinture en poudre, anti-corrosion, produite aux environs de Paris dans une usine qui vient

d'être intégrée dans la Division Résines du Groupe DSM. DSM, un groupe chimique européen - la presse spécialisée le place au 10^e rang mondial - qui s'est fixé pour objectif de « trouver puis de mettre sur le marché des produits en avance sur leur temps ». S'anté financière et saine gestion lui permettent de se donner les moyens de son ambition : il accélère ses investissements en technologies nouvelles, en équipements, en recherches, en hommes, notamment en recrutant des centaines de jeunes ingénieurs de haut niveau. Cette accélération touche particulièrement la Division Résines qui, subdivisée en deux groupes : Résines et Compounds et s'appuyant sur le travail de dizaines

d'usines implantées en Europe (dont trois en France), propose une large gamme de produits et de spécialités en avance sur leur temps.

Mentonnons leurs applications dans les revêtements de surface, les encres d'imprimerie, les plastiques renforcés ou les adhésifs et aussi dans d'autres domaines tels que adjuvants divers, peintures en poudre et plastifiants spéciaux. Plus que jamais les utilisateurs trouvent chez DSM des hommes ouverts à leurs problèmes, qui parlent le même langage, avec lesquels ils peuvent discuter de l'évolution des produits d'aujourd'hui pour mieux préparer les produits de demain.

DSM, c'est :

- un groupe chimique européen au 10^e rang mondial par son chiffre d'affaires, (65 milliards FF.)
- six grandes Divisions :
 - produits chimiques,
 - matières plastiques,
 - résines,
 - engrais,
 - transformation des plastiques,
 - énergie (recherche et exploitation).

DSM EN FRANCE

- Producteur européen.
- DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance et de laboratoires pour :
 - les plastiques et produits chimiques (1),
 - les résines (2),
 - les engrais (3).

- (1) DSM France, Pérusud - 5, rue Lejeune 92120 Montrouge
- (2) DSM Résines France, BP 21, 95872 Bezons Cedex
- (3) UKF France, allée B. Palissy 60000 Beauvais.

DSM
UNE EQUIPE
DE "PROS"
DE LA CHIMIE

DSM



SOCIAL

M. Guy Métais quitte l'AFPA

A l'occasion d'un bureau extraordinaire de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), le 29 octobre, M. Guy Métais a fait savoir qu'il abandonnait ses fonctions de directeur général et qu'il acceptait les propositions qui lui avaient été faites par le groupe CGE.

D'abord chargé de mission auprès de la direction de la filiale CIT-ALCATEL, M. Métais devrait occuper, dans quelques mois, un poste de directeur général adjoint ayant vocation de suivre les relations

sociales et les ressources humaines d'un ensemble employant cinquante-cinq mille personnes.

A la tête de l'AFPA, M. Métais pourrait être remplacé par M. Guy Matteudi, actuellement directeur adjoint de cabinet du ministre du travail. Cette candidature devra toutefois être acceptée par les partenaires sociaux, associés à la gestion de cette institution paritaire. Une assemblée générale est prévue pour le 12 novembre.

Le capitaine change avant la tempête

Sept ans après avoir été porté à la tête de l'AFPA, M. Guy Métais quitte donc, et comme à regret, le principal organisme de formation professionnelle dont la taille même fait toujours redouter qu'il ne se transforme en une « éducation nationale bis ». « Je pensais n'avoir pas terminé », avoue M. Métais, alors que la longueur de son mandat (1) justifie, semble-t-il, à elle seule son départ. L'AFPA, vouée aux professions traditionnelles avait commencé une profonde mutation. Sous son impulsion, les centres de formation professionnelle s'étaient

orientés vers d'autres qualifications, s'ouvrant notamment aux nouvelles technologies. Grâce à une pédagogie renouvelée, et à une volonté de mieux coller à l'évolution de l'activité industrielle ou artisanale, l'AFPA avait pris un virage, facilité par la signature, en 1982, d'un important contrat de solidarité qui avait permis le départ en préretraite de nombreux moniteurs ou enseignants.

Sollicitée de toutes parts, l'AFPA courait le risque de se disperser et, omniprésente, de devenir hégémonique. Mais il y avait encore beaucoup à faire dans le sens de la modernisation.

M. Guy Métais avait parfaitement conscience de cette situation et s'y préparait. Il devait aussi accomplir la nécessaire décentralisation d'un organisme qu'il avait d'abord contribué à centraliser pour le rendre efficace. Mais, entraîné à son tour dans le mouvement de la régionalisation qui a modifié le fonctionnement de l'appareil de formation professionnelle, l'AFPA, du fait de son poids et de ses réticences naturelles, s'adapte plus difficilement à ces nouvelles règles.

Est-ce quand un énorme pétrolier opère un changement de cap laborieux que l'on relève le capitaine, rodé à la manœuvre ? La question se pose d'autant plus que les prochains mois de navigation seront fatalement mouvementés. M. Guy Matteudi (2) aura à affronter une zone de tempête, sans disposer de tous les instruments, comme un vieux loup de mer. Et des écueils l'attendent déjà.

Le remplacement de M. Métais, annoncé et prévu depuis longtemps, au point de devenir un embarrassant feuilleton, intervient au plus mauvais moment. Il a sans doute perdu de son intérêt, même pour M. Michel Delebarre, qui y était très attaché. On peut même se demander, après des relèves dans la

continuité à l'UNEDIC et à la défection à l'emploi, ce qui a bien pu contraindre au départ de M. Métais et à son remplacement par M. Matteudi. L'un et l'autre offrent les mêmes traits de service, aime-t-on à souligner.

ALAIN LEBEAUE.

(1) M. Métais avait auparavant dirigé l'ANPE et l'Association pour le développement de l'éducation permanente (ADEP), inspecteur général des PTT. Il avait travaillé avec MM. Chaban-Delmas et Delors.

(2) M. Matteudi, inspecteur général de l'éducation nationale, a été auparavant directeur de cabinet de M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle.

● UNEDIC : FO, la CFDT, la CGC et la CFIC justifient leurs signatures. — Le bureau confédéral de FO, puis, plus tôt que prévu, la commission exécutive de la CFDT ont décidé de signer dès le 29 octobre le « protocole d'accord » sur l'assurance-chômage (le Monde du 30 octobre). Pour M. André Bergeron, cet accord permet de « sauver le régime paritaire, ce qui n'est pas rien dans la période d'aujourd'hui », les conséquences pour les chômeurs étant « limitées au maximum ». Pour M. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, cet accord « permet de mieux assurer, par une prolongation des allocations de base de deux à trois mois, les chômeurs de longue durée, cela tout en maintenant, quelle que soit la durée du chômage, les prestations versées aux salariés privés d'emploi et qui avaient les plus basses rémunérations ». Pour la CGC, « le syndicalisme libre en sort renforcé et la politique contractuelle confortée ». Pour la CFIC, c'est « un accord acceptable » qui apporte aux salariés la « garantie » d'avoir « dans les deux années à venir, un régime d'assurance-chômage plus solide ».

Selon le CNPF

125 000 CONTRATS JEUNES-ENTREPRISES A LA FIN OCTOBRE

C'est pratiquement un bulletin de victoire qu'a publié le CNPF, le 29 octobre, en annonçant que, la fin de ce mois, 125 000 jeunes bénéficiaient de contrats jeunes-entreprises, soit un peu plus que l'objectif qu'il s'était fixé en juillet dernier. « Ce résultat très encourageant témoigne de la montée en régime de l'opération emploi des jeunes », a souligné M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF.

Les contrats d'initiation (76 000 en tout) sont de loin les plus nombreux, mais l'organisation patronale souhaite voir se développer les contrats de qualification qui « illustrent le mieux la reconnaissance du rôle de l'entreprise dans le processus de formation ». Ils exigent en revanche des moyens matériels et pédagogiques importants, ce qui peut expliquer leur retard.

En conclusion, le CNPF maintient ses engagements d'accueillir 300 000 jeunes dans les entreprises (dans le cadre de la formation en alternance) d'ici au 31 mars 1986.

ÉNERGIE

L'IRAN ET L'IRAK AUGMENTENT LEUR PRODUCTION

Vers un affaiblissement du marché pétrolier ?

En dépit des attaques incessantes de l'aviation irakienne, l'Iran a retrouvé un rythme d'exportation pétrolière soutenu, et dépasse même depuis peu, selon des sources koweïtaises, le niveau atteint avant le raid du 19 septembre, qui avait très légèrement endommagé son terminal de Kharg. Après une interruption de quelques jours, les enlèvements de pétrole iranien ont progressivement repris, pour atteindre à la fin octobre près de 2 millions de barils/jour, soit environ 10 % de plus qu'au cours du troisième trimestre, confirmant dans le milieu pétrolier occidental. La production iranienne serait ainsi remontée aux environs de 2,5 millions de barils/jour, excédant le quota qui lui a été assigné par l'OPEP (2,3 millions de barils/jour).

Téhéran serait en effet parvenu à réparer très rapidement les dégâts causés sur l'une des jetées du terminal de Kharg. La compagnie nationale a affrété de nouveaux pétroliers, de taille plus réduite, afin de faire la navette entre Kharg et l'île de Sirî, plus au sud, jusqu'ici élargie par les attaques irakiennes, où viennent charger la majorité des bateaux étrangers. En outre, l'Iran a mis en place depuis peu une série de bouées de chargement de pétrole, plus près de ses côtes, donc plus faciles à défendre que Kharg, qui en est éloigné de 35 km. Ces nouvelles installations de fortune seraient destinées à remplacer le terminal de Kharg, au cas où l'aviation irakienne parviendrait à le mettre hors d'usage.

De son côté l'Irak a également accru ses ventes de brut, grâce aux nouvelles capacités d'exportation mises en place à partir des ports nords et du port saoudien de Yambo, sur la mer Rouge. La production irakienne aurait atteint en octobre 1,6 million de barils/jour, soit 23 % de plus qu'il y a deux mois, et un tiers de plus que son quota OPEP. Les exportations de Bagdad dépasseraient déjà largement 1 million de barils/jour, alors que l'oléoduc reliant ses champs au réseau saoudien et à Yambo n'a pas encore atteint sa pleine capacité. Lorsque l'objectif de l'Irak sera atteint — 1,5 million de barils/jour d'exportation à la fin de l'année, —

l'Arabie saoudite et le Koweït auraient décidé de cesser de vendre du brut pour le compte de leur allié, ce qui devrait diminuer leurs ventes de 300 000 barils/jour.

Ajoutée aux hausses de production observées dans les autres pays de l'OPEP, notamment en Arabie saoudite (+ 25 % en un mois) et au Nigeria (+ 18 %), la concurrence entre l'Irak et l'Irak pour élargir leurs débouchés — et se prendre des clients — a pour effet de gonfler la

production globale de l'OPEP qui aurait atteint, en octobre, 17 millions de barils/jour, soit plus que le plafond de 16 millions fixé depuis le début de l'année. L'ensemble de ces dépassements laisse prévoir, d'ici à quelques semaines, selon la plupart des experts, un affaiblissement du marché du brut, très ferme depuis deux mois, à moins d'un hiver précoce et très rigoureux qui gonflerait brutalement la demande des pays occidentaux.

VÉRONIQUE MAURUS.

ÉTRANGER

SITUATION ALARMANTE EN AFRIQUE selon le Conseil économique et social

La coopération entre la CEE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), adhérents à la convention de Lomé, n'a pas, malgré des « réussites incontestables », réussi à empêcher une « dégradation alarmante », dans de nombreux pays africains, de la situation alimentaire, énergétique, industrielle, financière et commerciale. est-il indiqué dans un rapport qui vient d'être présenté au Conseil économique et social par Mlle Aude Raiga, secrétaire confédérale CFDT au secteur international.

Constatant que Lomé a eu des « retombées positives » sur l'économie de la France, notamment en raison de la part importante des marchés du Fonds européen de développement (FED) obtenus par des entreprises françaises, ce rapport note que la France semble avoir exercé une « grande vigilance pour préserver au maximum les intérêts des DOM-TOM ».

Il indique que la France devrait rechercher le « maximum de cohérence » entre les différentes politiques qu'elle mène, avant d'insister sur le rôle positif des organisations non gouvernementales (ONG), « qui ne se cantonnent pas dans les actes humanitaires, mais abordent de plus en plus le terrain économique et financier ».

LES CRÉANCES SUR LE PÉROU « DÉCLASSÉES » AUX ÉTATS-UNIS

Les banques américaines vont devoir constituer des réserves représentant 15 % des dettes du Pérou, a décidé, la semaine passée, une agence fédérale de contrôle des banques. Cette obligation résulte du classement, par l'Interagency Country Exposure Review Committee, des créances du Pérou comme « valeurs détériorées ». Selon les milieux bancaires, le Pérou n'a pas effectué de paiements d'intérêts depuis le mois de juin dernier, et ses retards de paiements envers ses quelques trois cents banques créditrices du monde entier représentent aujourd'hui 250 millions de dollars.

La décision des autorités bancaires fédérales pourrait compliquer le succès du plan Baker, demandant aux banques commerciales d'augmenter de 20 milliards de dollars sur trois ans leurs crédits nouveaux aux pays les plus endettés. Les milieux financiers internationaux soulignent, en effet, que les banques privées ont peu de chances d'accroître leurs engagements aux pays d'Amérique latine si elles sont trop longtemps pénalisées pour les crédits accordés à certains de ces pays. Sont déjà sur la liste faisant obligation aux banques de constituer des réserves : la Pologne, le Soudan, le Zaïre, le Nicaragua et la Bolivie. Sur le Pérou, les banques américaines détiennent 2,5 milliards de dollars des 14 milliards de dollars des créances totales. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Au 30 juin 1985, le produit des activités courantes s'élevait à 701,7 millions pour GERLAND et à 1 076,9 millions pour le groupe, contre respectivement 623,3 millions et 1 040,4 millions au 30 juin 1984.

Les résultats avant impôt mais après amortissements et provisions étaient de 0,3 million pour GERLAND et 7,7 millions pour le groupe, contre respectivement 4,4 millions et 20,4 millions au 30 juin 1984.

Les résultats ci-dessus tiennent compte d'amortissements nettement plus importants que l'an dernier (38,9 millions contre 32,3 millions) pour le groupe.

La dégradation ainsi constatée s'explique principalement par la période de grands froids du début d'année, qui a affecté toutes les activités du groupe et ralenti sensiblement le rythme d'exploitation.

Au troisième trimestre, en revanche, l'activité de toutes les divisions a été en progression sensible (+ 14 % pour le groupe) par rapport à la même période de l'an dernier.

De ce fait, et compte tenu des perspectives du quatrième trimestre, le retard constaté fin juin devrait être résorbé et les résultats nets 1985 du

groupe devraient se situer sensiblement au même niveau qu'en 1984.

Par ailleurs, au cours des mois écoulés, GERLAND a poursuivi le renforcement de sa position dans ses diverses activités, soit par la reprise d'affaires, tant dans le domaine de la chimie (SHPC spécialisés dans l'édouylation) que dans celui des routes (SRSE, près de Grenoble, NERI et TARB, près de Lyon), soit par des prises de participation : 30 % dans le capital de la société VERNERET, qui

occupe une forte position dans les sillons et les caoutchoucs fluents, qui intéressent la division élastomère du groupe.

Dans le domaine des revêtements de sol, un accord de distribution vient d'être signé avec une importante société américaine, CARLAGE INDUSTRIES INC., implantée près d'Atlanta.

Par ailleurs, les négociations entamées, il y a plusieurs mois, pour un projet en Chine se poursuivent activement.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,30 % - 1978.

Les intérêts courus du 6 novembre 1983 au 5 novembre 1985 seront payables à partir du 6 novembre 1985 à raison de 185,40 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,60 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 30,88 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales) soit un net de 152,46 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 295 459 à 308 763 sortis au tirage au sort du 6 septembre 1983 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 6 novembre 1986 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, 75341 PARIS CEDEX 07, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :

— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

— enfin que les titres compris dans la série de numéros 132 945 à 142 236 et 215 715 à 225 963 sont respectivement remboursables depuis le 6 novembre 1983 et le 6 novembre 1984.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

FONDS D'INTERVENTION SIDÉRURGIQUE

EMPRUNT DU 28 OCTOBRE 1985 garanti par l'État

500 millions de francs

11,80 %

Emission de 100.000 obligations de 5 000 F. Prix d'émission : 4 987 F.
Jouissance, règlement : 12 novembre 1985. Durée : 9 ans. Amortissement : in fine.

Taux de rendement actuariel brut :

11,85 %

Une fiche d'information (visa Cof n° 85-322 du 23/10/85) peut être obtenue sans frais auprès du F.I.S., 56, rue de Lille, 75007 PARIS, et des établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

F.I.S. Fonds d'Intervention Siderurgique

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

SITUATION DES SICAV au 30.09.1985

SICAV	ORIENTATION	ACTIF NET (en francs)	VALEUR LIQUIDATIVE (en francs)	DIVIDENDE GLOBAL (dernier payé)
* EPARGNE-VALEUR**	Portefeuille diversifié	2.748.416.850	318,66	F 19,50 23.03.85
* EPARGNE-OBLIGATIONS	Placements à long terme orientés vers une rentabilité élevée.	6.030.227.875	177,32	F 17,71 23.03.85
EPARGNE-CROISSANCE	Valeurs de croissance française et étrangère.	923.380.834	1.233,56	F 70,25 12.10.84
EPARGNE-INTER	Valeurs étrangères dominantes.	967.291.239	628,86	F 33,77 23.03.85
* NATIO-VALEURS	Valeurs étrangères (jusq. 13.07.1978 et 25.12.1982).	8.891.978.404	803,08	F 23,77 23.03.85
* NATIO-INTER	Placements en obligations à dominante internationale.	830.338.679	885,10	F 35,78 23.03.85
* NATIO-EPARGNE	Placements à court terme conciliant rentabilité et sécurité.	4.833.285.860	12.947,27	F 1.123,06 17.04.85
* NATIO-PLACEMENTS	Placements à très court terme privilégiant liquidité et sécurité.	18.051.805.104	63.574,85	F 4.166,48 23.01.85
* NATIO-ASSOCIATIONS	Placements à court terme destinés spécialement aux organismes à but non lucratif.	4.478.800.473	6.473,42	F 2.195,82 10.10.84
* EPARGNE-CAPITAL	Placements à moyen terme privilégiant la valorisation du capital.	5.468.230.865	6.662,28	—
* NATIO-OBLIGATIONS	Placements en obligations françaises et étrangères.	407.088.580	446,28	F 10,85 15.02.85
* NATIO-PATRIMOINE	Actions, obligations, liquidités, valeurs représentatives d'actifs immobiliers et d'or.	131.663.072	1.002,38	—

* actions susceptibles d'être soustraites par les Fonds Communaux de Placement constitués en application de la loi sur la participation des salariés.

** cotées et gérées par la B.N.P., le Crédit du Nord et Lazard Frères.

UNE DOCUMENTATION PLUS COMPLÈTE SUR CHAQUE SICAV EST DISPONIBLE DANS TOUTES LES SIÈGES DE LA BNP.

BNP la banque est notre métier

Le Monde

EN ÉCHANGE DE CONCESSIONS AMÉRICAINES

Moscou aurait proposé de renoncer au radar de Krasnoïarsk

Selon une information publiée mardi 29 octobre par le *New York Times*, les négociateurs soviétiques à Genève ont proposé à leurs homologues américains, il y a environ deux semaines, d'arrêter la construction d'un nouveau radar de Krasnoïarsk, en Sibérie, si les États-Unis renonçaient à leur projet de moderniser deux de leurs radars d'alerte avancée à Evingdale, en Grande-Bretagne, et à Thulé, au Groenland. Le même jour, un porte-parole du département d'État n'a pas démenti qu'une telle proposition a été faite de manière « informelle » par la partie soviétique, tout en la rejetant.

D'après ce porte-parole, le radar de Krasnoïarsk constitue une « nette violation » du traité de 1972 limitant les armements antimissiles (traité dit ABM), à cause « de sa situation à l'intérieur du territoire soviétique, de son orientation et de sa capacité à détecter et à suivre les missiles balistiques ». En revanche, a-t-il ajouté, les deux radars américains d'Evingdale et de Thulé ont été mis en place avant la conclusion du traité ABM et leur modernisation n'est pas interdite par ce texte : « Toute formulation visant à mettre sur le même pied une activité soviétique interdite par le traité ABM et une entreprise de modernisation américaine qui n'est pas interdite par ce traité ne serait pas équitable et constituerait un précédent inacceptable », a-t-il conclu.

Sur ce problème précisément, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a profité d'une réunion à Bruxelles du groupe des plans nucléaires de l'OTAN (un organisme qui réunit les ministres de la défense des pays de l'Alliance atlantique, à l'exception de la France et de l'Islande) pour présenter à ses collègues des photographies du radar de Krasnoïarsk ainsi que du nouveau missile intercontinental soviétique SS-25. Cet engin, qui serait en cours de déploiement sur trois sites différents en URSS constitue également aux yeux des Américains une violation des accords conclus en l'occurrence le traité SALT-2 de 1979, non ratifié mais en fait reconnu comme valable par les deux parties.

La proposition révélée par le *New York Times* donne à penser que les Soviétiques sont prêts à admettre au moins en partie les préoccupations américaines sur la non conformité du radar de Krasnoïarsk avec le traité ABM, un accord que Moscou tient encore plus aujourd'hui à défendre face aux « nouvelles interprétations » qu'en donne Washington pour justifier son initiative de défense stratégique. Le traité de 1972 interdit en effet les radars ayant une capacité anti-missile à l'échelle nationale ; il n'autorise donc que les installations situées à la périphérie du territoire des deux Grands et orientées vers l'extérieur, de manière à limiter leur emploi à la détection des objets volant en direction du pays et à empêcher leur pistage ultérieur jusqu'à leur cible.

En installant leur nouveau radar à Krasnoïarsk, les Soviétiques lui donnent une capacité beaucoup plus grande que ce qui est prévu par le

traité ; ils répondaient jusqu'à présent que son but est de piéger les objets volant en orbite et que son angle d'attaque ne lui permet pas de suivre les missiles arrivant à l'abrupt. En revanche, il est difficile de formuler les mêmes accusations à l'encontre des radars américains de Grande-Bretagne et du Groenland, situés à l'évidence « à la périphérie » du territoire des États-Unis.

Quel'il puisse penser des termes de l'échange proposé, il est néanmoins significatif que la nouvelle direction soviétique envisage maintenant de renoncer à un important objectif militaire mis en route par Brejnev.

M. T.

M. Victor Louis réaffirme que M^{me} Sakharov a obtenu son visa de sortie

Moscou. - L'appartement des Sakharov à Moscou était, mardi 29 octobre, gardé, comme d'habitude, par des policiers en civil. Bien qu'il soit allé à Gorki, à 400 kilomètres à l'est de Moscou depuis 1980, Andreï Sakharov en conserve théoriquement l'usage en tant que membre de l'Académie des sciences. Son épouse Elena Bonner y séjournerait régulièrement jusqu'à ce qu'elle soit à son tour contrainte, en août 1984, de résider à Gorki.

S'apprête-t-elle à prendre l'avion pour se faire soigner en Occident ? Le journaliste soviétique Victor Louis, en tout cas, persiste et signe après ses déclarations de mardi (le Monde du 30 octobre). M^{me} Bonner a reçu, selon lui, « il y a quelques jours », son autorisation de sortie à l'OVIK (le bureau des visas) de Gorki et a été autorisée à « contacter sa famille » aux États-Unis. Si l'on en croit Victor Louis, l'épouse de l'académicien pourrait revenir ensuite en URSS - mais pas n'importe où, à Gorki seulement - après avoir subi un traitement médical dans le pays occidental de son choix. M^{me} Bonner souffre d'un glaucome et risquerait actuellement de perdre la vue.

Victor Louis est la seule « source » sur cette affaire. Il est vrai qu'il y risque sa crédibilité.

Depuis que M^{me} Bonner a été reléguée à Gorki, une ville interdite aux étrangers, tous les liens entre les Sakharov et le monde extérieur ont été rompus. Les seules informations - vraies ou fausses - qui filtrent sur le couple émanent des autorités et de leurs intermédiaires habituels.

Andreï Sakharov avait commencé, le 16 avril 1984, une grève de la faim pour que son épouse puisse aller se soigner en Occident. Il avait été alimenté de force dans un hôpital de Gorki, d'abord par perfusion, puis par un tube placé dans l'œsophage. Il avait été alors victime d'une attaque cérébrale qui l'avait laissé partiellement paralysé. Toutes sortes de drogues modifiant le comportement lui ont été, semble-t-il, administrées. Il ne serait rentré chez lui à Gorki, complètement hagard, qu'en septembre 1984.

L'appartement occupé par le couple à Gorki est cependant vide depuis plusieurs mois. Une bande vidéo tournée par le KGB et vendue en Occident en juillet dernier montrait Andreï Sakharov et Elena Bonner ensemble. L'académicien paraissait capable de parler et de se déplacer, son épouse était filmée alors qu'elle faisait son marché à Gorki.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Sur le vif

Ho ! Cathy !

On peut se parler franchement, là, aujourd'hui ? Bon, ben, je vais vous dire, vos lettres, je les adore, pas de problème, surtout quand elles sont gentilles, tendres, admiratives et qu'elles me parlent de la seule chose qui m'intéresse : moi. Mais, là, en ce moment, je ne sais pas ce qui se passe, je suis vraiment le dernier de vos soucis. Vous avez plein d'embêtements. Vous n'arrêtez pas de vous disputer. Vous faites des histoires, ou vous en avez. Ça ne colle pas avec vos chers, vos vœux, vos gosses, vos mecs ou vos nanas.

Que vous me le racontiez, moi, je veux bien. C'est une preuve de confiance, d'amitié. Et depuis le temps que je traîne, j'ai acquis une certaine expérience. Je pourrais vous en faire profiter. Les lecteurs aussi, par ricochet. Un courrier du cœur, en somme. Un, pourquoi pas ? L'arnal, c'est que vous m'écrivez que ça ne va pas, sans bien m'expliquer en quoi, comment, depuis quand. Des détails, s'il vous plaît, des précisions !

Tiens, un cas très fréquent : l'avis de recherche. J'ai une fille. Ou un garçon. Je ne connais que son prénom. J'ai pas son adresse. J'ai oublié son numéro

de téléphone. Il s'est tiré. Ou je l'ai perdu de vue. Ou je l'ai remarqué le semaine dernière dans le métro. Elle portait des baskets, et elle se marrait en lisant votre billet. Est-ce que vous pourriez lui mettre un mot de ma part dans un de vos articles ? Je suis la type en blouson de cuir qui était planté devant elle sur la ligne Nanterre-Vincennes, la 22 octobre, ou le 23, je ne sais plus.

Vous êtes tous bien mignons, mais je ne peux pas passer ma vie à envoyer des boutelles à la mer. Et puis vous êtes trop distants, aussi ! Avant de coucher avec quelqu'un, pensez à lui demander comment il s'appelle. Si vous voulez remettre la main dessus ensuite, c'est quand même plus pratique.

Bon, allez, je veux bien faire une exception et transmettre un de ces messages. Un seul. Pris au hasard. Hé ! Hé ! Cathy ! Tu ne pourrais pas te ramener un peu et donner de tes nouvelles à Stéphane ? Il se languit, le pauvre. Et c'est encore sur moi que ça retombe. Alors, manifeste-toi. Et vite. Que je n'aie pas à te le dire deux fois.

CLAUDE SARRAUTE.

Les démêlés de Gamma TV dans le Pacifique

Peaux de banane

On aurait pu imaginer que les peaux de banane serrées par diverses autorités de l'administration française dans le Pacifique sur le chemin de l'équipe de Gamma TV lors de l'opération menée par Greenpeace autour de Mururoa avaient fini par sécher au beau soleil de Tahiti (voir le Monde du 2 et 8 octobre). Eh bien pas du tout. La dernière en date des articles mentionnés par les autorités de Papeete a consisté à faire saisir le matériel détenu par l'équipe de Gamma. Du matériel qui est pour l'essentiel la propriété d'une société française, Adro Video Transmision, dont il faut acquiescer la location tant qu'émetteurs, récepteurs, VHF marine et autres antennes ne sont pas restituées.

Toutes les démarches faites en France pour faire débloquent la situation s'étant révélées curieusement sans effet, il restait à Gamma le recours aux tribunaux. Saluons ici les magistrats qui ont ordonné aux douanes de restituer (sous contrainte de 800 000 francs C.F. par jour de retard) le matériel confisqué, notamment au passage que celui de RFO avait pu circuler librement. Saluons les d'avoir imaginé que

le jugement risquait d'être mal entendu et qu'il valait mieux préciser pour les sources que ce matériel pouvait être immédiatement embarqué sur un aéronef d'UTA en partance pour la France. Remercions les encore d'avoir autorisé Gamma à faire appel à la force publique le cas échéant pour faire appliquer le jugement. Car force est de constater que la matériel en question, d'après les prévisions de l'aéroport de Papeete pour l'expédition immédiate, n'est toujours pas arrivé en France, six jours après...

Est-il perdu ? Ou bien dans un hangar ? Une inquiétude qui se double d'une autre crainte, celle d'apprendre que le pilote engagé par Gamma TV pour la durée du reportage, et qui exerce à Papeete, se voit retiré sa licence. L'ami Hugues, commandant maritime du Pacifique, a souhaité en effet lui voir appliquer une sanction exemplaire pour « vol sans respect de la sécurité » lors des opérations de prises de vues au-dessus du navire des écologistes.

CLAUDE LAMOTTE.

Au Libéria

M. Samuel Doe a été élu président de la République avec 51 % des suffrages exprimés

Le chef de l'État du Libéria, M. Samuel K. Doe, a été élu président de la République, recueillant 51,05 % des suffrages exprimés, à l'issue des élections présidentielles et législatives du 15 octobre et dont les résultats officiels ont été annoncés, mardi 29 octobre, par le président de la commission électorale spéciale, M. Emmett Harmon.

Ces élections étaient destinées à marquer le retour du Libéria à un régime civil après cinq années de pouvoir militaire du général Doe, auquel trois candidats étaient opposés. Son principal rival, M. Jackson Doe, du Liberia Action Party (LAP), recueillait 137 000 voix (26,39 %) contre 265 000 pour M. Doe, 60 000 pour M. Kpelleh, du Liberian Unification Party (LUP), et 57 000 pour M. Kesselly, de l'United Party (UP), sur un total de 519 000 suffrages exprimés.

Le NDPL (National Democratic Party of Liberia), parti du chef de l'État, remporte en outre 21 des 26 sièges à pourvoir au Sénat et 45

des 64 sièges de la Chambre des représentants. Le LAP remporte 3 sièges de sénateurs, dont l'un revient à l'un de ses chefs de file, l'ancien ministre des finances Ellen Johnson Sirleaf, et trois sièges de députés. L'UP obtient un siège au Sénat et 4 à la Chambre, et le LUP compte un seul élu, au Sénat.

Mardi, à Monrovia, l'armée a été mise en état d'alerte et des troupes ont été placées dans les endroits stratégiques de la ville, en particulier devant les ministères et à toutes les intersections. Des chars étaient également stationnés en plusieurs endroits. - (AFP.)

A B C D F G H
Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

(Publicité)
Moquettes + Tissus
Moins cher
au rouleau
Chez Artisans
Récompenseurs

DÉJA 1^{er} EN MOQUETTE + TISSU, Artirec baisse encore ses prix avec l'opération Prix-Pre-Promo-Rouleaux : Bien que moins cher que tous les rouleaux vrais ou faux de France, Artirec, si vous lui achetez un rouleau dépassant un peu vos besoins, vous fait encore 10 % de remise (non cumulé).
Artisans Récompenseurs, Impasse St Sébastien au 87 Bd Richard Lenoir (11^e), prendre rue St Sébastien puis Tournier 2 FOIS 1^{er} GAUCHE. Parking. 355.66.50.

La fin de la visite de M. Chevardnadze à La Havane

DIVERGENCES ENTRE CUBA ET L'URSS SUR LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE

La Havane (AFP). - M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, a quitté Cuba mardi 29 octobre, à l'issue d'une visite de deux jours à l'invitation du Parti communiste et du gouvernement de La Havane. M. Chevardnadze, qui était notamment accompagné de M. Vladimir Kasimirov, directeur adjoint des missions soviétiques des affaires étrangères, chargé des questions latino-américaines, a eu des entretiens avec M. Fidel Castro, auxquels ont participé M. Raúl Castro, ministre de la défense, et M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président, et M. Isidoro Malinier, ministre des affaires étrangères.

Cuba n'a fait aucun commentaire officiel sur ces discussions. Dans les milieux informés de La Havane, on se bornait à les qualifier de « normales ». Certains observateurs ont cependant relevé que le compte rendu officiel des discussions publié mardi dans la presse ne comportait pas l'habituelle phrase mentionnant que les entretiens avaient été « fructueux et cordiaux ».

Sur l'un des thèmes abordés, la situation en Amérique centrale, Cuba et l'URSS n'ont sans doute pas des vues convergentes. Les préoccupations prioritaires de l'Union soviétique, dit-on de source cubaine, vont plus logiquement vers l'Europe et l'Asie. Il n'est pas inutile à cet égard, ajoute-t-on, d'harmoniser les points de vue. L'un des thèmes centraux de la politique extérieure cubaine, rappelle-t-on, est le problème de la dette extérieure latino-américaine.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Arbitrages difficiles à l'UDF

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 29 octobre, que, dans les premiers jours de novembre, l'UDF serait en mesure de présenter « le plus gros train » de ses têtes de liste et chefs de file pour les élections législatives. Il a reconnu que l'UDF avait des difficultés à arbitrer entre ses propres composantes et qu'elle avait beaucoup de mal à « imposer » ses parités. « Nos décisions sont bariolées en brèche sur le terrain », a-t-il expliqué en évoquant le cas de l'Eure-et-Loir, où les instances nationales de l'UDF souhaitent imposer M. Claude Gossaguen (CDS), conseiller de Paris, qui doit faire face à l'hostilité déclarée de M. Maurice Doussot, député UDF-PR de la troisième circonscription.

M. Jean-Claude Gaudin s'est d'autre part félicité que « sa » commission chargée de sélectionner les candidats UDF ait pu « résister » aux pressions du RPR, qui voulait arriver très vite à la publication des listes. « Plus nous attendons, a-t-il remarqué, plus nous allons vers des formules d'union ». Il a estimé qu'en plus des quarante-cinq listes d'union déjà décidées, d'autres listes communes « pourraient se former d'elles-mêmes sur le terrain », et notamment dans la dizaine de départements où les deux formations de l'opposition ne sont pas encore parvenues à un accord. Le député des Bouches-du-Rhône a d'autre part annoncé qu'en Gironde, où l'UDF menaçait de créer sa pro-

pre liste face à celle conduite par le maire de Bordeaux, l'union allait prévaloir. « La solution est acquise », a-t-il déclaré en reconnaissant qu'elle l'était aux conditions souhaitées par M. Chaban-Delmas. Autrement dit, les deux élus UDF (dont M. Aymar Achille-Fould, CDS) en position éligible ne seraient pas des élus de l'agglomération bordelaise, mais de la « campagne ». En contrepartie, M. Michel d'Ornano, chargé des élections au PR, qui a rencontré plusieurs fois ces derniers jours M. Chaban-Delmas, a obtenu des compensations pour les élections régionales, notamment que M. Jean-Pierre Bédar, conseiller municipal (PR) de Bordeaux, exerce des responsabilités importantes dans la future assemblée régionale à défaut de pouvoir occuper un siège à l'Assemblée nationale (le Monde du 26 octobre).

JEAN-PAUL II EN FRANCE EN SEPTEMBRE 1986

Jean-Paul II fera une troisième visite en France en septembre 1986, a indiqué mardi 29 octobre, à Lourdes, Mgr Jean Vilain, président de la conférence épiscopale française. « Cette visite pastorale le conduira certainement à Lyon, à Arles et à Annecy », a précisé l'évêque de Lille.

Le numéro du « Monde » daté 30 octobre 1985 a été tiré à 453 396 exemplaires

DES JANVIER ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Florida, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études BA, MBA, Master, Ph.D., Cours, séminaires, repas, un semestre à partir de 40 000 F. Doc. contre 5 timbres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC. U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722-94-94.

A NOUS LA GALAXIE !

Dans sept ans une station orbitale sera en activité à 400 km d'altitude. A la fois laboratoire et centre d'observation de l'univers, elle sera le point de départ d'une véritable colonisation de notre galaxie. Une usine sur la Lune, une ville sur Mars, des vaisseaux spatiaux en route vers les étoiles... Découvrez ces fabuleux projets dans SCIENCE & VIE.

Egalement dans ce numéro :

- Tremblements de terre : après Mexico, Nice menacée. Comment éviter le pire.
- Exportations d'armes : qui paie ?
- La photocopieuse de poche.
- 16 nouveaux skis au banc d'essai.

SCIENCE & VIE

SCIENCE & VIE

ON VA COLONISER L'ESPACE



EN VENTE PARTOUT

VALEURS
ACTUELLES

L'HÉBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

édition 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

Je t'ai collé